TOME XXIX. N° 4. *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 MAI 1927

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Prologue d'un Essai sur la Critique

(1896) (1)

ENTRE les reproches que peut recevoir un critique, il en est qui tombent d'eux-mêmes ou qui se défont l'un par l'autre. Un écrivain m'a refusé, un jour, tout droit de juger les poètes sous le prétexte que ma prose manquait de poésie ; j'aurais pu lui montrer le même défaut dans ses vers. Un autre veut absolument qu'un critique sans complaisance soit un sophiste plein de ruse, mais exempt de conviction, une rhéteur fatigué, mais souple, comme il en naît quand le raffinement extrême d'une race l'a conduite à la décadence : là-dessus le pauvre critique se sentirait inquiet s'il ne se présentait un troisième censeur pour le classer, tout au contraire, dans le groupe inculte et sauvage des primitifs.

Il ne faut rien répondre. Le dépit, la rancune des auteurs contestés, l'inquiétude et l'indignation naïve de leur entou-

(1) Ces pages fameuses, mais que bien peu ont pu lire, ont paru il y a plus de trente ans. Elles sont aujourd'hui introuvables. Le texte que nous publions ici, dans ses parties essentielles, a été revu par Charles Maurras.

tage sont des fureurs bien naturelles. La plus claire des discussions n'y saurait rien changer. Le critique sera bien sage de se taire. Il prendra garde seulement de ne pas trop se réjouir de tant d'injures maladroites. Même, il fera bien de chercher si quelqu'une de ces sottises n'enferme une idée vraie et un reproche juste, afin de faire son profit de ce qui devait le blesser.

Les objections auxquelles il faut répliquer en détail intéressent plutôt un genre littéraire que la personne d'un auteur, un mode de style plutôt qu'un ouvrage particulier. Il est vrai qu'elles sont innombrables. Mais on peut s'en tenir à leurs chefs principaux. Un procédé meilleur encore est d'exposer en détail sa propre doctrine, de telle sorte que le lecteur puisse voir les fondements, justes ou non, mais clairs et simples, des opinions manifestées au jour le jour. Peut-être que nos Entretiens sur les Lettres contemporaines gagneront de l'aisance et de la clarté si je rapporte ici mon idée de la critique, de son principe, de sa règle, de sa destination.

Sans y mettre plus de système ou de méthode que n'en comporte la matière, je procéderai avec ordre. Mais le soin que je prends deviendrait inutile, si je ne commençais par détruire un grand préjugé.

Dignité de la Critique.

La critique est rangée entre les arts mineurs. Je n'oublierai jamais sur ce sujet un mot de M. Catulle Mendès. Il venait de complimenter un jeune écrivain de je ne sais quel petit essai de critique :

— Maintenant, cher, ami, apportez-moi, dit-il, quelque chose de personnel.

M. Mendès est un lettré fort érudit, en même temps qu'un adroit conteur et un versificateur qui passe pour habile. Mais c'est aussi le contraire d'un esprit libre. Il représente en perfection les idées de son temps. Aussi son témoignage doit-il être gardé comme un indice de l'état de l'esprit public. Prenons (afin d'éviter de longs détours) ce mot de « personnalité » pour synonyme de talent et de génie, et voyons ce que voulait dire M. Mendès, bien d'accord en ceci avec la commune opinion.

L'esprit critique est une chose, le talent du poète ou du conteur en est une autre tout opposée. Le critique ne produit pas, puisqu'il « critique » et l'on ajoute même, par conversion des termes, que le poète et le romancier, qui produisent, ne critiquent pas... Nous pouvons rapporter sans sourire ces sentiments. Ils ne nous paraissent étranges qu'à la réflexion. Mais ils paraissent bien étranges quand on songe à qui les professe ou les professait : Flaubert, Goncourt, Zola, Coppée, Silvestre, enfin les réalistes et les parnassiens. Ces messieurs estiment que c'est *produire* que de « tourner » et de « menuiser » un sonnet sur l'aspect d'un jardin, la couleur d'une rue ou la courbe d'une colline, c'est *produire* que de décrire des arbres, des maisons, des épées, des fleurs, des amphores ; c'est *produire* que de restituer, une à une, les formes et les couleurs qui composent le monde. Ils le pensent. Ils appellent ce travail une création. Mais d'extraire le sens d'un livre, de peindre la figure des idées d'un auteur, d'en expliquer la suite et la génération, cela, à les entendre, est le fait d'une activité inférieure et ne ressemble en rien à leur noble métier.

Pourtant les deux œuvres sont exactement les mêmes. Il n'y a de différence réelle que dans le sujet. Ce que les romanciers et les poètes descriptifs accomplissent avec des matériaux empruntés au vaste monde, il est des critiques descriptifs qui le réalisent absolument de même, avec des éléments empruntés à ces petits mondes construits de main d'homme que l'on trouve sur les rayons des bibliothèques.

Et s'il y a, certes, un autre art que le descriptif, plus haut, plus noble et plus puissant, il y a une autre critique que la descriptive. De même que la description d'un livre peut valoir la description d'une prairie ou d'un palais (pour l'effort mental dont elle est le signe comme pour l'effet esthétique produit), ainsi l'invention d'un caractère, l'histoire d'une vie, l'imagination d'un type ou d'un ordre de beauté peut attester la même force et donner la même émotion, que tout cela soit fait d'après les livres ou d'après nature. Le poète sent, choisit, assemble, ordonne d'après un rythme qu'il invente, enfin il fixe et il exprime ce qu'il a senti et créé. On retrouve chacun de ces mouvements en critique : il y faut ainsi, et au même degré, sentir, choisir, grouper, ordonner, créer, composer, finalement écrire. — Le critique, dit-on, ne tire pas tout de lui-même. — Mais,

me montrera-t-on que le poète ait fabriqué de son propre fond les fleurs, les fruits, les eaux, les étoiles et toutes les images dont il a rempli ses poèmes? Comme au critique, sa matière lui est donnée.

Il semble pourtant que la matière du critique soit peut-être d'un grain plus fin. Le poète travaille sur l'ensemble des ouvrages de la nature qui se sentent, se voient ou se rêvent. Le critique s'attache en particulier aux œuvres humaines. Le poète fait si l'on veut l'abrégé de la substance de l'univers. Il traduit, il nous rend sensibles les beautés possibles ou réelles du monde. Mais le critique extrait l'essence de cette essence de beauté.

Je ne sais pas d'esprit un peu délicat et puissant qui de nos jours n'ait essayé cet instrument de la critique. Et nos œuvres critiques seront peut-être celles que retiendra le plus justement la postérité. Un Sainte-Beuve et un Renan auront de vives chances de faire oublier quelque jour les Flaubert, les Leconte, peut-être même les Hugo. Mais les critiques osent à peine convenir de la juste idée qu'ils se font de leur dignité. Ils croient devoir réserver leur vrai sentiment comme s'il s'agissait d'une vérité trop nouvelle.

C'est une vieille vérité. Les Anciens ne l'ignoraient pas. Il y eut dans l'ancienne Athènes des espèces de critiques (on les appelait des rhapsodes) qui, tout en remplissant peut-être fort bien cet office, hésitaient, à la façon des nôtres, sur l'importance de leur charge littéraire ; mais ils se forgeaient, en revanche, la chimère d'une critique en quelque sorte scientifique. Ion fut de ce nombre. Dans le dialogue qui porte le nom de ce rhéteur, on voit Socrate lui montrer en riant la vérité sur le rhapsode et sur la rhapsodie. « Il « me paraît, répond Ion à une adroite question de son « maître, que les poètes, par une faveur divine, sont auprès « de nous les interprètes des dieux. — Et vous autres rhap- « sodes, lui demande Socrate, n'êtes-vous pas les inter- « prètes des poètes? — Cela est vrai. — Vous êtes donc, « répond Socrate, les interprètes d'interprètes. » Il ajoute que cette seconde interprétation n'a pas lieu plus que la première sans une aide divine. Le rhapsode est un homme inspiré comme le poète : Ion lui-même, qui récite et explique Homère comme personne, Ion, qui défie « Métrodore de Lampsaque, Stésimbrote de Thasos et Glaucon de dire d'aussi belles choses que lui sur Homère », Ion est possédé

d'Homère, comme Homère était possédé du ciel, de la terre et de tout ce que voit le soleil. C'est un « homme divin ». Il ne manquerait pas de surpasser Homère, comme l'œuvre d'Homère, humainement, surpasse les forces de la vie, si les dieux avaient donné au rhapsode Ion un génie égal à la fonction sublime qu'il avait reçue d'eux. Ion a manqué de génie. C'est là-dessus que porte tout le solide de l'ironie de Platon.

. . . .

La Critique proprement dite.

La critique littéraire proprement dite consiste à discerner et à faire voir le bon et le mauvais dans les ouvrages de l'esprit, discernement qui suppose deux opérations tantôt consécutives, tantôt simultanées : le sentiment et l'élection.

Il n'est pas de bonne critique qui n'excelle ensemble à sentir et à choisir.

La sensibilité fournit à la critique ce que l'École médiévale aurait volontiers appelé une matière. Il faut qu'elle soit abondante. Des impressions fines, riches, fortes, rapides, forment déjà comme l'aliment et le moteur, brut encore, de la verve critique. Du meilleur au pire s'étend une gamme presque infinie ; il faut que le critique en distingue le mieux possible les nuances. Il faut qu'il sache, en même temps, garder aussi le sens exact des différences générales. Car une sensibilité trop attentive à ces infimes dégradations par lesquelles se font beaucoup de changements perd la vue des couleurs distinctes, son œil lent se traîne indécis et c'est une malade incapable désormais de rien mesurer ; les comparaisons qu'elle fait ont un air puéril ; elle manque de proportion dans le jugement, faute d'en assigner les termes.

Pour qui se figure ainsi toute chose comme contiguë aux autres, et pour ainsi dire, compénétrée ou compénétrante de toute part, et débordée ou débordante, que choisir? Mais sans le choix point de critique. Dans le choix réside l'essence non seulement de tous les arts, mais de la vie elle-même. Les savants et les philosophes peuvent discuter à leur gré de la constitution des êtres et de la commune trame de la nature ; ils peuvent effacer, comme avec l'estompe légère,

les limites du doux et de l'amer, de l'agréable et du douloureux, leurs vues pourront être conformes à la réalité; mais aucun des arts ne s'occupe de ce qui est. Les arts se meuvent, comme cette vie qu'ils expriment, dans le cercle des apparences. Il apparaît qu'il faut choisir si l'on veut vivre et si l'on veut créer de la vie.

Personne n'aime les contraires. Je dis aimer, et je voudrais faire entendre ce mot dans toute sa force. Les personnes qui demandent aux Lettres leur passe-temps ou leur utile gagne-pain concilieront toute chose facilement ; je parle de celui pour qui les Belles-Lettres sont une passion. Celui-là entend bien que, s'il aime Racine pour les raisons précises et essentielles qui font que Racine est Racine, il ne saurait aimer en même temps Hugo pour les raisons qui le font différer des autres et qui le font aimer à être lui. Il faut choisir entre les deux, par conséquent chercher à l'un et à l'autre la commune mesure qui permette de les classer.

Le syncrétisme est le contraire des méthodes critiques, et, par conséquent, poétiques. Appeler tout le monde bon poète ou bon écrivain peut être l'effet d'une indifférence naturelle ou d'une indulgence pleine de charme. Ce trait de caractère est sans effet profond : Hugo tolérait et louangeait tous les mauvais poètes qui lui faisaient écho, car ils portaient pierre à sa gloire, mais il supportait mal une citation de Racine. Et rien de plus juste après tout. Victor Hugo avait grand tort d'être ce qu'il était, mais, étant tel, il faisait bien de détester l'auteur de *Phèdre* et de ne le point déguiser. La complaisance de la nouvelle critique sue au contraire le mensonge et l'inconséquence, l'insincérité et l'irréflexion. On l'a décorée, comme il convenait, d'un mot impropre et nommée *Eclectisme*, sans réfléchir que l'Eclectisme enferme au contraire une idée fort claire de choix intelligent et d'exacte sévérité.

Donc, et à peu près comme la cellule choisit, entre les sucs, celui qui lui doit convenir et rejette les autres, comme aussi le poète, entre les mots et les idées, se saisit des uns pour les faire servir à ses ouvrages, en laissant de côté l'inutile pernicieux, le critique élit, entre les impressions d'art qu'il a recueillies dans les livres, celles qui lui ont plu, repousse et exclut tout le reste.

Ainsi du moins procède le critique excellent. Celui-là ne suit d'autre maître que son plaisir. Ce qui lui plaît est adopté

sans hésitation ; il s'abandonne au naturel avec une confiance naïve. Il ne soupçonne même pas qu'il puisse se tromper, car il sait et pense qu'il a bon goût.

Tel est le vrai critique. Nous voilà sur un grand mystère.

Du goût.

On a beaucoup ri chez les Français du dix-neuvième siècle, de cette idée qu'il y ait de bons ou de mauvais goûts. Cependant, plus j'y songe, plus il me semble que cette notion ait de force et de vérité. Au goût se marque la personne. Lorsque les apparences physiques d'un homme et son goût manifeste se trouvent discordants, croyez plutôt que les premières sont menteuses ; c'est son goût qui le peint. Le goût exprime et trahit l'homme. Si la remarque est juste, je m'en servirai pour définir, indirectement mais précisément, le bon goût : c'est le goût de l'homme parfait.

Il y a un homme parfait. Je veux dire qu'il n'est pas difficile de concevoir un homme qui remplisse exactement l'idée de notre condition commune et qui puisse nous servir de modèle à tous. On me pardonnera de ne point décerner à cet être fictif, et cependant plus vrai que tout, le sobriquet de Beau Idéal : on se sert de ce mot toutes les fois que l'on veut parler allemand ou sortir du sujet à la faveur d'une terminologie indécise. Les personnes qui raisonnent de l'idéal n'entendent plus par là l'ensemble des qualités qui fondent et achèvent un être, mais, comme elles disent dans leur jargon, quelque chose de plus, quelque chose au delà. L'homme parfait remplit la définition de l'homme ; l'homme idéal, tel qu'on l'entend autour de nous, la crève toujours par endroit ; je me hâte de dire que toujours la saillie est compensée par un grand creux, et les extravagances par d'affreuses lacunes.

L'homme parfait ne s'entend pas d'une figure médiocre dans laquelle s'équilibrent les défauts et les qualités de l'être humain. Je songe à la limite de la puissance humaine. Les monstrueux, les excessifs, les boursouflés ne passent point cette limite, quoiqu'on ait l'habitude de le dire communément. Ils restent fort loin en deçà, comme les médiocres. L'homme ne conçoit rien au delà de cette limite, sur laquelle vivent ses dieux.

Or, en deux mots, l'homme est un animal qui raisonne. Cette vieille définition me semble bien la seule qui puisse satisfaire. Ni la moralité, ni la sociabilité, ni certes le sentiment ne sont particuliers à l'homme. Il n'a en propre que la raison ; c'est ce qui le distingue, sans l'en séparer, du reste de la nature. Cette nature est représentée en lui tout entière. Elle est dans son corps qui a poids, nombre et mesure ainsi que les métaux, organisation comme les végétaux, sensibilité et mouvement comme les animaux et qui paraît ainsi la couronne de notre terre. Sa raison est sans cesse nourrie, aiguisée, avivée, éclairée des tributs que le monde lui paye par ces trois canaux. Il faut qu'une raison, ainsi conditionnée par la nature entière, développe toute l'ampleur de ses énergies dans l'exacte mesure où cela ne peut nuire à l'expansion parfaite d'un corps florissant : la raison poussée à l'extrême qui dessécherait l'animal, épuiserait ses propres sources ; quant à une culture exclusive du corps, elle épaissirait l'âme et lui ôterait sa raison. Le plus subtil des Athéniens buvait ainsi coup sur coup sans perdre la tête, puis raisonnait divinement. Les convives de son Banquet l'en ont admiré de tout cœur.

Pour exprimer l'accord naturel de ces deux puissances, l'on emploie d'ordinaire une image fort vicieuse : on parle d'équilibre comme si les objets mis en balance étaient pareils ! C'est *ordre* qu'il faudrait nommer cette conformité d'un être à tous les éléments de sa destinée.

Quel doit être le sens critique d'une créature humaine composée de telle sorte que ses instincts, ses impressions, ses sentiments, ses passions portés au plus haut point soient conduits et régis par une pensée plus puissante, elle-même affermie, soutenue et nourrie par l'abondance du naturel? Ses ardeurs animales n'usurperont jamais un office de direction, il n'appartient qu'au jugement et à la raison ; mais la raison quittera-t-elle une nature trop robuste pour courir des vaines nuées? Aucune sécheresse, mais point de mollesse non plus ; des formes pleines et nerveuses ; philosophe et, à l'occasion, métaphysique même, mais avec rigueur, sens du réel et vraie poésie ; pénétré de toutes les chaleurs douces de la vie, mais stable et assuré contre elles au besoin : telle est l'idée générale que l'on peut se faire du goût chez un homme accompli. On verra tout à l'heure les raisons pour lesquelles il est constant qu'il n'y a pas de meilleur goût.

Le sens d'un critique peut participer de deux manières de ce bon goût : naturellement, je l'ai dit, et aussi par l'étude exercée et l'imitation judicieuse et soutenue d'un juste modèle. Du temps qu'il y avait encore une compagnie soucieuse d'élégance et de perfection, Molière pouvait écrire avec vraisemblance que, dans les arts, la grande règle était d'abord de plaire, mais de plaire aux honnêtes gens ; l'instinct des honnêtes gens de son temps n'était point mauvais ; la moyenne de leurs jugements composait une sorte de règle vivante. C'est un état dont nous nous sommes éloignés. Le jugement public a tant de corruptions, transmises de père en fils depuis près d'un siècle, aggravées par l'éducation et accentuées par les modes ! Les meilleurs d'entre nous, même ceux qui essaient de réagir un peu, demeurent si gâtés que l'on n'est pas surpris de la brave déclaration échappée un beau jour à M. Ferdinand Brunetière : — « *Où irions-nous, grands Dieux, si nous aimions ce qui nous plaît !* »

La critique est affaire de sensibilité ; elle n'est rien que la sensibilité réfléchie. Lorsque le goût est sain, il suit le chœur des Muses et des Grâces, il n'aime que les belles choses pour lesquelles il est fait. La critique n'a qu'à le suivre. Mais, s'il est corrompu, il faut qu'elle lui rende la pureté et la santé : qu'il retrouve la vue nette de son objet, avant d'entreprendre au dehors !

Objet propre du goût et nature du style.

Que goûte l'esprit dans les livres ? On doit supposer que c'est le style ou que ce n'est rien. — Mais, dit-on, la pensée ? — La pensée, c'est le style encore.

Il est pénible d'encourir l'accusation de paradoxe lorsqu'on énonce une vérité si ancienne mise dans tout son jour par les plus grands esprits. Nous pouvons lire textuellement dans notre langue les plus justes paroles qui aient été dites sur le style ; il suffit d'ouvrir l'admirable discours de Buffon : il a cinq pages. Nous préférons nous en tenir aux vains jugements qui sont les signes en même temps qu'ils ont été l'une des causes d'une dégénérescence profonde. Notre siècle se représente le style comme quelque chose d'extérieur à la pensée des écrivains. On distingue le fond d'un livre, je veux dire les idées, les sentiments, les récits ou les caractères ; le

style est mis à part : c'est un élément de la « forme ». Cette forme est imaginée comme un habit qu'un sentiment ou une idée peuvent recevoir ou dépouiller sans cérémonie. Nos professeurs ont réussi à faire de la rhétorique et de la poétique je ne sais quoi de matériel ; on y va quérir des formes et des modèles, et on les y rapporte quand on s'en est servi.

Le style consiste dans l'ordre et le mouvement qu'on met dans ses pensées. Buffon qui le disait ne disait pas assez. Le style représente le mode de la conception de chaque pensée, puisqu'une pensée comme une molécule physique est déjà un monde d'impressions, de sensations et de sentiments. Avant que nous ayons songé à unir ces idées, à les former en propositions et en raisonnements, en figures et en tableaux, un auteur inconnu, qui n'est autre que notre propre vie intérieure, a déjà travaillé, dépouillé, abrégé et simplifié, à la manière d'un sculpteur, les matériaux bruts de notre expérience. Cette activité, échauffée, mesurée et conduite selon le génie de chacun, ne peut manquer de le révéler, car elle a son style, et qui plus tard se retrouvera dans le choix des mots qu'emprunte la plume. Est-il témoin plus éclairé de l'être de l'homme en son fond !

Buffon écrit plus bas : « Ces choses sont hors de l'homme, le style, c'est l'homme même. » *Ces choses!* Il serait juste d'ainsi nommer ce monde inférieur tout composé d'impressions venues du dehors, si l'on n'y découvrait le rudiment d'une forme humaine, partant d'un style. Nous savons que l'âme est active jusque dans sa façon de souffrir l'empreinte des choses. Un embryon de style se trouve ainsi former l'élément spirituel et humain des échos que les mondes jettent au fond de nous.

La place du style s'accroît naturellement au fur et à mesure que l'âme se livre à des opérations plus dignes d'elle. Les sensations, en tant que senties, ont bien leur style propre, mais en tant qu'elles se succèdent, elles reflètent l'ordre mécanique du monde ; par là elles échappent tout à fait aux prises du goût. C'est pourquoi je le dis en passant, l'on peut trouver dans l'art impressionniste des « notations » d'une qualité curieuse, mais on n'y trouve aucun style proprement dit, et l'homme de goût s'en détournerait s'il y avait un impressionnisme accompli et réel. Par bonheur, il n'y en a pas.

Quelque effort que fassent ses laborieux artisans pour vivre en pauvres esclaves, ils ne peuvent pas se délivrer tout à fait des habitudes historiques de l'esprit humain. Des notions générales naissent en eux spontanément ; mais ils font de leur mieux pour rompre ces liaisons et pour revenir à l'amorphe : en vain les malheureux s'appliquent-ils pourtant à se « déformer », leur succès reste médiocre et, si bien qu'ils s'astreignent à former des livres aussi décousus que les feuilles d'un calendrier, toujours quelque chose d'involontaire et d'inconscient y introduit la forme humaine, comme pour attester qu'après mille siècles d'humanité et quarante de civilisation, l'impressionnisme absolu s'est fait impossible ; c'est ainsi que les vagues lumières d'intelligence qui traversent la prunelle d'un bochiman témoignent que le règne humain, à son plus bas étage, ne peut s'en tenir au reflet brut de la vie.

Le style s'accentue au fur et à mesure que la puissante faculté à laquelle convient le nom de fantaisie, la mère des images, accumule et développe des inventions plus cohérentes ou plus vives et se défait des liens pesants qui l'attachaient au sol. Si elle se connaît, si elle se juge avec les sentiments qui sont réservés à un être raisonnable, le style exprime alors ces relations de dépendance et de conséquence que l'expérience sensible ne suffisait pas à donner ; il acquiert la simplicité savante de l'Esprit. Un feu presque divin l'échauffe, qui crée, qui renouvelle, qui déplace, transporte, corrige, modifie selon des décisions qui expriment toute sa force, les matières brillantes qui lui arrivaient d'autre part.

Le style alors est libre, j'entends que l'élément humain tend à devenir roi. Il vaut par sa valeur, par l'enthousiasme qui l'emporte et qui le soulève, par les nobles, par les sublimes inventions et dispositions de pensées que manifeste l'esprit pur. Alors, comme le dit Buffon, avec une audace superbe, « toutes les beautés intellectuelles qui s'y trouvent, tous les rapports dont il est composé sont autant de vérités aussi utiles et peut-être plus précieuses pour l'esprit humain que celles qui peuvent faire le fond du sujet. »

Cette théorie de Buffon peut paraître dangereuse si on la comprend mal. Interprétée convenablement il n'y a rien de plus fécond. On y voit que la force du style se confond avec celle de la pensée. Tant valent l'une et l'autre. Ou plutôt elles sont une même chose puisque, dans la pensée,

tout ce qui n'est point style, c'est-à-dire ordre et mouvement, n'est point pensée, mais simple combustible ou résidu matériel de l'acte de penser Quand la force du style s'accentue dans la suite d'un livre, c'est le signe que la pensée, c'est-à-dire son caractère libre et humain, se dégage du même élan. Allons plus loin. Disons la vérité à laquelle devait converger tout ceci, à savoir que le style est ce que nous nommons proprement la beauté : nous ne les voyons pas séparés, puisque celle-ci grandit avec lui à proportion qu'elle est plus simple, c'est-à-dire mieux composée, à proportion qu'elle est plus libre et plus active, donc plus touchante ou plus émouvante, et qu'elle mène à l'ordre, aux lumières de la raison, ces confuses chaleurs des choses qui sortent de l'immense univers où nous baignons tous.

S'il est juste de dire que le goût littéraire ne s'intéresse et ne s'exerce, en somme, qu'au style, pense-t-on que ce soit un petit objet?

La plupart des erreurs du goût sont venues de ce qu'il se trompe sur son terme. Au commencement du dix-neuvième siècle, on se mit en tête de regretter l'absence d'une littérature nationale chez nous. Ce désir eût été légitime si de bons yeux n'eussent été capables de voir qu'il était déjà satisfait. Une littérature nationale signifie un ensemble d'ouvrages dont le *style* soit conforme au génie national ; car la littérature, hors du style, n'est rien. Nos romantiques ne l'entendirent pas ainsi. *Esther* leur semblait juive, et *le Cid* espagnol. Ils voulaient des romans, des poèmes, des pièces de théâtre dont les sujets fussent français au lieu d'être grecs ou latins. On leur en fit tant qu'ils voulurent. Quelque vingt ans plus tard, les lecteurs furent fort surpris de voir que es ouvrages à titres et à héros français étaient tous étrangers, gothiques et barbares par leur contexture secrète. Sur des sujets turcs ou latins, Racine et Chénier, La Fontaine et Ronsard ont été mille fois moins étrangers à notre sensibilité nationale que Hugo et les siens traitant des sujets nationaux qu'ils dépouillaient des caractères de la nation.

Les principes du goût.

S'il me plaisait de faire ici le charlatan, j'appellerais les principes du goût des lois scientifiques, ces modestes observations pourraient faire ainsi leur fortune. Elles n'ont malheu-

reusement rien de scientifique. Ce sont bien des principes, mais de l'ordre empirique. Seulement, dans les arts, et dans la politique, l'expérience mérite qu'on la regarde comme une grande maîtresse de la vérité.

« Les plus importants et les plus utiles préceptes que nous ont laissés les anciens soit pour l'éloquence ou pour la poésie, ne sont autre chose que les sages et judicieuses réflexions qu'ils avaient faites sur les ouvrages de leurs plus célèbres écrivains. » Fénelon parle ainsi. Il ne refusait pas son crédit aux observations dont il marque ainsi l'origine.

Je sais bien ce que l'on objecte. On objecte l'évolution. L'évolution est cependant le type même de la quantité négligeable en cette matière. Soit! le monde se développe, nous le savons. Mais nous savons aussi qu'il a pour champ d'évolution deux infinis et que la plus légère modification exige des milliers de siècles. Chez les hommes, l'écorce des mœurs tombe assez aisément comme elle se remplace; mais que connaissons-nous d'essentiel à l'homme qui se soit altéré depuis quatre mille ans? Un sauvage tout nu est apte à recevoir des vérités scientifiques que les plus grands esprits du moyen âge ignorèrent; il suffit de lui passer un pantalon et de l'installer à temps dans quelque collège : preuve évidente que, si l'objet des sciences se découvre et s'étend, l'appareil de la connaissance reste à peu près le même dans les états de civilisation les plus variés. L'homme historique devait être dans sa moyenne de tous les temps ce qu'il est aujourd'hui : il y a des différences du plus au moins entre les peuples et les âges. Mais si, dans un écart de compas qui peut embrasser jusqu'à trente siècles, il se trouve que les principes de la critique se vérifient sans varier, il est probable qu'ils auront le même bonheur pour toutes les durées possibles de l'esprit humain. S'ils changent lorsque changera le fond de l'homme et lorsque cet animal ne sera plus assez clairement défini par la faculté de raison, on peut en prendre son parti sans redouter de trop menaçantes incertitudes.

Depuis Horace et Fénelon les gens de goût s'attachent à louer la simplicité. Ils la recommandent comme le meilleur point de l'art d'écrire.

Plus on dégage sa pensée des ornements qui ne font pas corps avec elle, plus elle se montre; rien n'est perdu de son effet. Grande ou petite, haute ou moyenne, elle prend tout ce qu'elle a de son relief. Les pensées médiocres ont d'ail-

leurs rarement la force de se mettre ainsi nues et seules ; elles ne viennent qu'en cortège, par envie de se rehausser. Mais on les voit à peine, et l'œil hésite entre tant de formes et de teintes papillotantes : aucun plaisir appréciable, quelquefois même du dégoût.

Tels critiques contemporains affectent d'adorer le contraire de la simplicité. Ils assurent communément que si le simple les enchante, le complexe les divertit. Ils s'amusent à en débrouiller les secrets. C'est un jeu de lettré habile et un peu las. L'amour véritable de la poésie et des lettres s'accommode assez mal de tels plaisirs qui ne sont formés que de petites peines senties à contre-cœur et adroitement rebroussées. On ne peut comparer le simple et le complexe à deux fruits différents, l'un froid et l'autre chaud, l'un doux et l'autre amer, l'un fondant, l'autre ferme, et qui peuvent donner des agréments variés. Les impressions que donnent le simple et le complexe ne sont point des choses aimables ou désagréables en elles-mêmes, mais correspondent au degré plus ou moins fort de l'expression dans une lecture, c'est-à-dire, dans un auteur, le plus ou le moins de génie et de force. Un style simple garde solidement toute pensée. Il la livre telle qu'elle est, en quelques mots soudains. Un style compliqué la dérobe toujours. Rien n'y demeure fixe et pur. Qui peut aimer tout cela jusque chez les poètes ne peut sentir qu'un médiocre amour de la poésie, ou, misérablement, il en aime les artifices, les bagatelles ou le métier.

Un auteur répondra que son sujet est fort complexe, ses pensées nombreuses, et que, bien que le simple lui semble préférable, il désespère d'y parvenir. Déconseillons-lui dans ce cas de prendre la plume. Ou plutôt disons-lui de l'empoigner de tout son cœur pour analyser son sujet le plus qu'il pourra pour en trouver le centre ou découvrir quelque moyen de distinguer l'essentiel d'avec l'accessoire afin que ceci tombe et que cela soit mis en valeur.

Il est des accessoires qu'on ne peut supprimer ; en ce cas, on les soumet au sujet central. Ce travail, qui s'appelle composition, est exigé par les maîtres. La réflexion leur donne raison. Pourquoi renfermer dans un même tableau deux sujets différents d'égale importance? Il vaut mieux peindre deux tableaux.

Un goût sévère exige encore que l'on mêle le moins possible les genres et les procédés, à plus forte raison les arts.

Sans doute il est ingénieux de montrer en littérature les talents d'un joli coloriste, ou de faire une espèce d'opéra avec des phrases pauvres de sens mais qui consonnent. Ces transpositions valent, aux yeux de quelques-uns, pour la difficulté vaincue. C'est ce qui les dégrade au jugement des meilleurs. Le vrai poète cherche à fixer la belle pensée qui le tourmente par les moyens directs l'exprimant tout entière. L'idée ne lui viendra jamais de se servir de la technique d'un autre art. Les petits apprentis jouent avec les pinceaux faute de savoir en user.

Tout cela découle d'un principe d'économie, le même qui confond, tout aussi bien que ceux qui se font enlumineurs ou symphonistes en poésie, les écrivains qui veulent déployer en français les grâces du tudesque ou le genre de sensibilité qui est propre à l'esclavon. Tous ces efforts sont bien perdus ; quand ils réussissent à déterminer une mode, ils sont criminels.

Quelle que soit la tradition d'une littérature ou d'une langue, ce qui se tente de conforme à son génie réussit mieux que dans le sens opposé aux habitudes millénaires : l'observation tombe sous le sens.

Là, tout conseille, aide, guide, seconde le poète. Il n'y trouve que les rencontres d'une émulation généreuse. Ceux qui s'en passent sont bien rares. On ne voit pas dans toute l'histoire littéraire l'exemple d'un seul grand poète qui ait montré à la suite de ses devanciers l'ingratitude et la négligence qui se témoigne de nos jours aux chœurs des maîtres. Dante qui est Dante trouve une phrase dédaigneuse pour ceux qui, ignorants et sans art, ne croient qu'à leur propre génie.

Ces génies arrogants sont pauvres. Ils subissent, malgré tout, une tradition, s'ils le nient. Mais c'est la tradition la plus prochaine. Elle est si prochaine, parfois, qu'ils n'en ont plus le sentiment. Ainsi nos parnassiens : tout Hugo, tous les romantiques pèsent le plus fâcheusement du monde sur leurs moindres poèmes.

Une tradition juste est examinée avant d'être acceptée. Mais l'esprit de révolte refuse même de connaître ce qu'il subit par sa faiblesse.

*
* *

Toutes les traditions ne se valent pas.

Comme entre les peuples et les époques qu'elles expriment,

comme entre les hommes de ces temps et de ces nations, on peut marquer entre elles des différences et, par suite, des primautés dont nul autre que la nature n'est coupable, à moins qu'on n'en accuse, comme il est possible, l'histoire ou la politique. La critique n'est point chargée de redresser les injustices de la fortune, mais d'en observer les effets.

Entre toutes les autres une tradition se présente, dont le caractère frappant est sa conformité presque complète avec ces principes de goût qui expriment, avons-nous dit, l'homme élevé au plus haut point. On la voit naître dans l'Ionie comme de la cendre d'Homère, elle se continue sous les oliviers du Céphise. De sages Romains qui l'adoptent lui font une patrie nouvelle. Le moyen âge ne la bannit pas complètement de la France ni des villes de l'Italie. Elle se régénère et occupe toute l'Europe; mais c'est Paris qui la conserve comme Athènes jadis. Du milieu du seizième siècle à la fin du dix-septième, l'humanisme, l'esprit classique, affiné d'une pointe de goût attique, ne manquèrent jamais de représentants parmi nous, ni d'une élite digne de le comprendre et de l'aimer.

Que cette tradition soit essentielle et naturelle à notre pays, c'est une opinion qui n'est guère contestable. Si notre sang n'est pas latin, comme le désirent les uns, il est bien sûr qu'il ne coule pas du tronc germanique; pour nos pères les plus authentiques, les Celtes, ils demeurent bien mystérieux, malgré tout, car on n'a rien qu'ils aient écrit. Sauf en quatre pays de peu d'étendue, nos dialectes populaires appartiennent tous au type qu'il est convenu de nommer gallo-roman. Ce qu'on peut dire de moins fort à cet égard c'est que si notre France tient ensemble, c'est que les morceaux en ont été réunis par les architectes classiques. On reconnaît les traces de leur main énergique et fine; je les appelle, entre autres, l'Église catholique et l'Administration romaine, antique conseillère des Rois de France. Enfin notre langue littéraire est gréco-latine. Voilà de grandes forces qui nous tirent de ce côté et, si nous inclinons par là, il semble que le bonheur vienne naturellement à nos écrivains; il coule vers eux comme sur un penchant facile. Qui réfléchit à la prodigieuse entreprise de Ronsard et contemple tous les excellents et solides morceaux qu'elle laissa debout ne sait qu'admirer de la force de ce poète ou du sens noble et subtil qui lui fit pressentir en quelles directions devait nécessai-

rement prospérer le génie national. Au contraire, tout se détraque si l'on tourne les Lettres françaises dans un autre sens. Nous avons vu, ces derniers dix ans, la décomposition de ce brillant et prestigieux romantisme, dont il reste vingt noms d'auteurs et *pas un livre*.

Voilà des faits d'expérience. En voici un, d'observation. Cette tradition classique qui est nôtre, passe toutes les autres. Elle montre, en effet, une force de vie égale en flamme, en coloris, en brutalité ingénue ou en fine délicatesse à ce que put trouver le reste du monde, depuis les steppes de Russie jusqu'aux plages de la Guinée et, dès lors que nulle autre tradition populaire ne lui peut disputer en sensibilité, elle défie à jamais toutes ses rivales par l'ordre et la lumière de ses compositions, dans la haute généralité de leur style. Les œuvres de cette tradition sont justement appelées les Lettres humaines, de ce qu'elles intéressent le monde entier. Qui juge d'après leurs principes ne sera pas désavoué du genre humain.

La notion de barbarie.

Il conviendra donc de nommer barbare ce qui est étranger à ces Lettres classiques, comme extérieur, non seulement au commun trésor helléno-latin, mais à la haute humanité.

La barbarie commence en effet quand l'animal sensible, se préférant au raisonnable, prétend décider par lui-même de ses chemins. Il y a barbarie quand les impressions vives montent sans ordre et sans lumière de nos corps, de nos âmes, et prétendent se réaliser telles quelles, toutes brutes dans l'œuvre d'art. La même barbarie, distillant dans le cerveau quelques vagues extraits de sentiments clairs, donne aussi le faux nom et la fausse couleur de pensées à ce peuple de fantômes incohérents.

Aussi bien que chez les primitifs à peine sortis de l'état de nature végétative, la même sensibilité mise en système se rencontre parmi des esprits exaltés qui se sont repliés, refermés sur eux-mêmes et retranchés de la nature.

J'appellerai du même juste nom de barbare le dégénéré devenu l'esclave des matériaux ou, pis, le serviteur des procédés et des instruments de son art, la rime par exemple,

le mot brillant ou l'épithète pittoresque, au point de mériter d'être changé lui-même en amphore, en potiche ou en Dictionnaire de rimes.

Ces barbaries, que les romantiques français ont tirées tantôt de la logique de leur folie et tantôt des Lettres anglaises ou allemandes, n'ont pas été inconnues de l'antiquité. Elles avaient rempli l'Asie d'où elles passèrent en Grèce. Alexandrie leur fit corrompre le sens du platonisme. On les vit en Judée, à Rome et à Carthage, elles infestèrent Byzance. Si elles ont couvert le nord de l'Europe, dans les temps modernes, on en donne cette raison ingénieuse que les Bibles de Wicleff, de Luther, de Jean Hüss, pleines d'hébraïsmes, imprégnèrent la langue des Allemands, des Anglais, des Tchèques, à peine formée ; et cela repoussa du côté de leurs origines ces petits-fils de Goths. C'est depuis ce temps qu'on rencontre à chaque génération littéraire allemande un homme de talent pour maudire devant l'Europe le goût et la pensée de sa vieille patrie. Nous avons en ce moment les aveux de Nietzsche, nous avions, il y a trente ans, ceux de Schopenhauer. Formé pour la pensée classique, ces esprits distingués, élégants et ingénieux, regrettent d'être nés trop tard : leur plaisir eût été d'écrire en latin comme Érasme, en français comme Leibnitz ou Frédéric II et de ne point lire de livres romantiques. On trouverait dans les propos de Gœthe des échappées encore assez voisines de celle-là. Ce grand homme voyait le défaut des lettres de son pays trop éloignées du caractère de la grande beauté qui est de tendre à la cime de la nature humaine et de ne tenir aux lieux et aux temps que par la racine. Leur prestige au dehors n'eut que la durée d'une mode.

Profondément nationales pour nos contrées, les lettres classiques exercent une forte séduction sur les étrangers : par leur grande ouverture de sentiment, elles peuvent être nommées cosmopolites, et elles le sont dans une forte mesure. On les goûte partout, serait-il possible de les cultiver en tout lieu? Rien ne démontre le contraire en dépit de belles avances constituées par la nature à cinq ou six peuples choisis...

CHARLES MAURRAS.

Jean Law en France

AVANT-PROPOS

Law à Paris.

A la fin du mois de janvier 1695 se présentait, devant le Résident anglais à Amsterdam, un jeune homme de vingt-quatre ans porteur d'une lettre qui lui avait été remise à Londres par l'officier de police chargé de le faire évader de prison.

C'était un Écossais merveilleusement beau et qui se donnait pour gentilhomme. Son père, riche orfèvre d'Édimbourg, lui avait acheté, avant de mourir, la terre de Lauriston et le titre de baron. Par sa mère, il descendait encore de l'illustre maison ducale d'Argyll.

Les renseignements sur sa personne, contenus dans la lettre qui le recommandait au Résident anglais et où il était simplement appelé Jean Law, étaient exacts mais incomplets.

On l'y représentait comme un cavalier joueur et libertin, sans indiquer qu'il était aussi plein d'esprit et d'une force extraordinaire en calcul. Doué d'un grand sang-froid et possédant à un degré inouï la combinaison des cartes, il n'avait vécu, pendant trois ans à Londres, après avoir commencé par se ruiner, que de ses gains importants à la bassette et au pharaon. Cette même science des chiffres l'avait conduit de bonne heure à s'intéresser aux matières de finance et de commerce et à lire les auteurs qui traitent de ces sujets. Dans les

tavernes et dans les salons, le jeune Law ne balançait jamais à donner, avec une autorité non dépourvue de suffisance, son opinion sur le prochain établissement de la Banque d'Angleterre qui faisait alors l'objet d'ardentes discussions.

La lettre exposait par contre très clairement les raisons qui obligeaient l'Écossais à passer sur le continent. Au mois d'avril 1694, *Law avait eu le malheur de tuer en duel un gentilhomme du nom de Wilson. Condamné pour ce crime à être pendu, le jeune homme avait été bientôt gracié par Leurs Majestés. Mais une nouvelle plainte émanant du frère du mort avait contraint le gouvernement à le faire remettre en prison, avant de l'en tirer de façon à laisser croire au public que le coupable s'était échappé de lui-même. Un seul détail manquait à ce récit, mais qui ne se pouvait point dire. Cette mesure de clémence déguisée était due à l'intervention d'une princesse naguère satisfaite de la beauté du jeune homme et qui lui avait déjà prouvé sa reconnaissance par le don d'un diamant d'un grand prix. Cette bague et quelques guinées, c'était présentement toute la fortune de Law.*

Il accepta donc avec empressement l'offre que lui fit le Résident de le prendre comme commis dans ses bureaux. Cet homme aimable, obéissant toujours aux suggestions de la lettre, l'informa qu'il eût à se tenir désormais à l'écart des maisons de jeu et de la société oisive de l'endroit, laquelle se réduisait d'ailleurs à peu, les petits maîtres et les insolents étant une marchandise rare en Hollande.

Law demeura quatre années à Amsterdam dont il étudia de près la mystérieuse Banque qui est proprement une caisse perpétuelle pour le négociant. Il se lia avec des banquiers, découvrit la mécanique du change et de la spéculation. De très utiles secrets lui furent enfin livrés par une femme amoureuse. Il refit bientôt sa fortune par les moyens ordinaires aux financiers, c'est-à-dire en jouant sur les effets publics et en sachant profiter des continuelles variations de la valeur des monnaies des pays étrangers.

Redevenu riche, Law éprouva le besoin de se dissiper. Il s'embarqua donc pour Gênes d'où il gagna Venise afin d'y jouir de tous les agréments du carnaval. De galantes aventures le retinrent plusieurs mois dans cette ville. Il visita ensuite Florence, Rome et Naples où il s'occupa tout ensemble à plaire aux femmes et à se choisir de bons correspondants.

L'été de 1700 *touchait à sa fin quand il réapparut à Gênes.*

Ce fut là qu'il reçut de William Law, établi banquier à Londres et qui était celui de ses frères qu'il chérissait le plus, de mauvaises nouvelles d'Écosse.

L'échec d'une campagne coloniale conçue par Paterson, le fondateur de la Banque d'Angleterre, avait provoqué dans tout le pays une grave crise monétaire.

Law avait maintenant trente ans et une excellente opinion de ses talents. Sans hésiter, il courut offrir ceux-ci à sa malheureuse patrie. Dès son arrivée, il proposa au Parlement l'établissement d'un conseil de commerce capable de ramener la prospérité. Ses suggestions ne furent pas approuvées par la « Maison » mais elles attirèrent sur lui l'attention de Mylord, duc d'Argyll et du petit groupe remuant de « l'Escadron », dont il devint bientôt le grand homme. Encouragé par ses nouveaux amis, il commença la rédaction d'un solide ouvrage intitulé : Considérations sur le numéraire et le commerce *où, fidèle à une attitude qui ne le quittera plus, il critiquait fortement tout le monde avant de proposer, comme le meilleur remède au manque de numéraire, la création d'un papier-monnaie gagé sur la terre. L'idéal, selon lui, aurait été de gager sur rien. Il résumait ainsi son invention :*

La monnaie nouvelle n'est que l'ancienne monnaie perfectionnée. La pièce que vous tenez dans la main, qu'est-ce? Du métal et une empreinte! Que souhaitez-vous? Du numéraire. Je ne peux pas fabriquer du métal, mais je peux multiplier l'empreinte en la mettant sur du papier. Et je vous dis, moi, que c'est l'empreinte qui est la vraie monnaie.

Il le prouvait. Mais il ne convainquit pas cette fois encore le Parlement, qui, le 27 *juillet* 1705, *repoussa sa proposition.*

Law ne pouvait demeurer oisif. Il pensa donc intervenir directement dans la politique active de l'Écosse où le projet d'union avec l'Angleterre suscitait de vives querelles. Quand celles-ci tournèrent en émeute, au mois d'octobre 1706, *il s'empressa, parce que le courage n'était pas sa qualité maîtresse, de quitter Édimbourg pour Londres où il s'établit avec sa femme et son fils Jean.*

Quelques mois après son retour dans son pays natal, il avait présenté à sa mère la veuve d'un certain señor avec laquelle il assurait s'être marié à Londres. Cette Catherine Knollys était de bonne maison. Son père, le second comte de Bassebury, n'était-il pas l'arrière-petit-fils de lady Mary Boleyn, la propre sœur de l'épouse d'Henry VIII?

En 1707, Law, n'ayant pu faire accepter son invention par les Anglais, se retira sur le continent. Il résida d'abord à Bruxelles. Au début de l'année suivante, il décida de se rendre à Paris.

Son correspondant dans cette ville, le sieur Bourgeois, le mit en rapport avec deux personnages du genre aventurier qui le conduisirent d'abord chez une célèbre comédienne, la Duclos, où l'on jouait gros jeu. Il sut bientôt s'introduire dans de meilleures maisons. Un hasard heureux le fit rencontrer une nuit M. le duc d'Orléans et l'ancien précepteur du prince, M. l'abbé Du Bois. Son invention séduisit tellement le neveu de Louis XIV, que Son Altesse Royale l'envoya à M. Chamillart, le contrôleur général des finances, qui n'entendit rien à ses discours. Il trouva un meilleur interlocuteur en la personne de M. Desmarets, son successeur, qui prit en considération le projet de l'Écossais. Les finances du royaume, appauvries par une longue guerre, étaient dans une très mauvaise situation. Le nouveau contrôleur cherchait des expédients pour remplir le trésor. Il soumit donc les idées de Law au roi. Mais Sa Majesté les écarta parce que leur auteur était huguenot. Presque dans le même temps, le lieutenant de police, M. d'Argenson, enjoignait à Law de quitter le royaume sous vingt-quatre heures pour le motif qu'il en savait trop aux jeux qu'il avait introduits dans la capitale. L'inventeur, dès le lendemain, s'embarquait au Havre sur un vaisseau qui allait à Gênes.

Pendant sept années, Law parcourut l'Europe avec sa famille qui s'augmenta en 1712 d'une fille, Marie-Catherine. Il avait maintenant tout à fait mis au point ce qu'il commençait déjà d'appeler son système et ne désespérait pas de le faire adopter un jour par la France qui lui paraissait le pays le plus propre à le pratiquer. Dans ce but, il entra en relation à Gênes avec M. le prince de Conti, puis, toujours confiant en l'avenir, il partit pour Rome d'où il se rendit à Venise. Il fit dans ces deux villes figure de seigneur sans arrêter de spéculer, de jouer gros jeu et de développer avec une persuasive éloquence les bienfaits que ses idées procureraient au pays qui les accepterait.

Absorbé totalement par le système, toujours amoureux aussi de Mme Law belle et altière, en dépit d'une vilaine tache de vin qui lui couvrait l'œil et une partie de la joue, il ne prêtait plus guère d'attention aux femmes. Ce qui l'occupait davantage, c'était de se faire des connaissances utiles. A Florence

il se lia aussi avec le grand prieur de Vendôme, dégoûtant ivrogne alors en exil, et qui pour bien cimenter leur amitié naissante lui emprunta une bonne somme. Il alla présenter son système à Turin à Victor-Amédée. Ce fagot d'épines le félicita de son invention mais refusa de s'en servir. La police du prince l'engagea bien vite à se trouver sous vingt-quatre heures de l'autre côté de la frontière. Pareille mésaventure était déjà arrivée à Law dans la république de Gênes. Il passa donc en Allemagne où il parcourut la plupart des trois cent soixante cours et républiques. Ayant entendu dire que l'empereur souhaitait avoir une banque, il accourut à Venise où Charles IV l'accueillit bien, mais n'accepta point son projet. Il quitta alors la capitale de l'Empire sans attendre la désagréable communication qui suivait presque toujours la première.

Il s'égara un peu en Hongrie, traversa la Bavière et, invinciblement attiré par la France, il arrive en 1715 dans le grand-duché de Wissembourg où le toucha une lettre du sieur Bourgeois le pressant de revenir à Paris. Le roi ne pouvait plus vivre longtemps, mille intrigues se nouaient autour de M. le duc d'Orléans. Il fallait profiter d'un moment si favorable, entrer dans la place et ne la plus quitter. La banque avait les plus grandes chances d'être bien accueillie, car on était littéralement à bout de ressources.

Law se détermina tout de suite au départ. Mais il laissa sa famille en Allemagne, se réservant de l'appeler en France dès qu'il serait certain des nouvelles intentions de M. d'Argenson à son égard.

Au milieu de l'été de 1715, il était à nouveau à Paris, après être passé par Londres où il retira, en vue de l'établissement de la banque, une partie de sa fortune déposée chez William. Celle-ci s'élevait à 1 600 000 livres.

CHAPITRE PREMIER

Madame Law parcourait son nouveau logis plus encombré de coffres que de meubles et plein d'ouvriers qui peignaient les lambris, clouaient les tentures, ajustaient les tableaux achetés en Italie et en Allemagne. Un air froid venant du grand escalier s'engouffrait dans les salles aux portes ouvertes. On entendait jouer les enfants sur le palier du

second étage. Tant de désordre et de vacarme excédèrent bientôt Catherine, qui rentra dans sa chambre où l'on pouvait au moins se tenir commodément. Des vapeurs se levaient sous ce beau front ; elle alla s'appuyer pensive à la fenêtre.

Quelle tristesse dehors ! Sans doute, cette place Louis-le-Grand (1) a un aspect superbe avec la statue équestre du feu roi au milieu. C'est aussi la plus neuve de la ville. Mais parce que beaucoup de terrains sont encore à vendre derrière leurs seules façades bâties, cela la gâte assez. Ces arcades et ces croisées béantes sur le vide ressemblent aux orbites creuses d'une tête de mort.

Il était trois heures et demie. Jean, en ce moment, parlait aux Tuileries devant le Conseil des finances. Il devait bien parler, comme à son ordinaire ! Un sourire sans bonté tortura la fine bouche railleuse. Réussirait-il, cette fois? Alors toutes les pierres blanches de la place ne seraient pas trop pour marquer la fabuleuse date du 24 octobre 1715. Mais n'était-ce pas folie que d'espérer encore, même ironiquement? Un tel écervelé ne serait jamais bon qu'à courir la poste. Depuis que ses chimères l'absorbaient trop, voilà aussi qu'il tournait à l'insolent. N'avait-elle pas dû, il y a trois semaines, le jour de son arrivée à Paris, l'attendre près d'une heure au dernier relais parce que dans la minute où il se mettait en route, M. le Régent l'avait désiré voir, paraît-il.

— Un galant homme s'arrange autrement et n'abandonne pas sur les routes avec ses enfants une femme de ma naissance réduite à un personnel dérisoire : un gouverneur, quatre laquais, trois filles de chambre !

Dans le carrosse, Jean, toujours calme et plein d'égards, s'était employé à l'apaiser en lui apprenant des nouvelles extraordinaires.

— La banque était faite sans la mort du roi, racontait-il. Je ne vous ai rien dit dans mes lettres à raison qu'elles sont toujours ouvertes par M. d'Argenson, le lieutenant de police. Mais elle était faite ! M. Desmarets me l'avait assuré. Il en approuvait les fondements. Les malheurs publics ont beaucoup adouci son méchant caractère. Le roi avait seulement repoussé mon projet de placer la banque sous un gouvernement particulier où je voulais faire entrer des membres

(1) Place Vendôme.

du Parlement, de la Chambre des Comptes, de la Cour des Aides et de la Cour des Monnaies. Mais, cédant sur ce point, je l'emportai sur les autres. Ne restait que la question de ma religion ; elle se serait aplanie aussi. Je partis donc pour Gênes, comme vous le savez. J'expédiai de cette ville, en vue de l'établissement de la banque, un million au sieur Bourgeois. Ce fut à l'instant où j'allais quitter cette république que la nouvelle de la mort de Louis XIV y parvint. Suivant ma première intention, je retournai à Londres dans le dessein de revoir encore William et de me concilier ceux qui sont instruits de quelque point de mon secret. Lorsqu'on tente une aussi grandiose entreprise, il faut éviter de mettre l'étranger contre soi.

— Enfin, où en êtes-vous maintenant?

— Je recommence de me remuer. M. le Régent me protège. Je travaille souvent avec M. le duc de Noailles, le président du Conseil des finances nouvellement créé, et M. Rouillé, un curieux ivrogne qui guide ce seigneur et comprendrait s'il voulait. Ces messieurs ne cachent pas qu'ils sont charmés de mes projets. La banque est faite ! J'en suis certain.

— A condition que le Régent ne meure pas, lui aussi, railla Catherine.

— Vous vous désolez toujours d'avance.

— Vous vous exaltez toujours avec une singulière précipitation.

Mme Law, prolongeant sa rêverie à la fenêtre, revoyait les deux hôtes les plus assidus au logis, les sieurs Bourgeois et Fénelon. Ce député du commerce de Bordeaux avait un bien piquant accent et un naturel emballé. Il croyait, lui aussi, que la banque serait faite. Il offrait d'y consacrer tout son temps, promettait l'appui de ses collègues, ajoutait à la confiance de Jean qui contait aux repas à Catherine ce que lui avait déclaré M. le duc de Noailles, M. Amelot, M. d'Argenson.

— Celui qui nous a fait jadis sortir si promptement du royaume, ricanait sa femme qui ne pardonnait pas cette première humiliation, hélas ! suivie, depuis, de combien d'autres.

— Vétille ! vétille ! répliquait l'Écossais avec le geste d'un homme à qui il en faut plus pour dérouter l'entrain.

Catherine évoquait ces trois semaines agitées. Le cocher était appelé dix fois par jour. Jean allait sans cesse au Palais-

Royal ou chez M. le duc de Noailles, rue Saint-Honoré, à main droite en venant du palais et sur le même côté. MM. Amelot, d'Argenson, Fagon, de Baudry, de Saint-Contest s'y assemblaient pour l'écouter. On mandait aussi à ces conférences le sieur Fénelon, des négociants, des banquiers. Law en sortait ravi. Chacun avait paru fort satisfait du compte qu'il avait rendu. Si quelque doute restait, il ne roulait que sur le plus ou moins d'utilité que produirait l'exécution de sa proposition. M. le duc de Noailles lui avait du moins parlé ainsi. L'Écossais s'acharnait à prouver qu'il ne pouvait pas ne point réussir, répétant inlassablement : « Je maintiens la promesse que j'ai faite à M. Desmarets de verser cinq cent mille livres pour les pauvres en cas d'insuccès. » Si dans ses exposés d'une éblouissante clarté se glissaient parfois des mots d'écossais ou d'anglais, ceux-ci n'en diminuaient point le tour convaincant. En guise de conclusion, tous ces récits à sa femme se terminaient par un joyeux : « La banque est faite. »

— Nous le saurons ce soir, murmura-t-elle en regardant toujours la triste place Louis-le-Grand.

A force de se rappeler ces dires, et les éloges que chacun décernait à Jean, elle se reprochait d'être la seule à douter ; elle se sentait ébranlée dans son manque de confiance ; un peu d'espoir lui revenait. Qu'il serait agréable vraiment de demeurer enfin en place ! Le souvenir de leurs errements perpétuels la faisait grimacer de dégoût. Soudain son cœur battit très fort. C'était leur carrosse qui s'avançait là-bas ! Elle allait savoir. D'un pas qui se retenait de courir, elle gagna le cabinet.

Un laquais mettait une bûche dans le feu. Le maître, qui venait de jeter un portefeuille sur la table, tendait à un autre son chapeau et son épée.

— Eh bien? interrogea Catherine anxieuse.

— La banque est manquée, dit-il sans émotion en s'asseyant dans son fauteuil.

Elle attendit que les laquais eussent vidé les lieux pour éclater.

— Quand quittons-nous Paris? Vers quel nouveau pays votre génie projette-t-il de nous conduire? Sera-ce, cette fois, en Russie, en Chine, ou dans la lune?

— Ne vous échauffez pas ! La banque est manquée aujourd'hui, mais elle se fera. Elle ne peut pas ne pas se faire. Ma

confiance n'est point entamée. En tous cas, nous demeurerons ici.

— A moins que M. d'Argenson soit bientôt d'un avis différent.

— Oubliez donc cette ancienne histoire ! Les temps ont changé. Pas autant que je l'aurais cru cependant. Ah ! ces Français, soupira-t-il. Ils sont vifs et impatients. Ils ne s'occupent que de ce qui les afflige sans penser aux sources de leurs maux. Ils ne peuvent pas attendre le lendemain pour être soulagés. Ils voudraient qu'on remédiât dans l'instant aux désordres qui ont duré plusieurs années. Leur caractère particulier les fera encore s'adresser à des charlatans qui augmenteront le mal par des remèdes violents au lieu de le guérir.

— Vous les jugez bien. Mais cela ne vous empêche point de vous leurrer encore. « La banque sera faite ! La banque sera faite ! » Ah ! ah !

— Il faut s'acharner avec eux. Je finirai par avoir raison. M. le Régent, que je viens de quitter, me l'a dit. Il a de l'esprit, lui. Et puis, il est mon ami. Les choses, au fond, ne s'arrangent pas mal.

Une pareille naïveté rendit furieuse Catherine qui préféra s'éloigner sur un dernier propos insolent :

— Il est votre ami ! En effet, le bruit court que ce prince a de bien vilaines connaissances !...

Law tourna un regard triste vers la porte claquée et tira du portefeuille le cahier que M. le duc d'Orléans, toujours facile, lui avait remis dans son petit cabinet d'hiver seul à seul, contre la promesse de n'en parler à personne. C'était une copie rapide du compte rendu de la séance du Conseil rédigé par ce bilboquet de La Vrillière.

Son Altesse Royale jugeait nécessaire que Law sût ce qui avait été dit avant son entrée et celle des treize négociants et banquiers qu'elle avait jugé à propos d'entendre sur le sujet de la banque, et aussi ce qui avait été dit après leur sortie à tous.

Law, absorbé, repoussa vivement le cahier et jaillit du fauteuil.

Il venait de découvrir son erreur.

— Je me suis trop hâté, monologuait-il en se promenant dans le cabinet. C'est la faute du feu roi. Que le diable le prenne, en dépit du service funèbre qu'on a célébré hier à

Saint-Denis ! J'étais si rapproché du but que j'ai voulu me cramponner au terrain gagné presque sans tenir compte du changement de gouvernement et aveuglé encore par la protection de M. le duc d'Orléans. Je me suis trompé : il fallait attendre.

Law avait raison : il était venu trop tôt.

— Voyons ce qu'ont dit de la banque ce salmigondis de ducs, de maréchaux, d'intendants, de conseillers d'État, de maîtres des requêtes et de présidents aux enquêtes, tous également ignorants de ce qu'est la monnaie et le crédit.

Il s'était assis devant sa table et feuilletait le cahier.

Il lut vite l'exposé de M. Fagon, le fils du médecin du feu roi qui avait proposé son projet au Conseil.

— *L'idée de cette banque est de faire porter tous les revenus du roi à la Banque et de donner aux receveurs généraux et fermiers des billets de dix écus, cent écus et mille écus, poids et titre de ce jour, qui seront nommés billets de banque, lesquels billets seront portés ensuite par lesdits receveurs et fermiers au Trésor royal, qui leur expédiera des quittances comptables. Tous ceux à qui il est dû par le roi ne recevront au Trésor royal que des billets de banque dont ils pourront aller sur-le-champ recevoir la valeur à la banque sans que personne soit tenu ni de les garder, ni de les recevoir dans le commerce.*

Mais le sieur Lass...

L'Écossais changea d'un coup de plume les deux *s* en *w* et poursuivit :

— *prétend que l'utilité en sera telle que tout le monde sera charmé d'avoir des billets de banque plutôt que de l'argent par la facilité qu'on aura de faire les paiements en papier et par l'assurance d'en recevoir le paiement toutes les fois que l'on voudra. Il ajoute qu'il sera impossible qu'il puisse jamais y avoir plus d'argent que de billets parce qu'on ne fera des billets qu'au prorata de l'argent et que, par ce moyen, on évitera les frais de remise, le danger des voitures, la multiplication des commis, etc.*

— C'est assez bien résumé, déclara Law, pour quelqu'un qui n'y comprenait d'abord rien. Passons ce qui concerne les treize négociants entendus. J'étais là. Huit ont été contre la banque, un n'a dit ni oui ni non, quatre m'ont donné raison.

— *Les négociants retirés, Son Altesse Royale a pris les voix.*

— Nous y voici.

Law arrêta son doigt sur le premier nom.

— *Le Pelletier (de la Houssaye) a été d'avis d'établir la banque en donnant quelque profit sur les billets pour les accréditer.*

— Le stupide homme, qui confond ma monnaie de papier avec leurs sales billets dont personne ne veut. Qu'ajoute-t-il après?

— *Que la conjoncture n'était pas propre et qu'il fallait attendre.*

— Attendre quoi? Est-ce le rétablissement de la confiance dans le gouvernement, comme le prétend son compère Doduin, ce président aux enquêtes qui a l'air si fat. On ne remédie pas au désordre, nigaud, en remettant la confiance. La confiance est une suite de l'abondance de l'argent comme la méfiance est une suite de sa rareté.

— *M. de Saint-Contest...*

— C'est un intendant, celui-là, si je ne m'abuse.

— *... ne croit pas que la banque puisse jamais avoir de solidité dans le royaume parce que l'autorité y règne toujours et que le besoin y est souvent.*

— Qu'on me laisse lui donner le gouvernement particulier que j'avais proposé au feu roi et je garantis sa solidité, quel que soit le ministre. Que dit M. le Maître des Requêtes Gilbert de Voisins? Oh ! c'est long et bien vague. Que conclut-il?

— *Il serait fâcheux présentement de hasarder un projet qui pourrait ne pas réussir.*

— Puisque j'offre cinq cent mille livres aux pauvres, c'est que je suis certain du succès. M. de Gaumont ne veut pas risquer ; M. de Baudry veut attendre. Tiens, le lieutenant de police a été pour moi.

— *M. d'Argenson ne regarde la banque que comme la caisse des revenus du roi, ne trouve aucun inconvénient à l'établir, en supposant que la fidélité en sera toujours exacte et croit qu'on doit tenter cette voie innocente pour rattraper la confiance.*

— Un homme d'esprit, remarqua Law, commet quelquefois des erreurs, mais dans les grands moments ses qualités l'emportent.

— *M. d'Effiat en croit l'établissement utile, mais non pas à présent et que cela ferait présentement resserrer l'argent encore plus qu'il ne l'est.*

— Vieux débauché ! Empoisonneur !

— *M. le duc de Noailles est persuadé de l'utilité d'une banque, mais que les temps ne conviennent pas, la défiance étant générale, que de plus l'opposition des négociants dont la confiance est essentielle pour l'accréditement d'une banque la ferait échouer...*

— A quoi aboutit cet intrépide bavard?

— ... *afin que l'on ne soit pas plus longtemps dans l'incertitude, on doit déclarer dès aujourd'hui que la banque n'aura pas lieu.*

L'Écossais s'arrêta de sourire et de railler pour se dresser blême de colère et cognant du pied.

— Ah ! le coquin, hurla-t-il.

M. le duc de Noailles s'était bien joué de lui en roulant l'une sur l'autre ses grosses mains rouges de paysan. « Je n'y vois aucun inconvénient », affirmait-il à l'inventeur au sujet de la banque. Le traître ! Parce qu'il avait tenu la plume dans les bureaux de M. Desmarets, il se croyait de taille à remettre seul sur pied les finances, aidé de cette grosse bouteille de M. Rouillé du Coudray. Il fallait le lui dire en face, alors. Mais non ! Toutes les parlotes préliminaires avaient un but. Elles le poussaient, lui Law, vers le Conseil des finances pour le faire évincer définitivement des affaires par une nette décision de cette assemblée dont le président maniait à sa guise l'ignorance.

Il rageait en parcourant les déclarations de M. Fagon et de M. Daguesseau. Deux questions, avait marmotté le procureur général :

— *La banque est-elle utile en soi? prouve que non.*

— Prouve que non ! Qu'est-il capable de prouver, ce cuistre?

— M. le Blanc : *de l'avis en tout de M. de Noailles.* M. d'Ormesson, M. Amelot : *de l'avis en tout de M. de Noailles.* Et M. Pelletier des Forts : *de l'avis en tout de M. de Noailles.* A quoi bon lire les propos de cet ivrogne de M. Rouillé.

Law allait oublier encore M. le maréchal de Villeroy. Celui-là aussi, naturellement, était en tout de l'avis de M. de Noailles. Mais, au lieu de s'en tenir là, il avait fallu que cette vieille bête, ce quadruple sot, ce vaniteux exemplaire, cette nullité bouffie, bafouillât en plus une niaiserie de son cru : *L'arrangement des rentes et des troupes, suivi de l'arrangement des billets, ramènera la confiance.* Voilà des mots bien

à leur place dans la bouche de ce grotesque qui avait été rossé sur tous les champs de bataille. Il s'y entendait, lui, à ramener la confiance et à faire arranger les troupes par l'ennemi.

Law se calma pour lire la décision du Régent.

— *Son Altesse Royale a dit qu'elle était persuadée que la banque devait avoir lieu, mais qu'après ce qu'elle avait entendu, elle était de l'avis de M. le duc de Noailles.*

— Ha ! ha ! ha ! grinça l'Écossais. Lui aussi ! Ce prince manque trop de caractère ! Si j'étais Régent, je mettrais à la Bastille tous ces ânes qui ont parlé pour ne rien dire.

Il prit un temps, puis déclara :

— Eh bien ! je m'entêterai. J'ai quarante-quatre ans et du génie. Le moment est venu de le faire servir. Je sauverai ce pays de la ruine et son peuple de la misère, malgré les sots qui le mènent. Je parlerai à chacun et à tous. Je leur ferai lire les *Considérations*, j'écrirai de nouveaux mémoires, j'expliquerai, je prouverai encore. Et ils finiront bien par comprendre.

— Monsieur, le souper est servi, vint dire un laquais.

— Oui, répondit-il, distrait. J'ai suivi la ligne droite, ils n'ont pas voulu de moi ; j'emprunterai les chemins tortueux ; je serai habile. M. le duc de Noailles est mon ennemi ; je l'accablerai de caresses. Mon sang-froid est ce qui étonne le plus les gens de cette nation qui ne se doutent pas qu'il m'échappe dans le privé ; je leur en montrerai la plus belle image. Il n'y a qu'un bon système de finances, c'est le mien ! Je le leur ferai accepter par tous les moyens. J'y perdrai ma fortune, s'il le faut, mais ils l'auront.

Le laquais, fouetté par l'impatience de sa maîtresse, réapparaissait muet et timide. Law, sursautant, l'aperçut.

— C'est pour le souper ! Eh bien ! je viens. Éclairez-moi.

CHAPITRE II

Dans les derniers jours de l'automne de 1715, les ouvriers vidèrent enfin l'hôtel de la place Louis-le-Grand maintenant bien ordonné. Les meubles, les tapisseries et les peintures étaient en place, les laquais fournis d'un uniforme livrée rouge, les écuries complètes, les armes peintes sur les carrosses. Seul le rez-de-chaussée, à part le cabinet,

demeurait inhabité, Law souhaitant y mettre, le moment venu, les bureaux de la banque.

Pour se distinguer de ces financiers ordinaires qui, comme les Crozat, les Bourvallais et les Villemarec ne visent qu'à leur propre enrichissement et font étalage d'une opulence excessive, l'Écossais montrait un train qui, sans être au-dessous de sa fortune, n'était de nature à scandaliser personne.

Tous les matins, dès sept heures et demie, les laquais du vestibule voyaient entrer Bourgeois. L'ancien correspondant arrivait à pied et avec cette mine particulièrement sérieuse qui accommode les hommes pauvres occupés de finances.

Law l'estimait fort. Il le chargeait d'étudier la forme et le libellé des futurs billets, le moyen d'en éviter les frauduleuses imitations et de quantité d'autres petits détails. Il le priait même quelquefois de le guider pour le choix d'un mot dans ses rédactions, encore qu'il préférât consulter à ce sujet le très savant Charles Chesneau, sieur du Marsais, le précepteur de son fils, engagé depuis peu.

Law écrivait beaucoup, M. le Régent désirant à chaque fois que l'étranger lui résumât dans un mémoire les points importants de ses discours.

Ils avaient eu ensemble, après le conseil extraordinaire du 24 octobre, une longue conférence secrète dans un endroit écarté du Palais-Royal, laquelle avait été suivie encore de plusieurs entretiens.

Law s'en tenait à son premier projet d'une banque royale. La protection du souverain devait rendre, selon lui, cet établissement plus solide et moins sujet que les autres banques aux événements qui peuvent mettre son crédit en danger.

— Le crédit que je propose d'établir, expliquait-il à Son Altesse Royale, sera différent dans sa conduite de ceux qui sont en usage, approprié à cette monarchie et à l'état présent des affaires.

Il ne doutait pas que les plus considérables crédits de l'Europe se gouverneraient sur son modèle, sitôt qu'ils pourraient profiter des lumières qu'il donnerait sur cette importante invention.

M. le duc d'Orléans souriait parfois en le voyant si plein de feu.

— Je ne suis pas un visionnaire, proclamait Law. C'est par une longue application et un peu de génie pour ces affaires que j'ai pu distinguer le vrai d'avec le faux. Nul n'ignore, par le monde, que je suis le seul qui s'appuie sur les vrais principes. Mon nom ne fera donc pas tort à la banque, bien au contraire. J'ai l'honneur d'être connu tous les cabinets étrangers et je présume que, quand on y saura que j'ai formé ce projet et que j'en ai la direction, ils auront une plus favorable idée de l'affaire que si elle était entreprise par un autre. Si Son Altesse Royale l'exige, je ferai moi-même les frais de la banque avec le peu que j'ai. Bien que je n'aie aucune intention de frauder Sa Majesté et l'État, — ces vues indirectes ne partent que d'un esprit borné et le mien ne l'est pas. — Elle pourra proposer encore des inspecteurs qui prendraient connaissance de ma conduite. J'offre d'abandonner aussi mon quart des bénéfices dans le but de doter Paris, ce qui manque vraiment à une si belle ville, d'un change ou bourse publique à destination de quoi l'hôtel de Soissons, que je projette d'acheter, me paraît bien convenable.

Law baissant la voix, rapprochait alors sa chaise du fauteuil de M. le duc d'Orléans et, tout ensemble mystérieux et tentateur, ajoutait :

— Votre Altesse Royale se souvient peut-être d'un entretien dont elle m'honora, peu avant la mort du feu roi, à Marly. Je lui ai dit alors que mon idée de banque n'était pas la plus considérable et que j'en avais une par laquelle je procurerais cinq cents millions qui ne coûteraient rien aux sujets. Que l'on établisse cette banque qui est le vrai fondement de la puissance d'un État, et je produirai un travail qui surprendra l'Europe par les changements qu'il portera en faveur de la France. Des changements plus forts que ceux qui ont été produits par la découverte des Indes et l'introduction du crédit. Je le dis : la France deviendra, dès cet instant, la retraite des heureux et l'asile des malheureux. Vous aurez 300 000 hommes par terre, 300 vaisseaux par mer, 30 millions de peuple, un revenu général de 3 000 millions tandis que le revenu de Sa Majesté s'élèvera à 300 millions. Et le royaume sera respecté par ses ennemis, parce que le moyen le plus sûr pour le conserver en paix, c'est qu'il soit en l'état de faire la guerre.

M. le duc d'Orléans ne souriait plus. Il s'émerveillait sérieusement.

— Ce que je demande en échange? insistait Law. Que Votre Altesse Royale veuille bien me soutenir contre les ennemis du roi, la jalousie et l'intérêt particulier, afin que je puisse travailler avec profit pour l'État et avec honneur pour moi, car plus je peux rendre de services, plus je m'attends à trouver d'opposition. Votre Altesse Royale ne doit pas être en peine du succès. Ce n'est pas le meilleur comédien qui joue le plus grand rôle, c'est celui qui le joue le mieux. »

L'inventeur s'était respectueusement dressé pour dire du ton d'un ambassadeur qui déclare la guerre :

— Je me propose encore d'obliger la Banque d'Angleterre de diminuer la quantité de ses billets et d'augmenter sa caisse ou de la mettre en danger de manquer de crédit.

Il y avait un peu de haine dans la voix. Un homme sûr d'avoir raison ne pardonne jamais à ceux qui lui ont donné tort.

M. le duc d'Orléans, déchirant ses ongles avec les dents, ne répondait pas. Il était convaincu de l'utilité de ce projet et séduit par les belles théories de l'auteur. Mais son naturel irrésolu le retenait de forcer trop vite la main des adversaires de l'Écossais. Avide de se concilier tout le monde, il n'était point capable de soutenir vraiment personne. M. le duc de Saint-Simon, qui était son ami et le connaissait bien, disait qu'il n'y avait pas eu, depuis Louis le Débonnaire, un homme plus débonnaire que lui.

Law était sur le point, pour le pousser, se souvenant d'un propos du l'abbé Du Bois qu'il allait quelquefois voir souper d'une tasse de lait dans son maigre appartement sous les combles, de le comparer à Henri IV, mais il n'osait pas avancer ce compliment, le seul qui flattât vraiment M. le Régent. Il observait, prudent, le silence de ce prince petit et bouffi, dont l'esprit était merveilleusement ouvert et qui possédait tant de qualités sauf celle d'en faire un bon usage.

M. le duc d'Orléans savait aussi bien conduire des armées et traiter les affaires de l'État que peindre des tableaux, composer de la musique et s'occuper de chimie. Sa mémoire était extraordinaire. Il feuilletait un livre et le connais-

sait mieux que celui qui s'était appliqué de longues heures à le lire.

Mais l'âme ne valait pas la tête. Il aimait les femmes grossièrement, le vin, dont un seul verre l'enivrait, en grande quantité, et sa fille autrement qu'un père doit la chérir même si l'on repousse les odieuses accusations de ses ennemis. Il était encore abominablement impie, se moquait de Dieu et avait souhaité s'entretenir avec le diable jusque-là qu'on le vit jouer, en bizarre compagnie, dans les carrières d'Issy, un sot personnage ; ce qui surprend de sa part. Il n'en demeurait pas moins qu'en dépit de ces faiblesses, de ces défauts, de ces tares et de la mollesse incroyable de son caractère et, si inouï que cela paraisse au vulgaire, M. le duc d'Orléans possédait un mérite et le plus haut peut-être qui soit : il avait le sens de l'honneur.

C'était ce sens-là qui l'avait fait se dresser, avec d'ailleurs une timidité maladroite, contre les bâtards, saisir ensuite, plein de bonne volonté, le pouvoir, et qui l'empêchait encore d'oublier que les débauches de l'homme ne doivent pas engager les secrets du prince.

Il possédait enfin un don que Law appréciait fort : il était habile à plaire. L'Écossais l'aimait, séduit par cette séduction et aussi parce qu'il était la seule personne qui l'avait compris sans le repousser et surtout parce qu'il représentait la France si chère à ce cœur étranger.

De son ton galant que ne renversait que l'ivresse, M. le duc d'Orléans congédiait le financier à chaque coup sur d'encourageantes paroles. Son Altesse Royale promettait de continuer à le porter ; la banque se ferait bientôt, oui bientôt ; on parlerait au besoin un peu français à l'oreille des opposants. Mais il fallait laisser d'abord agir M. le duc de Noailles, très entier sous ses dehors de courtisan et à qui Son Altesse Royale elle-même cédait souvent.

Pendant tout l'hiver — qui fut extrêmement froid — ce qui n'empêcha point un barbare d'attacher à un arbre du rempart une jeune fille nue que l'on retrouva crevée le matin les occasions de se divertir et de s'exaspérer ne manquèrent pas à Law. Ce dont il s'égaya superbement en premier, ce fut du projet de banque adopté par Sa Majesté Impériale et que lui communiqua son correspondant de Vienne.

— Légitimation, contribution, assignation ! Quel verbiage ! Celui qui a conçu cette banque n'y entend rien ! Je vous jure, Catherine, qu'avec le quart des privilèges et avantages que l'Empereur accorde à ce ridicule établissement, je m'obligerai à porter le crédit de cet état plus loin qu'en Angleterre et en Hollande.

— Employez-vous donc, lui répliquait sa femme, à réussir dans ce royaume au lieu de critiquer chacun. Je vous vois ballotté depuis des semaines, mais c'est tout ce que je vois. Pendant que vous vous gaussez ainsi, M. le duc de Noailles se démène.

— Il ferait mieux de se tenir en place. C'est un corps épais et un esprit inepte fermé aux vrais principes. Quand il ne tourne pas la langue, il barbouille du papier et fait perdre la tête à ses secrétaires, toujours occupé à refondre ses mémoires. On le prétend travailleur. Je le juge un bas remanieur dont la vanité vaut la répugnante fausseté. Je le flatte mais je le hais. Qu'a-t-il réussi? Rien. Prenons la question du *visa*.

— Jean, ces matières m'ennuient. Je vais aller voir les enfants. Pensez à eux en poursuivant vos chimères. Ils seront dans quelques années en âge d'être établis et vous approchez, vous, de la vieillesse. Ne risquez pas votre bien dans de sottes aventures.

— Je ne crains pas l'avenir. Leur père sera un jour admiré à l'égal des plus grands rois.

— Cessez de déraisonner et ne les rendez pas misérables.

— Écoutez-moi. Ah ! la voilà partie. M. le duc de Noailles, se racontait-il à lui-même, est un âne qui ne sait rien du crédit et de la monnaie. M. Desmarets, que cet ingrat et égoïste seigneur a fait chasser, me déclarait assez sainement la semaine dernière que tout allait bien pendant la guerre, c'est-à-dire très mal, mais qu'on ne s'en rendait pas compte.

Ce fut la conclusion de la paix, en faisant cesser les dépenses extraordinaires, qui laissa voir tout le désordre où le gouvernement était, sans lui montrer en proportion des ressources pour se libérer. Il n'avait vécu que d'emprunts. Abusant de la surprenante crédulité du public, il lui tirait son argent contre la remise de papier sans valeur dont on s'ingéniait, pour le mieux leurrer, à varier les noms. Cette

dette flottante immédiatement exigible s'élevait à 700 millions à la mort du feu roi qui laissait quelques centaines de mille livres en caisse. Qu'a réalisé M. le duc de Noailles?

Law haussait les épaules. Au lieu de faire remuer cette immense masse de papier, le mouvement redonnant toujours de la valeur à la monnaie, l'ignorant président du Conseil des finances avait inventé d'ordonner en décembre le *visa* des assignations et créances. Les porteurs devaient recevoir, contre leurs 700 millions de mauvais papier, 190 millions de billets d'état portant intérêt à 4 pour 100. Ce nouveau papier réputé d'abord excellent avait perdu presque immédiatement 40 pour 100 de sa valeur.

— Joli expédient ! constatait Law. La dette a été diminuée, soit. Mais le peuple a été ruiné. M. le duc de Noailles s'en est pris alors au rentier, l'animal le plus docile de la création. Après avoir pensé supprimer les rentes sur l'Hôtel de Ville d'un trait de plume, il s'est repris et s'est contenté de réduire largement l'intérêt. Comment se retenir de rire quand on sait que le même homme, au début de la Régence, s'indignait à voix haute contre M. le duc de Saint-Simon qui, plus expéditif, proposait, autre solution stupide d'ailleurs, de déclarer le roi quitte envers ses sujets. Le président du Conseil des finances a repoussé tapageusement la banqueroute totale pour réaliser en sourdine des banqueroutes partielles. Ah ! les belles promesses des gens pressés de saisir le pouvoir. On ne touchera plus jamais aux espèces, jurait en septembre M. le duc de Noailles, la main posée sur son cœur. Le 24 décembre, il augmentait les louis d'or de 14 à 16 livres et les écus de 3 à 4 livres. Que criaient sur la route de Versailles les émissaires de M. le duc d'Orléans, pour le faire bien voir du peuple? Nous paierons moins d'impôt. Ils n'en ont pas moins maintenu le dixième.

M. le duc de Noailles, avança-t-on, a fait de sages économies. Il a reformé huit cents gardes du corps et réduit de moitié les compagnies de mousquetaires. Il a supprimé le contrôleur des perruques et des centaines de charges inutiles et d'offices grotesques. Je ne le désapprouve point. Mais il ne suffit pas de retrancher les dépenses, il faut se procurer des recettes. Voilà le printemps qui vient ; la Régence dure depuis six mois ; et les caisses continuent d'être vides. Je vois vers quoi se dirigent ces hommes à faux principes. Il y a l'arrêt du Conseil d'État en date du 4 novembre qui

oblige les traitants, sous-traitants et autres gens d'affaires, de rendre compte de leur gestion. Ils vont en jouer. M. le duc de Noailles me l'a dit : « De l'argent, j'en aurai ; j'irai le prendre là où il est. » Le pauvre homme. Il ignore que, dès qu'on s'attaque à l'argent, il se cache ou s'enfuit ».

L'Écossais méprisait les gens d'affaires qui ne se contentent pas exactement du profit que le roi donne et gagnent au delà par l'usure, l'agiotage et les vexations. Ils manquent à la fois de scrupules et de science. Il n'en blâmait pas moins l'établissement de la Chambre de Justice, créé en mars, pour connaître des abus et des crimes dans les finances par quelque personne que ce soit et pour prononcer contre elles des peines corporelles et pécuniaires. Le vol peut profiter, en effet, aux particuliers ; il ne sert jamais l'État. L'argent, disait-il, joue dans la nation le même rôle que le sang dans le corps humain. Dès qu'on le force à se terrer, il ne remplit plus sa fonction qui est de circuler et les répercussions qui s'ensuivent sont fatales au public.

Un matin, Catherine appela Jean à la fenêtre avec la joyeuse méchanceté des femmes. Les archers vidaient brutalement de son logis Mme Bourvallais à qui l'on laissait pour tout bien douze chemises. La populace rassemblée poussait des cris heureux. Le vacarme fut plus grand encore lorsque apparut, dans des charrettes, la vaisselle d'argent du maltôtier que l'on portait à la Monnaie pour la mettre en pièces.

L'inquisition financière commençait. Les édits se multipliaient. Il était défendu aux traitants de s'éloigner de chez eux, défendu aux maîtres de postes de fournir des chaises et des chevaux sans une permission signée de M. de Torcy, défendu aux orfèvres d'acheter des matières d'or ou d'argent. On en fit bientôt de très vils qui autorisaient toutes personnes et même les laquais à dénoncer les riches en leur accordant une part des confiscations. On tomba plus bas. Il fut interdit aux sujets sous peine de mort de médire des dénonciateurs.

La main tendue, chacun trahissait qui son maître, qui son ami, qui même son père. Les archers fouillaient tout, les caves, les souterrains, les planchers. Ils allaient jusqu'à découdre la doublure des habits. A la Chambre, les condamnations allaient bon train. On torturait par amu-

sement, on envoyait lestement aux galères ou au bourreau. Des traitants effrayés se jetaient dans la Seine, plusieurs devinrent fous.

L'argent attaqué se défendait ou se sauvait. Déjà, des seigneurs bien gagés s'entremettaient entre les victimes et le pouvoir. On découvrit en Alsace, à proximité de la frontière, un important chargement de vins dont chaque gros tonneau en contenait un petit plein d'espèces fortes. On en dissimula d'autres sous des voitures de paille. Les sommes qui arrivaient jusqu'au Trésor étaient vite gaspillées, le gouvernement ignorant et naïf supposant inépuisable le fond des traitants.

Tout remuait dans les esprits et dans la foule. Quelques-uns prédisaient une nouvelle Fronde. Deux hommes d'arrière-plan conservaient leur sang-froid, au milieu de ces inquiétudes diverses. Il n'y a de fort, à de tels moments, que celui qui s'en tient à une seule idée. Du Bois voulait le chapeau et Law la Banque.

Ravi par l'échec récent du prétendant, le piètre chevalier de Saint-Georges qui débarquait à Gravelines, après avoir perdu définitivement sa couronne, l'abbé écrivait au secrétaire d'État Stanhope dans le but de nouer une alliance avec l'ancienne ennemie anglaise et préparait son départ pour la Hollande où il devait rencontrer ce ministre et le vieux protecteur Heinsius.

L'Écossais revenait à la charge avec un projet qui lui paraissait capable d'accorder le goût que M. le Régent avait pour ses idées et la méfiance que l'égoïsme ambitieux de M. le duc de Noailles avait pour son action.

Il offrait de faire par ses propres moyens une banque pareille à l'autre, mais qui serait générale au lieu d'être royale, et de n'exiger en paiement de l'action de 5 000 livres qu'un quart en espèces et le reste en billets d'état. Par ce moyen habile, il bonifiait un très mauvais papier et en débarrassait le ministre d'une partie.

M. le duc de Noailles, sans quitter sa superbe, commençait de considérer très ingrate la tâche que sa fatuité lui avait fait assumer. Law l'enveloppait de caresses, de supplications, de promesses.

— Eh bien ! soit, dit l'autre, rapportez votre proposition, je l'appuierai.

Une conférence à trois avec M. le Régent régla les der-

niers détails. Ce fut un homme fou de joie et d'orgueil qui revint le même soir place Vendôme

— Cette fois, la banque est faite, dit-il à Catherine.

Mais elle ne parut pas troublée. Elle avait déjà entendu la phrase mille fois. Cette froideur impatienta son mari.

— Elle est faite pour de bon, jurait-il. Elle est faite enfin. Enfin elle est faite. J'accepte d'avoir la tête coupée si je m'abuse. Un nouveau Conseil extraordinaire des finances est convoqué — c'est la vérité pure — et chacun sera de mon avis. Il m'en a coûté un peu et même beaucoup, mais le succès est certain. La banque est faite. La preuve : je traite demain M. le duc de Noailles et d'autres seigneurs avec leurs compagnies, vous pourrez le leur demander. La banque est faite. Que tout soit magnifique ici ! M. d'Argenson sera aussi du souper. N'ayez pas peur de son visage qui est affreux. La banque est faite. Êtes-vous contente?

— Je ne le serai que quand les édits seront signés.

— Vous le serez alors bientôt.

Il l'embrassa gaiement puis tomba dans un fauteuil en soupirant :

— Que de peine faut-il se donner et que d'affreux spectacles faut-il voir avant que la sagesse ne l'emporte dans cet étrange pays !

CHAPITRE III

La banque devait être maintenant proposée au Conseil de Régence. Il ne fallait pas qu'elle tombât devant cette assemblée. M. le duc d'Orléans, qui n'espérait plus que dans les talents de Law, prit le soin d'instruire chaque membre en particulier. Il vit ses beaux-frères, le duc du Maine et le comte de Toulouse, les maréchaux d'Harcourt et de Besons, le chancelier Voysin, Torcy et l'ancien évêque de Troyes. Tous se laissèrent plus ou moins convaincre sauf M. le duc de Saint-Simon.

Ce boudrillon maigre, à la peau teinte par la bile, au demeurant honnête homme et la droiture même mais dévoré de passions, de dépit et de haine, parlant beaucoup et autant avec les yeux qu'avec la bouche, écrivant plus et cela sans que nul ne s'en doute, répondit, après avoir entendu son ami lui expliquer à fond la banque :

— Je ne vous ai jamais caché, monsieur, mon ignorance

ni mon dégoût de toute matière de finance. Néanmoins ce que vous venez de m'expliquer me paraît bon en soi, en ce que sans levée, sans frais et sans faire tort ni embarras à personne, l'argent se double tout d'un coup par les billets de cette banque et devient portatif avec la plus grande facilité. Mais à cet avantage, je trouve deux inconvénients : le premier de gouverner la banque avec assez de prévoyance et de sagesse pour ne faire pas plus de billets qu'il ne faut, afin d'être toujours au-dessus de ses forces et de pouvoir faire hardiment face à tout et payer tous ceux qui viendraient demander l'argent des billets dont ils seraient porteurs ; l'autre que ce qui est excellent dans une république ou dans une monarchie où la finance est entièrement populaire comme est l'Angleterre, est d'un pernicieux usage dans une monarchie absolue telle que la France, où la nécessité d'une guerre mal entreprise et mal soutenue, l'avidité d'un premier ministre, d'un favori, d'une maîtresse, le luxe, les folles dépenses, la prodigalité d'un roi auraient bientôt épuisé une banque et ruiné tous les porteurs de billets, c'est-à-dire culbuté le royaume. »

M. le duc de Saint-Simon dressé sur ses petites jambes, laissa M. le duc d'Orléans en convenir mais disputa longtemps contre lui quand le prince voulut lui prouver avec toutes sortes de bonnes raisons que cet inconvénient capital n'était pas à craindre.

Il ne changea pas d'opinion et développa la même au Conseil de Régence quand vint son tour d'opiner, avant de déclarer, en jetant un regard mauvais sur M. le maréchal de Villeroy.

— Je conclus à rejeter la banque comme l'appât le plus funeste dans un pays absolu, qui, dans un pays libre, serait un très bon et très sage établissement.

Le petit nombre fut de son avis ; ce qui arrivait souvent. Et la banque passa devant le Conseil de régence comme elle avait passé devant le Conseil des finances.

— Accordez-moi six mois, avait dit Jean à Catherine dans les derniers jours d'octobre.

On était le 2 mai 1716. Il l'emportait donc exactement dans les délais fixés. Il pouvait se réjouir. Le règlement préparé par lui avait été accepté tout entier en dépit des singulières nouveautés qu'il contenait.

La banque était à la fois une banque de dépôt, puisqu'elle

recevait le numéraire versé dans ses caisses en échange de billets, et une banque d'escompte. Elle s'interdisait d'emprunter à intérêt et de faire aucun commerce.

Elle obtenait un privilège de vingt ans et la faculté de stipuler la valeur de ses billets en *écus de banque* afin qu'ils fussent exempts de la variation ordinaire des monnaies.

L'établissement, qui prenait le nom de *Banque générale*, était constitué au capital de 6 millions représentés par 1200 actions de 5000 livres chacune, payables par quart. Les répartitions semestrielles à payer aux actionnaires étaient réglées par les assemblées générales qui devaient se tenir deux fois l'an à l'hôtel de la banque. Tout se décidait à la pluralité des voix. Cinq actions donnaient droit à une voix, dix à deux et ainsi à proportion.

S. A. R. Monseigneur le Régent avait accepté d'honorer la banque en en prenant le titre de protecteur.

Pour rendre son projet plus authentique, Law, en bon Écossais qui croit en la *Maison*, désira faire joindre l'attache du Parlement aux lettres patentes.

Le 3 mai, M. le duc de Noailles les expédia donc au Premier Président et au Procureur général en leur demandant de les enregistrer immédiatement.

Le Parlement ne les renvoya que le 22, après réclamation et sans oublier de supplier très humblement le roi d'ordonner que ledit Law ne pourra tenir ladite banque qu'après avoir préalablement obtenu lettres de naturalité s'il plaît audit seigneur de lui en accorder. Ce qui fut réglé sous trois jours.

— Vous voici maintenant sujet français, fit Catherine avec un sourire jaune.

— Vous attachez toujours de l'importance aux vétilles... M. Fénelon, Bourgeois et les autres sont-ils arrivés? demanda Jean à un laquais.

Pendant que les bonnets s'appliquaient sur leurs paperasses, le ci-devant Écossais ne perdait pas son temps.

On lui avait fait remarquer que la place Louis-le-Grand est bien éloignée des quartiers commerçants, que l'usage, en plus, veut que les bureaux de banque soient rue des Lombards, rue Quincampoix ou aux alentours. Il avait donc renoncé à mettre la *Banque générale* au rez-de-chaussée de l'hôtel. Toujours homme à projet, il avait alors prié Charles Chesneau de lui composer une bibliothèque de plusieurs

dizaines de milliers de volumes, du genre de celle de M. le duc de Noailles, et qui se pourrait placer dans les locaux inhabités.

Pour loger la banque, il avait fait choix de l'hôtel de Mesmes, rue Saint-Avoix, que le Premier Président n'habitait plus depuis son élévation et dont ce coquin demandait un bon prix. Le propriétaire était bien placé et la maison aussi.

Law la devait visiter aujourd'hui avec Fénelon, Bourgeois, Vernezobre, Poterat, Rauly et le sieur du Revest. C'étaient tous quelques-uns des futures officiers de la banque. Vernezobre, Prussien d'origine, habile à tenir les livres, ancien courtier en papier que le *visa* jeta dans la misère, lui avait été amené par Bourgeois. Il avait eu du Revest par le Palais-Royal. Poterat et Rauly s'étaient faufilés sans recommandation jusqu'à lui.

Law, parcourant l'hôtel, décidait de la destination des chambres.

— Nous mettrons ici la caisse ordinaire. Les quatre caissiers seront en avant. Derrière se tiendra le premier commis à un bureau, pour la direction et la conduite, et ayant avec lui les livres de contrôle pour reconnaître les billets au cas où il s'en présenterait de faux. Ce sera vous, du Revest, qui occuperez ce poste.

— La caisse ordinaire? interrogea Vernezobre un peu pesamment. Il y aura donc deux caisses?

— Laissez-moi expliquer la mécanique de l'établissement. Sans cela nous embrouillerons tout. Je suis le directeur. J'ai à côté de moi trois inspecteurs pour me surveiller, dont le premier sera M Fénelon, député du commerce de Bordeaux. J'ai à ma disposition deux commis. Vous serez, Vernezobre, le second. Le trésorier, M. Bourgeois, commande les quatre caissiers. Je désigne pour deux de ces places Poterat et Rauly. La comptabilité sera tenue — et en partie double et par des états en colonne comme font les Italiens — par deux agents. Et c'est tout pour les officiers. Le reste du personnel ne comprendra que les valets et le portier de la banque J'en viens maintenant à votre question, Vernezobre. J'appelle caisse générale celle qui contiendra toutes les espèces et billets et dont M Fénelon, Bourgeois et moi posséderons chacun une clef. Nous ferons d'abord 10 millions de billets de différentes grandeurs, selon

qu'ils seront de 10, de 100 ou de 1 000 écus. A ce sujet, avez-vous des nouvelles, Bourgeois, de M. de Launay? M. La Vrillière lui a écrit le 4 mai et j'attends toujours la machine à marquer.

— M. le directeur du balancier des médailles m'a dit qu'il la livrerait demain.

— Bon. Vous avez le sceau?

— Le voici, dit le trésorier en le tirant de sa poche.

— Je peux l'examiner? interrogea Fénelon.

— Il est bien simple, dit Law : une femmet enant une corne d'abondance avec ces mots : *Rétablissement du crédit.* Il servira à cacheter sans cire chaque billet.

Il s'était retourné vers le Prussien..

— J'ai mes 10 millions de billets. J'en enferme pour 9 millions 700 000 livres avec le sceau et les planches gravées dans les coffres de la caisse générale. Je remets les 300 000 livres de billets restant au trésorier qui en donne pour 25 000 livres à chaque caissier. Au fur et à mesure qu'ils en ont besoin, Bourgeois leur en fournit après contre la même valeur en espèces. Voilà qui me semble assez merveilleusement ordonné.

— Et les livres par transfert? demanda le Bordelais.

— Je n'en prévois pas encore l'ouverture. Il faut donner le temps aux commerçants d'être satisfaits de la solidité de l'affaire. N'oubliez pas que personne encore dans ce pays ne sait très exactement ce qu'est une banque qui s'appuie sur les vrais principes.

Jean offrit galamment à Catherine le premier billet marqué par la machine du sieur Launay et que Bourgeois, Fénelon et du Revest avaient signé, visé et contrôlé.

— *La banque promet de payer au porteur à vue la somme de* 1 000 *écus en espèces du poids et du titre de ce jour, valeur reçue à Paris, le...*

Elle lisait rêveuse ce petit papier blanc gravé en noir et dont depuis quinze années déjà, elle entendait parler matin et soir. Gentiment, elle prit la main de Jean qui souriait d'une façon presque enfantine. Ainsi il touchait le but qu'elle se désespérait de le voir jamais atteindre. Elle oubliait tout, les vains errements, les humiliations, les déboires. Elle le contemplait avec une nouvelle tendresse.

Cette émotion dissipée, Mme Law reprit son ton ordi-

naire pour savoir si l'aménagement de l'hôtel de Mesme avançait. Il lui pesait que la banque fût encore provisoirement tenue chez son auteur. On n'y faisait d'ailleurs aucune opération. Mais, depuis la veille, la souscription était ouverte place Louis-le-Grand et quelques personnes venaient aux nouvelles, ce qui causait du bruit dans le logis.

Law avait souscrit lui-même une grosse somme ; William aussi. A eux deux, ils possédaient déjà la majorité des voix. Mais il souhaitait d'autres actionnaires. M. le Régent s'employait à les trouver, en confiant aux financiers, que la Chambre de Justice laissait tranquilles, qu'il lui serait agréable de les voir s'intéresser à la banque. La plupart en risquèrent après avoir bien regardé le dessous des cartes. L'empressement fut, pour cette raison, assez grand et bientôt Law put tenir une première assemblée où il exposa en détail le projet à ses associés. L'orgueil du succès lui fit donner un ton parfois trop emphatique à son discours. On l'applaudit quand même et particulièrement quand il déclara qu'un banquier serait digne de mort s'il distribuait des billets ou lettres de change sans avoir la valeur effective en caisse.

A la sortie, M. Paris-Duverney, gros financier qui, avec ses trois inséparables frères, avait réglé l'opération du *visa* et ne manquait pas de talents si les scrupules lui faisaient défaut, dit à ses amis :

— Je m'en suis mis parce que M. le duc d'Orléans m'a forcé la main. Mais ce n'est pas une affaire sérieuse. Il prétend que le quart appelé lui suffit. Que représente ce quart dont 75 pour 100 sont en billets d'état d'une valeur insignifiante : 375 000 livres en espèces. Avec une telle somme je ne vois pas M. Law remuer le monde, comme il le proclame. C'est un fou !

L'opinion générale se rapprochait fort de celle de l'aîné des frères Paris. Les salons et les bourgeois raillaient ce papier si portatif mais qu'on ne trouve entre les mains de personne. Beaucoup de commerçants ne voulaient pas porter leurs espèces à la Banque parce qu'ils craignaient que le gouvernement ne se rendît maître de l'argent déposé. La Chambre de Justice sévissait toujours et ils avaient quelque raison de se méfier. D'autres, moins poltrons, avaient pris des billets mais, ne sachant pas se servir de

cette nouveauté, ils les employaient comme des lettre des change.

Law avait prévu les hésitations du public. Dans le même temps où il mettait la Banque en train, il avait écrit à ses correspondants dans toute l'Europe. Il savait que, depuis des années, les négociants étrangers qui ont des relations avec Paris, n'osent plus offrir leurs lettres dans leur propre pays et s'y font appeler banqueroutiers, la France étant de toutes les nations celle où l'on remanie le plus souvent la monnaie. Law avertissait donc ses correspondants que les inconvénients ordinaires pouvaient être évités par ces négociants grâce à son établissement qui payait en *écus de banque* d'une valeur invariable. Il leur suffisait d'exiger que toutes les affaires fussent traitées valeur en banque. Ce qu'ils firent.

Les rapports avec l'étranger se renouèrent alors ; bientôt la confiance se rétablit, et les caissiers de la Banque n'eurent plus le loisir de chercher les mots des énigmes ou d'écrire des billets aux filles de boutique. Les gens comprenaient enfin le sens de ce mot d'abord mystérieux d'*écu de banque* et ne répugnaient plus à remettre leurs espèces à l'hôtel de la rue Saint-Avoix.

Ces commencements favorables se dessinèrent dès l'automne.

Lorsque Du Bois partit pour Londres avec le poète comique Destouches son secrétaire, la vaisselle d'or du roi et des étoffes de Lyon, Law qui l'alla voir lui dit en riant :

— Monsieur le chevalier, puisqu'ils vous appelleront ainsi là-bas, je vous serais reconnaissant d'apprendre à William, que j'ai prévenu de votre arrivée et qui vous procurera toutes les distractions de votre goût, en quel état florissant vous avez quitté la Banque. Votre compte sera chargé à votre convenance. Abusez-en, vous me ferez plaisir. Je suis fier d'aider à servir la France en votre personne ». Le souple abbé grimaça quelques sourires et glissa deux ou trois mots à l'oreille du banquier.

— De fort jeunes et de fort jolies, répondit Jean. Parlez-en aussi à William.

Law en usait autrement avec M. le duc de Noailles. A lui, c'étaient les louanges qu'il prodiguait sans en penser une. M. le duc d'Orléans poussait de son côté le président du Conseil de finance avec sa mollesse ordinaire mais entêtée

ici. Le Régent voyait dans la Banque la base d'un plus grand édifice. Il se souvenait des conversations de Marly et du Palais-Royal, des cinq cents millions qui ne coûteraient rien aux sujets, des merveilles promises à la France. Il avait hâte de voir tout cela et c'était pourquoi il souhaitait un plus rapide développement de la Banque.

Au mois d'octobre, cédant aux instances de M. le duc d'Orléans, M. le duc de Noailles avait ordonné à tous les receveurs de faire leurs remises sur Paris en billets et d'acquitter à vue ces mêmes billets dès qu'ils seraient présentés.

En dépit de la menace de révocation contenue dans cette lettre aux intendants, les receveurs qui trafiquaient des lettres de change se moquèrent du conseil.

M. le duc de Noailles se trouvait embarrassé. Son orgueil était froissé d'être désobéi et, d'autre part, il craignait la Banque sans nier d'ailleurs qu'on ne pouvait rien faire de plus utile. Il fut donc contraint de revenir à la charge le 7 décembre et dans un nouvel écrit plus long et plus sévère que le premier.

Law suivait son idée. Il avait toujours blâmé les banques qui réduisent la circulation de leurs billets à une seule place au lieu de l'étendre à la nation tout entière comme l'avait fait la Banque d'Écosse. Il ne pouvait pas encore ouvrir des succursales dans les provinces parce que l'usage des billets n'était pas assez répandu. Mais pour y accoutumer le public et lui inspirer confiance, il était bon que les caisses de l'État les acceptassent.

Insensiblement, Law tendait à doter la *Banque générale* des mêmes privilèges qu'il réclamait au mois d'octobre 1715 pour la Banque royale. Il était, en effet, de ces hommes qui n'abandonnent un projet qu'avec l'intention de le reprendre plus tard. Pendant tous ses voyages, il avait eu trop d'idées excellentes pour en laisser dormir une seule maintenant qu'il passait à l'action. C'est ainsi qu'il s'appliquait, comme simple directeur de la Banque, à jouer en réduction le rôle qu'il avait dévolu jadis à Edimbourg à son fameux Conseil du Commerce. Il offrait son crédit aux entreprises d'intérêt public, poussait à des travaux utiles, courait au secours du banqueroutier honnête, guidait les négociants, s'ingéniait à ranimer partout une activité depuis longtemps éteinte.

William se déclarait toujours prêt à lui trouver de nou-

veaux fonds s'il en avait besoin. Ce frère fidèle, qui le mettait au courant de tout, lui écrivit bientôt qu'il avait été charmé par l'esprit sinon par la beauté du chevalier Du Bois.

L'abbé revint de Londres, au début de janvier 1717, ayant en poche le traité de la Triple alliance entre la France, l'Angleterre et la Hollande. L'Espagne était définitivement abandonnée.

Ainsi, presque à la même heure, apparaissaient en pleine lumière, devant l'Europe étonnée, deux hommes hier inconnus, qui avaient noué leur première amitié dans l'ombre d'une soupente du Palais-Royal. M. le Régent ne pouvait mieux faire que de s'appuyer sur Law et sur Du Bois puisque les succès de chacun le fortifiaient. Quant à eux, opérant sur des domaines différents, leur intérêt n'était point de se nuire mais au contraire de s'allier contre l'ennemi commun, M. le duc de Noailles convaincu déjà que le premier ministère lui échapperait s'il ne les abattait pas l'un après l'autre.

Les bassesses que Law faisaient toujours au président du Conseil des finances remportèrent une dernière mais considérable victoire le 10 avril 1717. A cette date, M. le duc de Noailles consentit encore à expédier aux intendants une troisième lettre enjoignant aux receveurs d'accepter les billets de la Banque en paiement des impositions, et de les échanger contre l'or et l'argent qui se trouveraient dans les caisses pour épargner au prince et au peuple les frais de la voiture d'argent.

Par ce moyen, qui permettait d'augmenter le nombre des billets, c'est-à-dire, selon Law, le numéraire, la Banque commençait lentement de répandre ses bienfaits dans tout le royaume.

Mais la province se montre facilement rebelle aux nouveautés. Les receveurs réduits à ne plus voler se servirent des banquiers, leurs complices, pour ameuter les ignorants. Bordeaux se distingua par la plus vive résistance, à la grande fureur du député Fénelon qui jurait, toujours excessif, qu'il ne retournerait jamais dans une si misérable ville. M. le duc de Noailles, la rage au cœur, car Law était devenu sa bête, fut forcé de sévir. Il révoqua Feriol, l'intendant de Bordeaux, et le sieur de Siry, l'intendant de Lyon. Ces exemples ralentirent l'opposition provinciale qui trouva un

écho plus sourd mais plus fort chez les financiers de Paris, amis des traitants et qui découvraient en Law un concurrent vraiment trop redoutable. Il était évident que l'arrêt du 10 avril préparait le cours général des billets.

Law eut la sagesse de ne pas se dresser franchement contre ces hommes ignorants. Il se souvenait des périlleuses difficultés auxquelles Paterson avait été en butte de la part de leurs compères de Londres, dans les premiers temps de la Banque d'Angleterre. Mais il s'apprêta en sourdine à lutter contre M. le duc de Noailles dont la stérilité éclatait à tous les yeux, ce qui le rendait plus méchant. Celui-ci supportait mal l'échec formidable de la Chambre de Justice qui avait été supprimée à la fin du mois de mars, autant pour économiser des dépenses supérieures au profit que pour contenter le peuple dégoûté maintenant de ses procédés.

Immédiatement après le départ du tsar qui quitta Paris où il était demeuré deux mois, le 21 juin 1717, en emportant la promesse de Law d'aller enrichir ses états dès qu'il aurait fini de relever la France, M. le duc de Noailles s'occupa de répandre une nouvelle invention, fruit de ses veilles.

Il s'agissait de former un comité de plusieurs membres du Conseil de régence qui s'assembleraient chez le Chancelier Daguesseau et dont le président souhaitait que fût son plus terrible ennemi M. le duc de Saint-Simon.

Celui-ci, outré par tant de pernicieuse malice, y entra plein de colère. Il se rendait, bien décidé à y entendre goutte, trois fois la semaine aux séances qui réunissaient M. le duc de la Force, depuis quelque temps fort lié avec Law, MM. les maréchaux de Villeroy et de Besons, Pelletier-Sousy, l'archevêque de Bordeaux et le vieux roué d'Effiat.

Dès les premiers jours de ce comité qui allait s'éterniser, il apparut que M. le duc de Noailles, tout en s'appliquant à trouver des expédients inédits, cherchait surtout à mettre sa gestion à couvert.

M. le Régent conta dans le moment à Law que l'autre lui avait prouvé qu'en suivant les principes d'économies dont jusque-là on ne s'était pas écarté, il était certain de liquider en quinze ans la majeure partie des dettes.

Le directeur de la *Banque générale* se contint pour ne pas hausser les épaules et apprit à Son Altesse Royale qu'il finissait de mettre sur pied un nouveau grand projet. L'excellente marche de son établissement lui permettait de

s'occuper désormais d'une autre affaire. Il le devait même pour utiliser le crédit qu'il avait créé.

Rentré au logis, Law s'enferma dans son cabinet et commença de remuer quantité de papiers contenus dans un portefeuille sur lequel il avait collé une jolie étiquette « *Compagnie d'Occident* ».

A côté du flambeau, était posé un paquet de bougies, car il travaillait à l'ordinaire assez tard dans la nuit.

Georges Oudard.

(A suivre.)

A travers l'Afghanistan

Parti de Peshawar, le voyageur qui vient de parcourir près de 300 kilomètres de mauvaises pistes dans des régions désertiques, est heureusement surpris. Quittant les montagnes hostiles, les paysages rébarbatifs, les villages misérables, l'automobile émerge d'une dernière passe et s'engage dans une plaine cultivée. La voiture, qui roulait entre des marais, s'arrête bientôt devant une barrière allongée en travers de la route. De loin, on dirait un passage à niveau, mais comme il n'y a pas de chemins de fer en Afghanistan, le voyageur est perplexe. Le chauffeur jette un mot : « *Goumroq!* » Le *goumroq*, c'est la douane. Serions-nous arrivés à Kaboul? Pas encore, mais les douaniers ont barré la route des Indes, plusieurs kilomètres à l'est de la ville.

Trois d'entre eux s'installent : un sur chaque marchepied, le troisième est sur le garde-boue, accroché à un phare. L'assaut est imprévu, rien dans le costume des douaniers ne permet de penser que ce sont de scrupuleux fonctionnaires, mais nous ne sommes pas prisonniers, puisque la barrière se lève, nous livrant passage.

Kaboul n'est pas bien loin maintenant. Une buée mauve adoucit les profils montagneux qui encadrent parfaitement l'horizon. Nous sommes à 1 800 mètres. La plaine est parsemée de villages entourés de vergers.

La ville est encore invisible. Nous arrivons au pied d'un éperon couvert de mines. C'est le Bala-Hissar, la vieille forteresse construite au seizième siècle par l'empereur Babour. Le Bala-Hissar, qui abritait jadis le palais royal et quelques maisons, fut détruit en 1879 par l'armée britannique en représailles de l'assassinat de la mission diplomatique de Cavagnari. Lorsque nous avons contourné cet éperon, nous découvrons brusquement la capitale afghane, nichée au pied d'une haute montagne noire : Sher Darwaza, au sud de la rivière de Kaboul.

Presque toute la population de Kaboul habite sur la rive droite de la rivière. Cent quarante mille habitants sont entassés dans des milliers de maisons cubiques, accrochées les unes aux autres en un fouillis inextricable. Des ruelles étroites isolent des pâtés de maisons construites en briques crues agglomérées avec de la boue. Les charpentes de peuplier résistent bien aux tremblements de terre assez fréquents. Les bois jouent et craquent, les murs se fendent, mais l'ensemble reste debout et il est assez rare de voir des maisons détruites par un séisme.

* * *

Dans toute cette ville, il n'y a pas de larges rues, mais seulement des ruelles. Toute l'activité se porte sur les bazars.

Les bazars de Kaboul, comme dans toutes les villes d'Orient, constituent un quartier où chaque corporation occupe une rue ou une portion de rue. Le bazar commence sur un des ponts de Kaboul. Chaque commerçant a sa petite case en élévation et s'y installe avec ses marchandises, presque tous bibelots européens : mouchoirs, peignes, bonneterie, stylos, encre, savons, canifs, etc.

Un peu plus loin, des marchands de chaussures, puis des fruits ; des languettes de viande cuites à la brochette, les célèbres *rababs.* Encore un marchand de fruits et de sucreries et on arrive à un rond-point.

La circulation devient intense. Acheteurs et promeneurs se pressent, parlent haut.

Des changeurs hindous exercent leur trafic. Toutes les monnaies d'or sont là : roubles russes, or afghan, livres anglaises, monnaies de Boukhara, pièces chinoises, indiennes, persanes, voisinent dans des coffres. Les monnaies sont

pesées, achetées et vendues avec des écarts atteignant 25 pour 100 de leur valeur réelle.

Des gamins offrent à grands cris de la petite monnaie de cuivre, des galettes ou des salades.

Les âniers crient. Les chameaux encombrent tout, accrochent leur charge aux boutiques, prennent peur et sèment le désordre. Des coolies portent de l'eau dans de grandes outres. Des petits enfants vous courent dans les jambes. Des cavaliers viennent accroître la bousculade en voulant s'y frayer un chemin.

Les éléphants eux-mêmes passent quelquefois par le bazar, affolant les chevaux qu'il faut détourner dans les ruelles adjacentes.

Nous voici entre deux rangées de boutiques propres et bien achalandées. Des Hindous, en turban de soie, un point de couleur à la racine du nez, offrent de belles soieries de l'Inde, des cotonnades japonaises ou anglaises. Les tissus anglais deviennent de plus en plus rares, leur usage étant interdit par l'Émir.

Plus loin, quelques bijoutiers afghans. Hors les bijoux d'argent, c'est la verroterie allemande qui constitue le fond de leur commerce. Les bijoutiers font aussi des chevalières où l'acheteur fait graver son nom. Ces bagues, généralement en cuivre, sont utilisées par tous les Afghans, lettrés ou non, pour la signature de tous actes.

Des tapis.

La plupart viennent du Turkestan afghan, d'autres de Hérat. Le marchand égrène machinalement son chapelet. Voulez-vous voir des tapis? Il les déploie tous, vous fait constater la bonne qualité de leurs couleurs. Si vous parlez d'acheter, le premier prix est formidable, trois fois la valeur. On discute longtemps, souvent sans résultat : le marchand n'a pas besoin d'argent. La semaine prochaine, dans un mois, il vous appellera au passage et l'on pourra s'entendre.

Parfois le commerçant refuse de vendre, à n'importe quel prix. Quelquefois, c'est simplement parce qu'il ne veut pas recevoir d'argent d'un Européen ; le plus souvent, il a tiré au sort la nécessité de faire ou de ne pas faire le marché. Pour cela, un Afghan prend au hasard un certain nombre de grains de son chapelet *(tesbih)* puis compte : « Un, Adam ; deux, Ève ; trois, le diable ; un, Adam !... » Le marché sera facile, on discutera pour la forme, mais le sort vous a

été favorable. S'il tombe sur Ève, le marché sera plus dur à conclure. Est-ce le diable? « Shaïtan, » alors inutile d'insister, vous n'auriez pas la marchandise contre son poids d'argent.

Des peaux de mouton, des *poustines Raboulies.*

La *poustine* est un vêtement fait de peaux de moutons. Les peaux sont teintes en jaune safran et ornées de broderies de même couleur. Il y en a pour toutes les bourses, depuis le gilet à 5 roupies, jusqu'à la somptueuse *poustine* richement brodée, qu'un opulent *moudir* achètera 300 roupies.

Un bruit assourdissant à l'entrée d'un tunnel : ce sont les artisans du cuivre qui martèlent leurs vases sans arrêt.

On continue au milieu de la foule bigarrée.

Voici des ferblantiers.

Puis la voûte cesse. Des ruelles disloquées et malpropres nous amènent à la sellerie.

Encore des bibelots : bracelets de verre, cadenas américains, chapelets musulmans *made in Tcheco-Slovachia*, crayons japonais, harmoniums, appareils photographiques allemands, lampes américaines, aluminium allemand, vaisselle russe : grandes théières bleues et petits bols verts ; choses sans noms pour nous : tout est là.

Il faut avoir des besoins d'Européen pour rentrer chez soi les mains vides.

Le bazar tourne en cercle.

Une maison de thé et de boissons glacées. Pendant l'hiver on entasse de la neige dans de larges puits abrités du soleil et cette neige est consommée au cours de l'été.

Le verre d'eau sale avec une poignée de neige coûte un sou et tout le monde en veut.

Accrochée à chaque boutique, une cage contient un chardonneret ou une caille. Tous les Afghans ont un oiseau qu'ils emmènent partout avec eux.

Les boutiques deviennent plus rares. On franchit des immondices, des ruelles, un bout de bazar peu fréquenté où les marchands vous regardent avec une curiosité particulière et on arrive tout près de la douane.

Le *goumroq* est dans un ancien caravansérail. La cour centrale est remplie de marchandises, de chars à bœufs et de chameaux. Des coolies transportent des ballots. Le directeur de la douane n'ayant pas la moindre idée de la valeur

des marchandises importées, ce sont les chameliers qui aident les employés dans les expertises.

Il s'ensuit des scènes effarantes !

Les douaniers appliquent les règlements avec un tel scrupule qu'il leur arriva, il y a quelques années, d'ouvrir des boîtes de plaques photographiques, pour en vérifier le contenu, en plein soleil !

Les effets personnels ne payent aucun droit tant à l'entrée qu'à la sortie, mais l'entente est quelquefois difficile à ce sujet.

Cette aventure advint à quelqu'un de ma connaissance, qui rentrait d'un voyage aux Indes : respectueux des lois et guidé par six douaniers, il soumit sa mallette à la visite. Il affirmait que tout était personnel. Mais, quoi? douze mouchoirs? douze faux cols? Il ne ferait croire à personne qu'un tel stock n'était pas destiné au commerce ! Chameliers et coolies opinèrent et l'affaire dura plusieurs jours...

Mais, achevons notre tour de bazar.

Nous rejoignons notre chemin, bordé de brocanteurs et de boulangers.

Un teinturier empeste particulièrement et nous nous retrouvons à notre point de départ.

*
* *

Au nord de la rivière c'est la ville neuve : le palais royal et les légations.

Ici les rues sont larges. Ce sont parfois des avenues plantées d'arbres.

Les maisons récentes sont beaucoup mieux construites. Entourées de jardins, blanchies à la chaux, elles abritent pour la plupart des membres de la famille royale et de riches commerçants.

Le palais royal, entouré d'un fossé profond, est protégé par une enceinte fortifiée. La haute muraille, crénelée, toute blanche, est flanquée de quatre grosses tours d'angle, cylindriques et coiffées d'un cône noir. On pénètre par un pont-levis, surveillé par un poste de soldats. A l'intérieur, au milieu des jardins, se trouvent les appartements royaux, le « harem-sérail » réservé à la reine et à ses servantes, puis d'autres pavillons.

Le musée de Kaboul est aussi dans l'enceinte du palais.

Musée étonnant qui rappelle ceux de certaines petites villes de province. Des fauteuils, du mobilier anglo-indien, sont exposés pêle-mêle avec des collections d'armes et un buste de Napoléon Ier. A côté de cela, il y a des monnaies anciennes, des statues de bois du Kâffiristan, de belles broderies de Boukhara, des albâtres et enfin la moitié des objets d'art recueillis par la mission archéologique française.

Les Afghans.

Si l'on peut dire que tous les Afghans de Kaboul portent un pantalon plus ou moins ample, une chemise flottante, une veste, un turban ou un *kolah* et des sandales à bout relevé, il n'en est pas moins vrai qu'avec un peu d'habitude, on distingue vite l'origine d'après quelque détail vestimentaire.

Ce beau vieillard à barbe blanche, vêtu d'une veste très longue de tissu rayé et multicolore, le chef coiffé d'un turban blanc, c'est un Turcoman.

Un turban à fines rayures bleues décèle un homme de la frontière indo-afghane. Les chameliers bactriens portent un turban noir à tours peu serrés.

Chez les femmes, il y a moins de variété. Ce sont toutes des fantômes dissimulés dans les plis d'une grande mante fermée, couvrant la tête. Une grille de filet disposée devant les yeux leur permet de se diriger. Ces *chadours* sont le plus souvent gris et noirs. Le jaune est réservé aux femmes hindoues.

Cette sévérité dans le costume féminin disparaît dès que l'on a quitté la région de Kaboul.

Dans le Hazarah et le Kâffiristan, je n'ai jamais vu de femmes voilées et l'apparition d'un étranger ne les fait pas fuir. Plus libres elles manifestent tout autant de curiosité que leurs maris.

Le costume des nomades est fort joli : un large pantalon rouge froncé à la taille et serré aux chevilles, une robe courte ornée de broderies, un voile noir sur les cheveux tressés et graissés. La plupart sont outrageusement fardées, les joues carminées, les sourcils et les paupières noircis.

*
* *

L'Afghan, qui se marie jeune, est toujours père d'une nombreuse famille.

La population s'accroîtrait d'une manière singulière si la majorité des enfants ne périssait en bas âge, emportés par la diarrhée infantile, la variole et le paludisme.

Quoi de plus amusant que ces petits enfants ! La tête bien rasée, sauf une mèche, est recouverte d'un bonnet à oreillettes ; une robe, un petit gilet brodé et des sandales de poupée ; un air très grave sous une couche de fard.

Le petit garçon sera circoncis vers l'âge de cinq ans. Dès lors il portera le turban comme son père. Quant à la petite fille, dévoilée jusqu'à douze ans, elle est ensuite recluse dans le harem avec sa mère jusqu'à ce que son père la vende, entre treize et quinze ans

La situation de la femme afghane est misérable comme dans tous les pays musulmans où la polygamie est de règle.

Le sentiment de la famille est bien développé chez les Afghans, qui, même très pauvres, n'hésiteront pas à recueillir des neveux ou des cousins orphelins. La perte d'un enfant, d'un fils surtout, les affecte profondément, mais le fatalisme l'emporte et leur donne une grande force d'âme.

*
* *

Vues de la rue, toutes les maisons paraissent également pauvres. Ce n'est qu'en y pénétrant que nous pourrons juger de l'aisance de ses habitants. Les maisons riches possèdent deux cours, la première étant accessible aux hommes, tandis que la seconde (l'*enderoun*) donne accès aux bâtiments réservés aux seules femmes.

Il n'y a pas de mobilier à proprement parler. Les Afghans couchent habituellement sur des peaux ou un petit matelas fort mince. La famille royale seule possède de vrais lits. Les tables et les chaises constituent également un luxe rare, puisque les Afghans mangent assis en tailleur, par terre. Les habits et les provisions sont enfermés dans des coffres, les *sandoucks* faciles à transporter.

Les vêtements étant toujours très simples, le luxe des tapis peut seul déceler la situation des Afghans. Quelles

richesses insoupçonnées dans ces maisons d'aspect misérable !

La vie intellectuelle.

La religion. — Tous les Afghans sont musulmans, la plupart étant sunnites. Les Hazouahs seuls sont chiites.

Les Afghans observent scrupuleusement les rites religieux de l'Islam, ne mangent pas de porc et ne boivent pas de vin. Le ramazan, avec ses vingt-huit jours de jeûne, est une épreuve pénible, mais dont l'inobservance serait sévèrement punie. Les Afghans qui ne peuvent se résoudre à ce mois de restrictions partent en voyage (car les voyageurs sont exempts du jeûne).

Au ramazan succèdent trois jours de fête. Le premier est consacré à une manifestation religieuse.

Quelque vingt mille fidèles massés aux abords de la grande mosquée attendent le cortège royal. En tête, un *moullah* monté sur un éléphant lit des versets du Coran. Deux autres éléphants le suivent, puis les soldats de la garde précèdent l'émir accompagné de ses proches et de ses vizirs.

L'émir prononce d'abord une allocution, puis la prière publique a lieu.

Si les Afghans sont impitoyables pour les musulmans dissidents, ils sont très tolérants pour les étrangers. Des colonies chrétiennes ont très longtemps vécu à Kaboul où il y eut même une église arménienne au début du dix-neuvième siècle.

Langues. — Instruction. — Beaux-arts. — Hors les Pathans de la frontière indo-afghane, qui parlent le *pouchtou,* tous les Afghans utilisent le persan.

L'instruction publique s'organise peu à peu. Dans les villages, les *moullahs* ne s'occupent guère que de l'enseignement religieux. A Kaboul et dans les principaux centres, il existe des écoles primaires

L'enseignement secondaire est représenté dans la capitale par trois établissements : le collège Habibieh destiné à former des fonctionnaires, le collège franco-afghan Amanieh et le collège germano-afghan Amani, ces deux derniers ayant été créés par l'émir Aman Ullah Khan.

Les monuments sont bien peu nombreux à Kaboul.

Je n'en citerai que deux : la grande mosquée et le tombeau de Timour Shah.

Ce tombeau est un beau monument octogonal surmonté d'une coupole. Haut d'une trentaine de mètres, il est construit en briques recouvertes d'un enduit de boue. Malheureusement, ce monument laissé à l'abandon se désagrège lentement ; les corniches s'éboulent et les murs s'effritent, couvrant de gravats la tombe de Timour Shah.

Un jour de l'an à Kaboul.

L'année afghane commence avec le printemps : le 21 mars.

La fête du nouvel an *(naurouz)* est assurément la plus vivante de celles que l'on peut voir à Kaboul. La fin du ramazan, les fêtes de l'Indépendance ont encore quelque chose d'officiel, de réglé, de rituel qui en atténue la spontanéité. Le jour de l'an, au contraire, est un jour de fête populaire attendu par tous, grands et petits. On y pense longtemps à l'avance. Il va falloir se vêtir de neuf. Les pauvres réalisent des tours de force. Il faut vendre tous les vêtements d'hiver et trouver quelques roupies pour acheter des cotonnades blanches et un turban neuf.

Le 21 mars au matin, les *Kaboulis* ne sont pas au bazar. Ils ne sont pas davantage chez eux. Toute la population masculine, pères et fils, sont partis vers l'ouest. A proximité de Kaboul, dans un vieux cimetière, la fête bat son plein dès 9 heures.

Il y a là quelque chose de franchement imprévu.

Au milieu des tombes abandonnées, on a dressé des manèges de chevaux de bois. D'où viennent-ils? Comment ont-ils échoué à Kaboul? Ah! si ces chevaux de bois pouvaient écrire leurs mémoires !

Les enfants voudraient monter sur les manèges, mais leurs pères y sont déjà, encourageant de leurs cris et de leurs rires la ronde cahotante.

Il y en a quatre comme cela et une « grande roue » en miniature. Des chameliers au turban de travers, des négociants déchaînés s'agrippent à la machine et la font tourner.

A la même heure, à quelques kilomètres de là, l'émir, vêtu du costume national, encourage l'agriculture. Il y a concours de labourage et d'animaux... Mais les chevaux de bois attirent bien plus de monde. Après les tours de manège, les

Afghans s'assemblent autour des lutteurs, des coqs de combat, des escrimeurs au bâton. Des spectateurs sont perchés dans les arbres, par grappes.

Le soleil chauffe. C'est le printemps. Il y a de la poussière et des rires. Des tentes sont alignées où l'on peut trouver des victuailles. Les *Kaboulis* ne rentrent pas déjeuner à la maison, aujourd'hui. Des galettes, des grillades, des fruits et l'on organise des « pique-nique » dans les cailloux. De grands samovars fument. Les théières circulent.

Des *Afridis* tirent des coups de fusil : il faut faire du bruit !

Des chanteurs entament des complaintes. Des danseurs s'affolent de chaleur et de musique.

Et la fête dure jusqu'au coucher du soleil. Dans la nuit, les manèges restent seuls, immobiles parmi le cimetière.

Les étrangers a Kaboul.

L'émir Aman Ullah Khan voulant amener son pays à prendre une part active à la vie politique et économique de l'Asie comprit tout de suite la nécessité où il se trouvait de faire appel à des techniciens étrangers.

Problème angoissant pour cette nation qui avait toujours vécu dans un isolement jaloux, essayant de se garder contre ses deux puissants voisins : l'Angleterre et la Russie.

Tour à tour, en 1839, 1842, 1879, les Anglais, puis en 1885 et 1892, les Russes, obtinrent des rectifications de frontière avantageuses, au détriment des Afghans.

L'émir ouvrit donc les portes de l'Afghanistan à des missions venues de tous les pays, espérant peut-être éviter l'emprise d'un seul.

La mission archéologique française. — En 1922, M. Foucher, alors en Perse, traverse l'Afghanistan de l'ouest à l'est, arrive à Kaboul et obtient pour la France le privilège des fouilles archéologiques, pour une période de trente années. M. Godard en 1923, M. Hackin en 1924, M. Barthoux en 1925 viennent collaborer à l'œuvre de la mision.

La région de Djellalabad, les environs de Kaboul, Bannian, la Bactriane, le Badakerchan furent visités. Des fouilles furent entreprises et, malgré l'insuffisance des ressources, les premiers résultats sont encourageants.

On peut admirer les pièces rapportées par la mission dans la belle salle organisée au musée Guimet par son éminent directeur, M. Hackin.

Le collège Amanieh. — Un collège franco-afghan, le collège Amanieh, organisé en janvier 1923, par la mission dirigée par M. Ténèbre, donne un peu de culture française à plus de 300 jeunes Afghans.

Une douzaine de professeurs afghans assurent les études religieuses et l'enseignement du persan, la langue maternelle, y ajoutant des notions d'histoire, de géographie, de mathématiques, de musique et de dessin.

S'il nous est agréable, à nous Français, de pouvoir dire que nous avons fait quelque chose en Afghanistan, s'il nous est agréable de constater que nous avons continué dans ce pays l'œuvre désintéressée qui nous a valu quelques sympathies en Orient, il ne faut pas négliger ce que les autres pays ont réalisé.

J'ai séjourné deux ans en Afghanistan J'ai eu le temps de voir, de me renseigner et d'étudier de près l'œuvre des autres colonies européennes.

Il nous faut éliminer l'Angleterre qui conserve une attitude de passivité apparente, l'Italie dont la malheureuse affaire Pipperno réduisit beaucoup l'activité, la Perse et la Turquie qui n'ont à Kaboul que quelques fonctionnaires.

Deux pays restent actifs : la Russie et l'Allemagne.

L'œuvre de l'Allemagne. — L'activité allemande s'est manifestée avec une rapidité remarquable. Pour les Européens de Kaboul, l'arrivée des missions allemandes en 1923 et 1924 prit l'allure d'une invasion organisée.

En quelques mois voici les résultats obtenus par l'Allemagne :

a) Fondation d'un collège germano-afghan ;

b) Création d'un hôpital pour les hommes ;

c) Création d'un hôpital pour les femmes (2 doctoresses allemandes) ;

d) Organisation d'une école d'aviation dirigée par un capitaine allemand ;

e) Mainmise sur le ministère de la Guerre et l'École militaire ;

f) Installation d'une compagnie commerciale germano-afghane qui a inondé le bazar de marchandises allemandes

et continue son trafic d'importation et d'exportation;

g) Utilisation d'ingénieurs, architectes et contremaîtres allemands.

Je ne parlerai même pas de la propagande allemande qui s'exerce trop souvent contre nous.

J'ai voulu seulement apporter des faits, qui, dans leur simplicité brutale, démontrent l'activité allemande et ses tendances.

L'œuvre de la Russie. — L'œuvre de la Russie est un peu plus mystérieuse, ou plutôt moins apparente, parce qu'elle se dissimule et se confond parfois avec celle de l'Allemagne ou du gouvernement afghan.

La propagande russe s'exerce un peu partout. L'or russe est abondant à Kaboul (aussi abondant que l'or anglais).

La Russie offre ses services à l'Afghanistan à tout propos, ceci en plein accord avec l'Allemagne. Ici non plus, je ne ferai pas de commentaires, mais je rappellerai seulement qu'en 1924, lorsque l'émir eut des difficultés avec des tribus rebelles, la Russie mit à son service un contingent de techniciens pilotant une escadrille d'avions allemands « Junkers », construits en Russie, d'après ce que dirent les Russes aux Afghans.

Dois-je dire que les Anglais ne voient pas sans inquiétude une base d'aviation afghano-germano-russe à une heure de vol de leurs possessions de l'Inde?

En résumé, la Russie et l'Allemagne sont pleinement d'accord pour organiser et armer l'Afghanistan.

Aussi peut-on se demander si, malgré toute sa bonne volonté, l'émir pourra diriger à son gré l'évolution pacifique de l'Afghanistan.

RAYMOND FURON.

La guerre des dieux et des démons[1]

La théorie matérialiste de l'histoire, selon laquelle l'éthique et la politique ne sont que des sous-produits de l'économique, est une sottise ; elle consiste à confondre les conditions de la vie avec son objet propre, c'est-à-dire à s'imaginer que l'homme, du moment qu'il n'a que ses jambes pour marcher, ne marche jamais que pour aller s'acheter des souliers et des chaussettes. L'humanité, en effet, s'appuie sur le boire et sur le manger, comme sur deux jambes, mais vouloir qu'ils aient été la cause de toutes ses actions, c'est s'engager à soutenir que toutes les expéditions militaires et tous les pèlerinages religieux qui ont eu lieu depuis que le monde est monde n'ont eu d'autre but que le développement des muscles du mollet. Ce sont pourtant les faits de cet ordre qui constituent notre histoire ; certes, les vaches et autres ruminants semblent se confiner entièrement dans la satisfaction d'intérêts exclusivement économiques, et ne cessent de brouter que pour aller brouter ailleurs ; mais il n'est pas interdit d'en conclure qu'une *Histoire générale de l'Espèce bovine* en douze volumes in-folio serait d'une lecture passablement insipide. Les moutons non plus ne quittent guère dans la pratique le plan de l'utilitarisme le plus immédiat ; c'est la raison sans doute pour

laquelle si peu de moutons figurent au rang des grands capitaines et des fondateurs d'empires; et les chèvres elles-mêmes, bien que mieux douées sous le rapport de l'agilité, n'ont point encore trouvé leur Plutarque. Car la matière historique commence au point précis où viennent expirer les impulsions des veaux, des boucs et des mérinos; il serait malaisé de prouver que les croisés quittèrent leurs foyers pour d'affreux déserts, parce que les bestiaux quittent les déserts pour de gras pâturages, ou que les explorateurs polaires ont été attirés vers le nord, par la même force irrésistible qui attire les hirondelles vers le midi. Or si vous en effacez les guerres religieuses et les découvertes aventureuses, c'est-à-dire les lumières et les ombres marquées par la volonté de l'homme, je vous le demande un peu, que reste-t-il de la figure de l'histoire? Une histoire qui prétendrait être purement économique cesserait du même coup d'exister.

Il y a plus; non seulement l'homme ne vit pas uniquement de pain, mais encore il lui est naturel de se préoccuper beaucoup moins du mécanisme qui, en lui procurant son pain quotidien, assure son existence, que de cette existence elle-même, de l'univers où il s'éveille chaque matin, et du rôle qu'il est appelé à y jouer. Pour une fois qu'il se représente nettement la nature de son travail ou le montant de son salaire, il lui arrivera dix fois par jour de se dire qu'il fait beau, que le monde est drôlement bâti, que tout n'est pas rose dans le mariage, que ses enfants sont tout de même bien gentils, qu'il s'amusait mieux quand il était jeune, bref de méditer vaguement sur le sens ultime de sa destinée.

Ce qui précède est vrai des malheureuses victimes de notre barbare régime industriel, qui sont forcées d'avoir conscience des nécessités économiques, comme l'esclave est conscient de ses chaînes, mais l'est infiniment plus de la multitude de paysans, de pêcheurs et de chasseurs qui forment encore le gros de la masse humaine. L'existence implique de soi-même une foule de questions, de doutes et de rêveries qui se résolvent tous en une interrogation unique, qui n'est pas « comment ferai-je pour vivre? » mais « comment est-ce que je vis »? Et, n'en déplaise aux cuistres, la preuve de ce que j'avance est bien simple, simple comme le suicide. Abolissez l'univers dans votre pensée, vous abolissez les professeurs d'économie politique; du moment que vous

avez résolu de mourir, vous n'avez plus besoin qu'ils vous apprennent à vivre. Or, toutes les décisions et toutes les initiatives dont l'ensemble compose l'histoire ont eu ce caractère commun, de détourner ou de suspendre le cours des forces économiques. De même que l'économiste distingué peut se dispenser de calculer l'augmentation de salaire du suicidé, il peut se dispenser d'évaluer la pension du martyr ; et de même qu'il n'a pas à se préoccuper de la retraite du martyr, il n'aura pas à faire entrer en ligne de compte l'allocation familiale du moine. Ses plans sont, à chaque instant, modifiés et remis en question par le soldat qui donne sa vie pour son drapeau, par le laboureur qui chérit sa terre par-dessus tout, par le dévot qui observe les règles et les défenses dictées par sa religion — tous gens qu'inspirent non des calculs mathématiques, mais une vision intérieure.

Seul un malheureux irait de gaieté de cœur inventer de nouvelles expressions pédantes : je suis bien forcé cependant d'écrire ici qu'il nous manque une méthode critique de psychologie historique, autrement dit, un moyen de nous rendre compte de ce qui se passait dans le cerveau des gens de l'époque en présence de certaines choses dont il ne nous reste que la version officielle. Il ne me suffit nullement, je crois l'avoir déjà dit, d'apprendre qu'on appelait un chat « totem », surtout quand on l'appelait tout autrement ; j'aurais besoin de me représenter quel ordre d'émotions susciterait ce vocable. Dois-je m'imaginer la momie du chat sacré, le chat de la sorcière, le Chat botté, ou le Chat Noir? Que ressentaient au juste les légionnaires quand ils voyaient se découper sur un ciel de victoire le totem insigne qui avait nom l'Aigle romaine? Quelle impression faisaient sur des vassaux ces autres totems, le lion, le léopard ou la licorne inscrits sur l'écu de leur suzerain? Tant que ces questions demeureront sans réponse, et tant que la science négligera ce côté interne ou « subjectif » de l'histoire, elle conservera une grave lacune à laquelle il n'appartiendra qu'à l'art de suppléer. L'historien aura besoin du secours du roman — fût-ce même du roman historique !

Cette nouvelle méthode serait particulièrement indispensable en ce qui concerne le fait psychologique qui s'appelle la guerre. L'histoire, telle qu'on l'écrit, regorge de documents officiels ou officieux qui ne nous apprennent pas grand'chose sur le fond de la question ; les pires sont les

communiqués, qui n'ont aucun caractère spontané, et les meilleurs sont les dépêches diplomatiques confidentielles, qui n'ont aucun caractère populaire ; et c'est là cependant que l'on va chercher les raisons profondes et les ressorts secrets qui font la violence et la durée d'un conflit ! « Vous savez pourtant, me dira un quidam renseigné, que les gouvernements se sont fait et se font toujours la guerre pour des possessions coloniales et des positions stratégiques, des tarifs douaniers et des zones d'influences, pour des hinterlands et des thalwegs? » A quoi je répondrai : « O quidam renseigné ! Ce ne sont pas les gouvernements qui font la guerre, ce sont les combattants. » L'explication par les facteurs politiques déplace la question sans la résoudre : car si ceux qui se battent acceptent la politique de leurs politiciens attitrés, quelle idée se font-ils donc de ces derniers — et s'il s'agit d'un prince, qui donc fait qu'ils le suivent aveuglément?

Tout le monde a entendu parler d'un système bien connu, qui s'intitule, en langage idoine, *Realpolitik*, et qui est proprement une politique dont l'irréalisme confine au délire. Le plus clair de cette doctrine consiste à affirmer avec une sinistre obstination que les hommes ne se battent que pour des objets matériels, sans daigner remarquer que les susdits objets sont en général pour chacun des hommes qui se battent les choses du monde les plus immatérielles. Personne n'a envie de se faire tuer pour des droits de douane ni pour de l'argent, et Néron aurait pu chercher longtemps avant de trouver à engager trois douzaines de chrétiens qui consentissent à se faire manger par les lions à raison de cinquante francs par jour, plus le petit déjeuner, pour la raison manifeste que le martyre ne s'achète pas. Cependant le « politik » qui se dit réaliste ne craint point, en adhérant obstinément à sa théorie, d'ouvrir les plus étonnantes perspectives. A l'en croire, il est normal et naturel qu'un fantassin harassé se dise : « J'ai les jambes qui me rentrent dans le corps, mais ça va bien, j'irai jusqu'à ce qu'elles soient complètement rentrées, parce qu'après ça mon gouvernement aura le fameux avantage d'obtenir un débouché sur le golfe de Finlande » ; la première pensée d'un jeune père de famille qui monte en première ligne sera, suivant notre farouche partisan du réel, quelque chose d'approchant : « Avec les nouveaux gaz, j'ai toutes les chances d'y rester, mais je ne

m'en fais pas, parce que, si j'en reviens, j'aurai désormais le droit de me faire pêcheur de perles dans le golfe Persique. »

O théorie matérialiste de l'histoire !

Les guerres commencent comme elles peuvent : mais elles ne durent que par l'âme, par un sentiment proche de la religion. En face de la mort, l'homme est confronté avec l'absolu, et non avec des intérêts compliqués et lointains que la mort va résoudre : comme elle, la fidélité de cet homme devra être nue et simple. Elle l'est, puisqu'elle se fonde sur deux sentiments qui n'en font qu'un, l'amour de quelque chose qu'il pense être menacé, et l'exécration de ce qui le menace. Le premier, soit dit en passant, est plus philosophique qu'il ne semble ; l'on se refuse à laisser détruire ou humilier sa patrie parce que l'on serait incapable de faire la somme de tous les bienfaits qu'elle dispense, de même que l'on ne laisse pas brûler sa demeure, parce qu'elle contient tant d'objets utiles qu'il est impossible d'en dresser une liste ; ainsi l'homme combat pour une vague abstraction qui se trouve être sa maison. Mais le second sentiment, pour être négatif, n'est ni le moins noble ni le moins vigoureux. L'homme combat avec le plus de fureur quand il reconnaît dans son adversaire du moment et l'ennemi séculaire et l'éternel étranger ; c'est ce qu'éprouve le Français du Prussien, ou le chrétien d'Orient du Turc. Différence de religion... Mais les gens, là-dessus, vont se mettre à chicaner et à disputer sur des pointes d'épingle ; laissons-les et disons : différend qui porte sur le jour et la nuit, qui nous obscurcit le soleil, différend qui nous poursuit jusque dans les ombres de la mort, différend éternel sur le sens de la vie.

Le ressort qui meut alors l'humanité est bien au-dessus des réalités politiques ; il est haut, il est grand, il se nomme la haine. Ceux qui tinrent aux jours sombres de la Grande Guerre, souffrants et meurtris dans leur chair ou dans celle d'êtres aimés, avaient bien cessé de songer à la situation diplomatique. Savez-vous la vision qui me soutenait, et bien d'autres avec moi, dans l'acharnée volonté de tenir jusqu'au bout? Celle du visage de l'empereur d'Allemagne s'il entrait à Paris. Ce n'est pas là, je le sais, ce que mes amis idéalistes appelleraient de l'amour ; il me suffit que ce soit la haine, la haine de l'enfer, de ses pompes et de ses œuvres.

Il y a guerre religieuse, lorsque deux mondes s'affrontent, deux visions du monde ou, comme on dit, deux atmosphères

morales. Quand l'air que l'un respire est un poison pour l'autre, il n'y a pas de conciliation possible — on ne compose pas avec la peste. Si j'ai fait pénétrer cette vérité première, ma digression n'aura pas été perdue, car elle nous introduit au vif du grand débat qui éclata jadis aux rives de la mer intérieure, lorsque la naissante République vit sa route barrée par l'ombre vénéneuse de l'Asie, et que surgit entre elle et le soleil, environnée de son cortège impérial de hordes, de tribus et de mercenaires, la figure énorme, hostile et dédaigneuse de Carthage chevauchant l'écume verte de la mer.

Chez les Grecs comme chez les Latins, nous voyons les dieux se multiplier, mais, à ce qu'il semble, pour des motifs opposés. Tandis que le polythéisme grec foisonne vers le ciel comme la cime nombreuse d'un bel arbre, celui des Latins se ramifie et fouille le sol comme un réseau de racines sinueuses ; ou, si l'on préfère, l'un présente la grâce aérienne des frais rameaux fleuris, et l'autre la riche pesanteur des branches croulantes de fruits mûrs. Plus simplement, le trait distinctif des cultes italiens est leur caractère foncièrement domestique ; nous en retirons une impression de déités multiples et minuscules pullulant dans les pièces basses comme des mouches, de grappes de dieux mineurs suspendus aux solives comme des chauves-souris, de nichées entières de divinités blotties comme des hirondelles au creux de chaque corniche. Ici un dieu des toits, là un dieu des fenêtres, plus bas, un dieu des portes, voire même un dieu des lieux privés... La mythologie, a-t-on dit avec juste raison, est un conte de fées, mais celui-là est un vrai conte de mère grand, un bon conte de bonne femme qui se déroule le soir à la veillée, et fait parler les bancs, la huche et le pétrin comme autant de lutrins familiers. Les lares du paysan italien, gros bonshommes de bois dégrossis à coups de serpe, avaient l'air de jouets rustiques, et la religion du foyer était par excellence la religion du coin du feu.

D'autres éléments s'y mêlent sans doute ; les dieux grecs se superposent aux divinités indigènes, et des rites sanguinaires se laissent parfois entrevoir dans la pénombre. Le paganisme, d'où qu'il soit, ne peut jamais se tenir de prêter la main à des expériences de cet ordre, qui ne constituent point le caractère particulier du paganisme romain. Ce qui le distingue, c'est sa tendance, dans un monde qui visait à

personnifier la nature tout court, à personnifier de préférence la nature défrichée et humanisée, et à placer plus volontiers sur ses humbles autels un dieu des moissons et un dieu du bétail qu'un dieu de l'herbe et un dieu de la vie sauvage des forêts. Ce culte suppose, au sens étymologique du mot, une culture.

Par un paradoxe qui n'est d'ailleurs qu'apparent, ces Latins dont le sens religieux se noue à chaque détail de l'existence domestique comme un lierre grimpant, témoignent en même temps d'un esprit qui semble au premier abord bien contraire : l'esprit révolutionnaire. Les impérialistes et autres réactionnaires invoquent souvent Rome comme modèle d'ordre et de discipline ; ils ont tort, et la Rome antique, comme le Paris moderne, donne souvent l'impression d'une ville bâtie autour de barricades. Les portes de Janus demeuraient grandes ouvertes, à cause de la guerre étrangère continuelle : mais la guerre intérieure ne le fut pas moins. Des premiers troubles plébéiens aux dernières rébellions serviles, la cité qui imposa la paix à l'univers ne connut pas elle-même un seul instant de paix. Ces maîtres furent d'éternels insurgés.

Le lien n'est pas imaginaire entre cette vie privée dévote et cette vie publique séditieuse. Des récits ressassés, mais héroïques, nous défendent d'oublier que la République se fonda sur le meurtre d'un tyran par un mari outragé, et que le Tribunat fut restauré grâce à un autre tyrannicide commis par un père, vengeur de l'honneur de sa fille ; ils nous apprennent que ceux-là seuls qui tiennent la famille pour sacrée auront dans les affaires publiques une règle de conduite inflexible, car, au-dessus des dieux de la cité, ils ont placé les dieux du foyer domestique. L'on a bien tort de s'étonner que les peuples les plus réputés pour leur vie familiale exemplaire, tels les Français et les Irlandais, le soient aussi pour leur turbulence politique ; il n'y faudrait qu'une intuition plus juste de ce que nous appelions plus haut la psychologie historique. L'histoire qui s'en tient aux dates et aux faits condamne peut-être à bon droit les procédés impitoyables ou cyniques employés par les gouvernements romains ; mais celle qui voudrait sonder les esprits et les cœurs serait tenue d'admettre que l'irrésistible élan qui emportait les Romains venait de ce qu'ils avaient un commun idéal : au risque d'offenser par un cliché conven-

tionnel le goût des délicats, je ne puis l'appeler autrement que l'idéal de Cincinnatus. Et les disciples de Cincinnatus ayant solidement assuré la sécurité de leur bourgade, avaient étendu fort loin leurs conquêtes sur l'Italie entière et empiété déjà sur le monde grec, lorsqu'ils se trouvèrent entraînés dans l'aventure décisive qui devait changer la face du monde : celle que je nomme ici la guerre des dieux et des démons.

Loin, bien loin de Rome, de l'autre côté de la mer, s'élevait une ville qui portait le nom très répandu de Ville-Neuve. Plus ancienne de beaucoup, plus riche et plus puissante que la cité du Latium, elle continuait cependant de justifier cette appellation — qui marquait son origine coloniale, comme celles de New-York ou de Nouvelle-Zélande — par ce je ne sais quoi d'allant, de brutal et de mercantile qui caractérise les pays neufs. Sentinelle avancée de l'expansion phénicienne, elle se plaisait à des affirmations d'une sonorité métallique, et répétait complaisamment que personne ne pouvait se laver les mains dans la mer sans la permission de la Ville-Neuve. Car elle se confiait entièrement en la force de sa flotte, comme les deux illustres cités maritimes d'où elle était sortie. De Tyr et de Sidon, elle tenait de prodigieuses aptitudes commerciales et une science accomplie des arts de la navigation — ainsi que certaines autres choses auxquelles il est temps que nous arrivions.

Dans la Ville-Neuve, que les Romains nommaient Carthage, comme en Phénicie, le dieu qui faisait marcher les affaires s'appelait Moloch — le même, peut-être, que nous retrouvons ailleurs sous le nom de Baal, le Seigneur. Les Romains eurent, comme on dit vulgairement, du mal à l'encaisser ; il leur fallut remonter à leurs fables les plus grossières pour y chercher une comparaison avec le mythe primitif de Saturne dévorant ses propres enfants. Mais les adorateurs de Moloch n'étaient ni primitifs, ni grossiers ; leur civilisation était au contraire luxueuse, mûre et raffinée, et fort supérieure dans les arts de la vie à celle des Romains. Et Moloch n'était pas un mythe ; son repas, du moins, n'avait rien de mythique ni de fabuleux. Ces gens de bonne compagnie se réunissaient effectivement pour invoquer sur leur fructueux négoce les bénédictions du ciel en précipitant leurs petits enfants par centaines dans un brasier allumé. Pour nous figurer un pareil état de choses, il fau-

drait nous représenter les membres les plus estimés du marché de Manchester, revêtant chaque dimanche leur redingote et leur chapeau haut de forme et se rendant au temple sur le coup de onze heures pour y voir rôtir un nourrisson.

Cela dit, il serait facile de prêter trop d'attention aux débuts du conflit où ces honnêtes gens s'engagèrent avec Rome ; la phase purement politique ou commerciale de la querelle se perd par définition dans un détail infini, et les guerres puniques, qui semblèrent un temps ne devoir jamais finir, n'ont guère de commencements que l'on puisse situer avec exactitude. Toujours est-il qu'à un moment donné, Carthage ayant conquis la Sicile et pris pied solidement en Espagne, Rome se trouva prise entre la mâchoire d'une tenaille qui l'eût écrasée infailliblement, s'il eût été dans sa nature d'être écrasée. Pratiquement, d'ailleurs, elle le fut, et s'il n'y avait eu en jeu que des facteurs matériels, l'affaire en fût demeurée là, comme les Carthaginois l'escomptaient manifestement. L'on reproche communément aux Romains d'avoir toujours refusé de faire la paix : un instinct profond les avertissait qu'avec de pareils adversaires il ne saurait y avoir de paix permise. On les blâme de leur opiniâtre *Delenda Carthago*, mais l'on oublie qu'à vues humaines c'est Rome elle-même qui fut détruite, et que la lumière sacrée qui la baigne à travers les âges provient en partie de ce qu'elle est ressuscitée d'entre les morts.

Carthage, comme la plupart des états marchands, constituait une aristocratie fermée ; la pression des riches sur les pauvres y était aussi anonyme qu'écrasante, car l'oligarchie exclut le gouvernement personnel, et la ploutocratie prend jalousement ombrage de tout mérite individuel. Mais le génie souffle où il veut, et jusque dans les classes dirigeantes ; pour donner au conflit suprême sa pleine violence, il fut ordonné que les vieilles maisons patriciennes de Carthage produisissent un homme qui sortît de son palais doré armé de toute l'énergie et de toute l'originalité d'un Napoléon sortant de sa mansarde. Au moment décisif de la guerre, Rome apprit que l'Italie elle-même, par un miracle stratégique, venait d'être envahie par le nord. Hannibal, en sa langue, « la Grâce de Baal », avait jeté par-dessus les déserts étoilés des Alpes, une lourde masse d'armements, et se dirigeait vers le sud, vers la ville dont ses dieux ténébreux lui commandaient la ruine.

Hannibal marchait sur Rome, et les Romains qui s'élancèrent à sa rencontre se sentirent devenus les jouets d'un magicien. Deux grandes armées, à sa droite et à sa gauche, s'enlisèrent dans les marais de la Trebbia; armée après armée se trouvèrent happées par le tourbillon fatal de Cannes, armée après armée montèrent au combat pour se disperser entre les mains souveraines de l'enchanteur. Signe auprême du désastre, Rome vit ses alliés trahir un à un sa fortune expirante, tandis qu'à marches forcées l'invulnérable ennemi approchait de ses murs. Derrière le héros, l'armée cosmopolite de Carthage déferlait à flots pressés. Montagnes mouvantes, les éléphants passaient, faisant trembler le sol sous leurs pieds, et la terre entière venait enfler le défilé triomphal; les barbares géants de la Gaule brumeuse et les bruns Espagnols cuirassés d'or lui formaient une escorte, les cavaliers numides, éperviers rapides, tournoyaient sur ses flancs, son arrière-garde traînait vers la curée la horde tumultueuse des déserteurs, des aventuriers et des mercenaires — et devant eux marchait la Grâce de Baal.

Les augures romains et les auspices qui virent cette heure pleine de prodiges inhumains, un enfant naître avec une tête d'éléphant et les étoiles tomber du ciel comme la grêle, entraient plus avant dans la réalité profonde des événements que l'historien moderne qui n'y voit que le dénouement guerrier d'une concurrence commerciale. Ceux qui vivaient alors sentirent autre chose, et l'air même qu'ils respiraient fut obscurci de nuées et pénétré d'un souffle empoisonné. Ce n'est point une défaite militaire, ce n'est point une rivalité mercantile qui remplit l'imagination romaine des présages hideux d'un bouleversement de l'ordre naturel de l'univers : c'est Moloch, le dieu Moloch levant au-dessus des collines du Latium sa face épouvantable; c'est Baal foulant les vignobles italiens sous ses talons de pierre; c'est Tanit l'invisible, murmurant à travers ses voiles l'appel de son amour plus affreux que la haine. L'incendie des moissons d'Italie, le ravage de ses vignes et de ses vergers, par delà le réel, signifiaient le vrai, la destruction de tout ce qui est domestique et fécond, de tout ce qui est humain, sous le souffle d'une inhumanité au prix de laquelle la cruauté reste humaine. Les dieux du foyer, silencieux et tremblants, se terraient obscurément sous les tuiles de leurs humbles demeures, et sur leur tête, emportée par un vent venu d'un

autre monde, passait la chevauchée furieuse des démons soufflant dans la trompette de la Tramontane.

La barrière des Alpes était enfoncée, et les portes de l'enfer avaient prévalu contre elle ; la guerre des dieux et des démons était finie ; les dieux étaient morts ; et Rome, ses aigles prisonnières et ses légions brisées, Rome avait tout perdu, fors l'honneur, et le courage glacé de son désespoir. Rien au monde ne menaçait plus Carthage, que Carthage elle-même. Il lui restait le mauvais génie des puissances marchandes, qui est, pour nous autres, une vieille connaissance ; il restait le ferme bon sens et l'esprit pratique des grands financiers, les gouvernements de techniciens, les recommandations des experts, il restait le point de vue positif de l'homme d'affaires. Et cette chance unique en faveur de Rome ne lui fit pas défaut ; à mesure que tardait un dénouement jugé par tous inévitable, une possibilité, tout d'abord invraisemblable, s'esquissa, puis grandit : serait-il donc encore temps d'espérer? De leur côté les brasseurs d'affaires de Carthage, avec le coup d'œil infaillible qui distingue les véritables réalisateurs, voyaient clair dans la situation ; il y a, comme chacun sait, des races qui montent et d'autres qui descendent, et celle des Romains était bel et bien finie. Toute résistance était sans espoir, donc la guerre était terminée, vu que les gens, en pareil cas, ne sont pas assez bêtes pour résister. Tel étant le bilan, il restait maintenant à donner au gros bon sens commercial une nouvelle série d'applications concrètes. Les guerres se font avec de l'argent, et, par conséquent, coûtent cher — peut-être même sentaient-ils confusément, comme nombre de leurs pareils, qu'il doit y avoir quelque chose de contraire à la morale dans un exercice aussi coûteux. L'heure était donc venue de mettre un frein aux généraux et aux frais généraux, c'est-à-dire aux continuelles exigences d'hommes et d'argent de cet Hannibal, qui ne se lassait pas de réclamer du renfort, anachronisme ridicule en un moment où la reprise des affaires demandait la plus vigilante attention. On avait beau raconter que je ne sais quel consul, dans une sortie désespérée, avait tué le frère d'Hannibal et jeté sa tête, avec une fureur très latine, dans le camp d'Hannibal ; de telles folies ne prouvaient qu'une chose, c'est que les Romains étaient à bout de ressources, et si excités qu'ils soient, même des Latins, n'allaient pas prolonger à l'infini une partie perdue d'avance.

Ainsi parlèrent les « personnalités financières les plus autorisées », et mirent au panier les dépêches de plus en plus, pressantes du défaitiste Annibal ; ainsi parla et fit le grand empire carthaginois. Le péché mignon des nations commerçantes, l'imbécile présomption que la stupidité est un placement sûr et le génie une spéculation hasardeuse, l'induisit à affamer et à abandonner à son destin le génial virtuose de l'art militaire dont les dieux lui avaient fait en vain le royal présent.

Comment se fait-il donc qu'il y ait toujours des gens pour nourrir l'étrange pensée que le sordide, en tant que tel, doit l'emporter sans faute sur le magnanime, et qu'il est indifférent d'être sot, pourvu que l'on ait soin d'être à la fois canaille? Et pourquoi s'obstinent-ils à confondre chevalerie et sentiment, sentiment et faiblesse? Parce que tous les hommes sont mus par leur religion, leur conception de l'univers, et que ceux qui ne croient qu'à la peur ne peuvent croire qu'au mal. La mort étant, d'après eux, plus forte que la vie, les choses inertes seront plus fortes que les créatures vivantes ; l'or, l'acier, les machines, les montagnes, les rivières et les puissances aveugles de la nature ne peuvent manquer d'imposer leurs lois à l'esprit. Et combien d'entre nous sont Carthaginois sur ce point ! Une foule d'individus que nous avons accoutumé de rencontrer dans les salons, les dîners et les bals, sont les adorateurs secrets mais dévots du grand dieu Baal et du grand dieu Moloch, car la fameuse « mentalité » commerciale n'est autre que celle qui fit la ruine de Carthage. Elle repose aujourd'hui sur la même erreur brutale qu'hier, sur ce réalisme indifférent jusqu'à la frénésie aux réalités de la pensée, qui, à force de dédaigner l'âme, finit par ignorer l'intelligence. Son mépris de la morale le conduit à l'inconscience du moral tout entier, en particulier de celui des armées ; où il faudra des combattants, il se fiera à des billets de banque.

Il en alla ainsi des princes marchands de Carthage et de leur culte du désespoir à l'heure où tous les espoirs semblaient leur être ouverts. Qui leur eût dit que les Romains espéraient contre toute espérance? Où eussent-ils appris le cœur de l'homme, eux qui ne révéraient que l'or, la force brutale et des dieux au cœur de bête féroce? Tant et si bien qu'ils apprirent un beau matin, en se frottant les yeux, que des cendres qu'ils avaient dédaigné de disperser du pied, un

incendie nouveau venait de renaître et dévorait tout devant lui ; Asdrubal vaincu, Annibal débordé, Scipion portait la guerre en Espagne, il la portait en Afrique... Un peu de temps encore, et sous les murs de la Ville d'Or, Annibal livrait et perdait sa bataille suprême : et Carthage tomba comme un éclair et comme seul avant elle était tombé Satan. La Ville-Neuve n'est plus qu'un nom sur le sable, et pas une pierre ne demeure qui marque le lieu de sa splendeur. Mais des siècles après la guerre dernière qui acheva de consumer sa perte, des ouvriers qui fouillaient les décombres de ses fondations ensevelies mirent à jour sous leurs pioches les reliques de sa religion : un amas de squelettes minuscules.

...Carthage est tombée pour sa foi, pour avoir poussé ses principes jusqu'à leur terme logique. Moloch a dévoré ses propres enfants.

Les dieux s'étaient levés et les démons avaient fui ; mais la victoire demeurait à des vaincus, pour ne pas dire à des morts. Nul ne comprendra pleinement le geste de Rome ni le destin qui devait la porter au rang suprême, s'il ne conserve toute la mémoire des heures de honte et d'agonie où elle persévéra dans son haut témoignage. Si elle se dresse seule au milieu des nations prosternées, c'est qu'elle s'est dressée seule au milieu de ses ruines ; aux yeux de l'homme, désormais, elle est l'humanité, et le reflet déjà l'éclaire d'une lumière invisible encore derrière les voiles de l'avenir. Les desseins de la miséricorde divine nous restent insondables ; mais s'il est un fait certain, c'est que les luttes où s'aguerrit la chrétienté se fussent déroulées dans une bien autre atmosphère si l'empire fût échu à Carthage. Grâce au triomphe arraché par Rome, la clarté divine, à l'heure qu'elle s'était choisie, se leva sur une humanité humaine malgré tout. Quelles que fussent sa corruption et sa misère, l'Europe avait échappé à de pires destinées ; car il y a loin de l'idole qui est une poupée de bois à laquelle les enfants offrent les miettes de leur repas à l'idole géante qui pour le sien dévore des enfants.

Le monde était déchu, mais combien il eût pu déchoir davantage !

Ce n'est point un concurrent que Rome anéantit, mais un ennemi réellement mortel ; et lorsqu'elle leva, pour le coup de grâce, son bras impitoyable, elle ne songeait plus dans son cœur à des traités de commerce ni à des protecto-

rats, mais à un rire exécrable et sinistre. Haïssant, le Romain haïssait l'âme haïssable de Carthage. Haine charitable! Parce qu'il sut être dur, il nous reste permis de nous remémorer sans dureté notre passé humain, et nous n'eûmes jamais à abattre les bosquets de Vénus comme furent abattus jadis ceux de Baal. Si le passage du paganisme au christianisme est un pont en même temps qu'une brèche, nous qui l'avons franchi, songeons à ceux qui défendirent l'autre rive. Les âges ont passé, et nous sommes aujourd'hui en paix avec nos pères les païens ; avant de tourner sur eux la page, mettons en face de ce qu'ils furent ce qu'ils eussent pu devenir. Grâces leur soient rendues, l'antiquité nous est un fardeau léger, et nous n'avons pas à frissonner devant la nymphe d'une fontaine ou le cupidon d'une console ; par la douce chaîne du sourire et des larmes, nous sommes reliés aux temps qui ne sont plus, et dont le souvenir ne nous fait pas baisser la tête. Et ce n'est pas sans un mouvement d'intime tendresse que nous voyons tomber le crépuscule du soir sur la ferme sabine et les dieux familiers se réjouir à voix basse lorsque Catulle enfin revient à Sirmio... *Deleta est Carthago.*

G. K. CHESTERTON.

(Traduit par MAXIMILIEN VOX.)

Catherine-Paris [1]

CHAPITRE V

Dans cette galère en Seine...

ENTRE sa grand'mère ermite et ses deux gardiens farouches, Catherine avait de grandes chances de demeurer fille longtemps, sinon toujours. Aussi fallut-il un enchaînement de circonstances bien curieuses pour qu'un mari survînt et l'enlevât avant sa vingtième année, réalisant ainsi les pires pressentiments de l'oncle Charles-Adolphe et de M. Beau, prophètes en même temps qu'agents, et victimes de leurs prophéties. C'est sous leurs yeux mêmes qu'elle leur fut ravie. Bien mieux : ils la conduisirent à sa perte. On eût dit qu'ils s'étaient concertés d'avance pour la livrer. Ils montaient la garde ensemble, par exception ; ils étaient deux pour la défendre, le jour où on la leur prit. Ils l'introduisirent, sans savoir ce qu'ils faisaient, dans la maison dont les portes allaient prévaloir contre eux. Ils y entrèrent avec elle, et c'étaient leurs manies qui les y poussaient : l'amour des livres entraîna l'oncle Charles-Adolphe ; la passion du Vieux Paris M. Beau.

En l'île Saint-Louis, ce 23 avril 1907, en l'hôtel Léopolski, chez la comtesse Léopolska, il y avait fête et vente aux enchères d'un mil-

 — Voir *la Revue universelle* du 1er mai.

lier de livres rares légués par un Mécène polonais à la Bibliothèque polonaise. Un comité s'était formé pour doter cette institution périclitante d'ouvrages utiles, avec le prix des ouvrages agréables. Les invitations avaient été lancées au nom de la Société des étudiants polonais de Paris, et l'une de ces cartes imprimées sur laquelle brillaient les lions ailés des Léopolski portait l'adresse de M. Beau, rue Gît-le-Cœur. Il y avait de longues années que le professeur en retraite avait quitté la rive gauche pour s'installer rue de Ponthieu, dans le voisinage du coin Matignon. La lettre aurait pu se perdre, l'invité aurait pu négliger l'invitation ; elle le toucha et il s'y rendit. Plus que cela, il crut pouvoir l'étendre à Catherine, qui l'étendit d'elle-même à son oncle, le bibliophile. Sur l'enveloppe, l'écriture était celle de l'abbé Mésange, professeur bourguignon, collègue de M. Beau, comme lui répétiteur dans une famille étrangère et qui, de précepteur des jeunes Léopolski, était passé, avec le temps, bibliothécaire de cette maison. La vente était publique. L'hôtel où elle avait lieu datait de 1659. M. Beau le savait et tenait à le dire. Construit par l'architecte François Le Vau, à la fine pointe de l'île, il forme la proue de cette galère capitale dont l'hôtel Czartoryski serait la poupe.

« Qu'allions-nous faire dans cette galère? » dira quelques jours plus tard, trop tard, l'infortuné tuteur de Catherine. Jadis, quand ils allaient à la chasse aux livres, elle et lui, longeant le quai de la Mégisserie ou le quai aux Fleurs, ils avaient vu bien souvent cette maison toute en fenêtres, posée comme une lanterne sur l'eau, à l'endroit où le quai d'Alençon enfonce en plein fleuve son rectangle de pierre. Derrière le rideau des arbres si hauts en ce lieu, la Seine se mire dans ses vitres. C'est un moulin sans meule, une maison pour Mélusine, faite comme une clepsydre pour voir s'écouler le temps. Face pensive, elle regarde l'eau passer sous les ponts. Son plan est simple, en forme d'*A;* ses murs sont nus ; elle épouse exactement l'écart de la rivière. Faite pour voir, non pour être vue, elle porte un seul signe ; dans un médaillon, un homme-cheval se cabre. Les guides l'ont nommée : la maison du Centaure.

Catherine, le jour où elle y pénétra pour la première fois, la vit briller de loin, du plus loin qu'elle pouvait voir. En arrivant par le quai aux Fleurs, elle apercevait son jeu de miroirs à travers le feuillage irrité des trembles. M. Beau et l'oncle Charles-Adolphe lisaient le catalogue. Quand ils furent sur le pont Saint-Louis, ils entreprirent de discuter les mérites de Le Vau, et supputèrent le grand nombre de transformations que son ouvrage avait subies depuis qu'il était sorti de terre. En approchant, M. Beau fit remarquer

à son élève que les appuis des fenêtres dataient du Directoire. Ils figuraient quatre flèches fichées dans un même cœur. Parmi la foule des amateurs de livres anciens, composée principalement d'hommes âgés aux dos arrondis, Catherine et ses deux gardiens pénétrèrent sous la voûte de l'hôtel. Un courant d'air en spirale aidait, presque autant que la rampe, ceux qui montaient l'escalier d'honneur à en gravir les rudes marches. M. Beau affirmait en gémissant qu'il était de 1659. Sur le seuil d'un grand salon dédoré, Catherine s'arrêta. Le soleil qui se jouait sur la Seine envoyait au plafond ses reflets dansants. Au-dessus des têtes pressées des acheteurs, les vitres pures laissaient voir le ciel, les arbres et l'eau. Catherine courut plutôt qu'elle n'alla vers une fenêtre ouverte, comme si quelqu'un du dehors l'y avait appelée. Elle mit ses mains sur la barre d'appui. On eût dit, tant l'attirait la beauté du fleuve, si singulière en cet endroit, que non seulement elle embrassait la vue, mais qu'elle en était embrassée. La fraîcheur de l'eau lui baignait le visage. Elle n'entendit pas venir un homme qui la regardait. Il s'approcha. L'ayant surprise qui jouissait de la vue, il désira se substituer au paysage. Pour détourner sur lui son attention profonde, il l'appela : « Mademoiselle ! » Il lui dit qu'elle salissait ses gants. La fumée des remorqueurs encrassait l'appui des fenêtres ; il disait n'importe quoi d'une voix douce, rien que pour attirer sur lui ce regard magnifique. C'était son droit de lui parler, elle était dans sa maison. Elle y était entrée en compagnie de deux vieux hommes mal habillés. Qui pouvait-elle être? Une jeune élève du Conservatoire? Un de ces miracles parisiens, princesse de Racine, née dans une arrière-boutique? Il tira son mouchoir et se mit à essuyer la barre d'appui, les flèches, le cœur, noirs de suie, pour qu'elle s'y appuyât sans dommage. Elle laissait faire ce serviteur inconnu qui s'empressait pour elle. Il avait réussi à captiver son attention. Elle ne regardait plus la Seine, mais lui. Elle vit d'abord qu'il avait l'air triste. Lorsqu'elle s'accouda de nouveau à la fenêtre, il s'accouda aussi. On entendit sonner quatre heures. Il lui nomma les carillons : Saint-Gervais, Saint-Louis-en-l'Ile, le Palais de Justice, l'Hôtel de Ville, et le dernier, le plus lent : Notre-Dame.

M. Beau, dans la foule, causait avec l'abbé Mésange, la face levée sur un plafond de Le Brun, retouché sous la Restauration. Émoustillé par l'odeur des vieilles reliures, l'oncle Charles-Adolphe avait ôté son lorgnon pour mieux regarder les livres : sa courte vue lui donnait prétexte à les flairer de près, voluptueusement. L'œil nu, il lisait avec son nez. Ce fut pourtant lui qui, le premier, aperçut Catherine en danger. Voulant lui montrer une édition introuvable du

Banquet des sophistes, il la chercha autour des consoles où les livres étaient exposés. Ne la voyant pas, il crut que la foule l'avait séparée de lui et qu'elle était peut-être dans les salons voisins, en train de visiter l'hôtel sous la conduite de M. Beau. Il remit son lorgnon, heurta dans une porte son rival pédagogique qui examinait le décor d'une serrure de Moreau, demanda où était sa nièce, sema l'inquiétude, la récolta, revint sur ses pas et finit par découvrir Catherine en conversation avec un inconnu. A cette vue, il rougit de fureur, il plaça sur son nez son lorgnon en bataille et courut sus à l'ennemi. Il gourmanderait sa nièce, il l'emmènerait. Au même moment un remorqueur passa, emplissant l'air du hurlement de sa sirène. Catherine se boucha les oreilles. Prompt aux manœuvres mondaines, le jeune homme s'était esquivé. Il revint, secondé par l'abbé Mésange ; en route, il s'était fait présenter à M. Beau. On le nomma successivement à l'oncle et à la nièce : le comte Adam Léopolski.

Miracle des opérations mondaines ! Trois mots avaient suffi à faire d'un étranger une connaissance ! Désormais, il n'y avait plus de pouvoir au monde, ni de raison qui l'empêchassent de parler à Catherine. Il y a des noms qui ne disent rien quand on les entend pour la première fois, et ce sont les plus honnêtes : d'autres, puissants comme des incantations, parlent de pays, de rivières, de batailles, évoquent des morts. Dès qu'on l'eut nommé, Adam Léopolski se tut avec grâce, laissant parler pour lui les malheurs de la Pologne. Pour toucher, pour intéresser, il n'avait plus grand'chose à faire. Léopolski, comme Czartoryski, pour des oreilles parisiennes, ce sont d'abord de vieux hôtels en l'île Saint-Louis, où de nobles exilés attendent la reconstitution de la patrie, en regardant l'eau couler sous les ponts. Catherine, qui avait l'imagination historique, crut savoir pourquoi cet homme plein de jeunesse, de force et de beauté avait l'air si triste. Elle se dit : « C'est un Polonais ! »

« Suzanne et les deux vieillards ! » pensa-t-il, après avoir entendu prononcer leurs trois noms, qui ne lui disaient rien. Pour princier que fût celui de Catherine, il était à Léopolski ce que sont les chemins de fer d'intérêt local aux grands express européens. Hors des pays danubiens, où ce nom avait été d'utilité publique, vers la fin du dix-huitième siècle, on l'ignorait profondément, Il n'en allait pas de même pour Dragomir. Les tribulations politiques ayant amené pour un temps l'exil de cette famille, riche en filles bien dotées, elle avait essaimé au loin, en France, en Italie, en Autriche, voire en Angleterre. Si Catherine, au lieu du nom paternel, eût porté celui de sa mère, nul doute qu'Adam Léopolski, initié dès l'enfance aux secrets de l'Internationale nobiliaire, ne l'eût aussitôt reconnue pour une de

ces filles dangereuses qu'il faut que l'on épouse. Telle qu'il la voyait, d'un visage qui ne pouvait que devenir célèbre, mais escortée par des vieillards piteux, il continua, la présentation faite, à croire qu'il se trouvait en présence d'une belle ingénue de théâtre, accompagnée par ses régisseurs, son oncle de province, ou son professeur de piano. Il se livra donc à toutes les extravagances que lui inspirait ce désir subit dont il portait le masque, tristesse des voluptueux, que Catherine confondait avec le désespoir patriotique. Il confia l'oncle à l'abbé Mésange pour qu'il l'assistât au moment des enchères. Il s'en fut, avec Catherine et M. Beau, faire un tour du propriétaire, qui les mena jusque sur les toits de l'hôtel Léopolski d'où l'on découvre une vue fameuse. Les moires de la Seine, les quais majestueux, l'horizon capétien, tout cela semblait appartenir au maître de cette maison d'angle. Mais il donnait à Catherine la préférence sur ce qu'il possédait en ne la quittant pas des yeux. Son regard incessant la questionnait. A quel propos? Elle n'aurait su le dire. Et comme il lui faisait une sorte de demande muette et continue, le moindre des regards qu'elle lui donnait prenait la force d'une réponse. Il eut avec elle ces façons de mendiant, ces airs humbles, qui sont les vrais airs séducteurs. L'empressement craintif d'un esclave était dans sa manière avec les femmes. Chez un orgueilleux congénital, cette servilité soudaine commandée par l'instinct le plus fort, effrayait presque. Il se rattrapait, par ailleurs, en insolence avec les hommes. Lorsqu'il reconduisit la jeune visiteuse jusqu'à la rue, il la salua bien bas. Il était résolu à ne se séparer d'elle que pour la mieux rejoindre.

Elle quitta le quai d'Alençon ayant la conscience légère d'une bienfaitrice qui vient de visiter un pauvre à domicile. Elle gardait le sentiment agréable d'avoir été bonne. Une allégresse inconnue lui donnait cette grâce ailée qui fait dire qu'on marche sur les nues. Ses deux gardiens cheminaient plus lourdement. L'oncle Charles-Adolphe, chargé de livres, était mécontent sans savoir pourquoi. M. Beau, chargé d'infirmités et de notes historiques, n'était guère plus satisfait. Ils suivirent le quai aux Fleurs. A la hauteur de la rue des Ursins, ils hélèrent un fiacre. Le cocher, qui allait remiser, refusa de les conduire. C'est alors qu'Adam Léopolski survint, menant son automobile. De ses fenêtres qui commandent les deux rives de la Seine, il les avait suivis des yeux ; il avait vu quel chemin Catherine et ses compagnons allaient prendre. Et, sans hésiter, il s'était jeté à leur poursuite. Il s'arrêta net au bord du trottoir, et s'offrit à les reconduire. La joie de Catherine fut vive. Jamais encore elle n'était montée dans une voiture sans chevaux. L'oncle Charles-Adolphe, frileux et n'aimant pas les inventions modernes, commença par un

refus. Mais Catherine avait pris la figure qu'elle faisait à sept ans, lorsqu'elle voulait aller dans la voiture aux chèvres, et M. Beau ne résistait jamais à cette figure-là. Le séducteur comprit que pour avoir la nymphe, il lui faudrait enlever aussi les deux gardiens. Il insista, fit constater à M. Beau l'absence de fiacres sur les quais à l'heure de l'absinthe, promit à l'oncle d'aller doucement, à Catherine qu'il irait vite ; tous trois montèrent. Devenu leur cocher, Adam Léopolski demanda tout naturellement leur adresse : 14, rue Matignon. Il se crut bien avancé. L'automobile partit à une allure qui sembla folle aux nouveaux occupants. L'enlèvement se faisait au crépuscule. Dans Paris en cendres, les réverbères passaient comme des étincelles, les fenêtres éclairées, comme des tisons. Emportés par ce torrent cendreux, l'oncle criait : « Pas si vite ! » M. Beau se prenait à remarquer dans le vent que Chateaubriand avait prophétisé les automobiles, et qu'il les nommait « des chaudières errantes ». Catherine, riant de plaisir, maintenait des deux mains son chapeau, et ressemblait à une fleur de falaise assaillie par le vent de mer. Ils traversèrent la Seine. Sur le pont d'Arcole, le courant d'air changea de direction. Catherine perdit prise, son chapeau fleuri s'envola. Il s'en fut tomber dans l'eau tourbillonnante, entre les piles du pont, et sembla marquer un instant, sur le fleuve, la place d'Ophélie. Adam Léopolski arrêta la voiture, fit à la belle décoiffée de touchantes excuses, lui offrit son cache-nez, mit l'automobile au pas, et pensa qu'il tirerait parti de l'incident. Quand ils arrivèrent rue Matignon, l'aspect de la maison acheva de le rassurer : Catherine logeait dans un vieil immeuble de pauvre apparence.

Le lendemain, au réveil, l'alarme était donnée : une forte odeur de fleurs envahit le coin Matignon. Un domestique remit entre les bras de Maria Robinet, qui en tombèrent, une boîte en carton, cachée dans une corbeille géante. Un chapeau y était enseveli sous les roses. Une lettre l'accompagnait. Bien qu'elle portât l'adresse de sa petite-fille, ce fut la princesse Catherine qui l'ouvrit, et prit la peine d'y répondre. Elle renvoyait au donateur les fleurs, la lettre et le chapeau. Elle signa. Quand Adam Léopolski lut cette signature, il pensa devenir fou. Il courut chez sa tante La Feuillade, née princesse Dragomir. Ce nom devait être usurpé. La maison qu'il avait entrevue permettait d'espérer, à défaut d'une naissance illégitime, une aventurière et, pour le moins, une déclassée. La famille Dragomir était fort riche : cela se savait en Europe. Mme la duchesse de La Feuillade était absente de Paris. Elle resterait dans le Gard jusqu'au dimanche de Quasimodo, disait son concierge.

Désespéré, Adam s'en fut chercher l'abbé Mésange, et l'envoya

aux renseignements chez M. Beau. L'abbé revint, rapportant les pires nouvelles : la dame qui logeait 14, rue Matignon, à l'entresol, était bien la princesse Dragomir, fille du dernier prince régnant de Moldavie, épouse légitime, et pas même divorcée, du prince Jean. Elle vivait à Paris par plaisir, et dans la retraite par goût. Sa petite-fille y vivait avec elle. Pas trace d'irrégularité à relever dans son acte de naissance, pas la moindre petite tare et, comble de malheur, ces dames n'étaient même pas ruinées ! Peu s'en fallut que les raisons mêmes qui empêchèrent jadis Louis Philipon d'épouser la pauvre Marie ne vinssent s'interposer entre Catherine et le comte Léopolski ! Si la fortune et la naissance avaient fait reculer le fils du professeur, elles faisaient peur tout autant à l'héritier d'une immense fortune polonaise. Jusqu'alors Adam n'avait sollicité que deux sortes de femmes : celles qu'on n'épouse pas, et celles qui sont déjà épousées. Grâce à cette règle de conduite, il était arrivé à l'âge de trente-huit ans sans perdre une liberté dont il était l'esclave. Prisonnier qui ne se fait délivrer que par le gardien d'une autre prison, il allait, de menottes en menottes, toujours pris, toujours garotté, et sa vie, que sa famille comparait à celle d'un papillon, ressemblait à celle d'un forçat que suit un long bruit de chaînes.

Dès qu'il eut vu Catherine, Adam Léopolski souhaita d'être asservi par elle. Il n'aperçut pas d'emblée le piège que lui tendait le sort. Il ne se tint pas pour battu. Il considéra bientôt, avec une espèce de satisfaction, l'inconvenance qu'il avait commise. Elle lui créait le devoir de s'excuser au plus vite et, par là, lui donnait le moyen de pénétrer rue Matignon. Il écrivit une lettre sincèrement désespérée, signalant l'absence de Mme de La Feuillade, parente commune qui, si elle se fût trouvée à Paris, n'eût pas manqué d'intercéder auprès de la princesse Dragomir pour obtenir le pardon de son neveu. De ce pardon, il avait besoin pour vivre. Son exaltation était vraie. Depuis vingt-quatre heures, il se promenait du haut en bas de sa maison, la visitant comme Catherine l'avait visitée, regardant la Seine complice et serrant sur sa bouche le cache-nez qui avait touché le cou de la jeune fille. Il fut son propre messager, porta sa lettre rue Matignon, la laissa entre les mains de Mme Fenouil, s'étonna encore une fois de la misère de cette sombre maison, et dit qu'il reviendrait dans une heure chercher la réponse. Il passa cette heure, errant sur les bas-côtés des Champs-Élysées, à s'imaginer Catherine mariée à l'un de ses cousins pauvres, et devenue sa maîtresse ; puis Catherine, en possession d'une voix d'opéra, partant avec lui pour l'Amérique ; plus simplement, il l'emmenait à Versailles ; elle perdait encore une fois son chapeau fleuri ; les cheveux au vent, ils continuaient la course.

Il connaissait une maison où on l'attendait toujours : c'était la demeure d'une femme qu'il avait aimée. Docile aux transformations imaginaires, elle était changée en une hôtesse-servante dont la présence ne gênait pas. Il se souvint avec plaisir d'une chambre à coucher dont les rideaux de perse pâle se coloraient de rouge, comme certains coquillages, aux premiers rayons du soleil. Il n'y avait aucun lendemain aux jours heureux qu'il y vivait avec Catherine. Son pouvoir d'invention ne s'étendait jamais que sur une semaine ; au delà, il n'imaginait plus rien. Il quitta cette nef à ciel ouvert, les Champs-Élysées, où le crépuscule se prolonge. Le jour mourut subitement quand il entra rue Matignon. Sous la porte cochère, il faisait nuit. Aux lueurs avares de sa lampe, Mme Fenouil tricotait. Elle cria : « Vous pouvez monter ; l'entresol, la porte à droite ! » Dans l'escalier, un papillon de gaz battait des ailes. pris par l'ombre. Tâtonnant, saisi par l'odeur de misère et de soupe, Adam Léopolski pensa : « *Mehr licht!* » Cependant cette obscurité, cette pauvreté qu'il lisait sur les murs n'étaient pas pour lui déplaire. L'abbé Mésange s'était trompé, la vieille femme qui vivait ici ne pouvait être l'authentique princesse Dragomir.

Renaissant à l'espoir, il tira sur le cordon de sonnette en passementerie. Maria Robinet parut. Elle avait cette physionomie soupçonneuse des servantes dont les maîtres ne reçoivent jamais ; elle ferma la porte derrière lui et, silencieuse, le précéda. Il s'attendait à voir Catherine, parce qu'il était ému.

A son entrée, Madame Princesse se leva. Adam Léopolski ne vit plus rien de ce qui l'entourait, ni la vieille table de palissandre avec les tiroirs étiquetés, ni les fauteuils usés, ni les lampes Carcel, ni aucun des pauvres objets qui formaient le décor de cette vie inexplicable. Il sut d'emblée qu'il se trouvait en présence d'une femme possédant cette sorte d'usage qui s'hérite et ne s'apprend pas. A la fois timide et sûre d'elle-même, la princesse Dragomir le fit asseoir près d'elle, lui parla de sa grand'mère, la maréchale, qu'elle avait connue, du bel hôtel de l'île Saint-Louis, des trésors d'art de Zamosc, une résidence que l'Europe entière enviait aux Léopolski. Il fut aussi peu question de l'envoi du matin, que si fleurs, lettre et chapeau eussent été adressés, non pas à sa petite-fille, mais à une danseuse de l'Opéra, inconnue de cette grande dame. Il essaya de formuler une invitation qui fut refusée d'emblée, avec un sourire. La princesse ne sortait jamais. Il demanda des nouvelles de Catherine, apprit qu'elle se portait bien et, sur cette assurance, sentit qu'il ne lui restait plus qu'à prendre congé.

En descendant l'escalier noir, il pensa qu'il aurait dû provoquer

une explosion de gaz, mettre le feu à cette baraque pour en faire sortir sa beauté. Il se vit la sauvant, parmi les flammes et les décombres ; il la tenait à pleins bras. Cette image le fit tressaillir. D'incendiaire, il devint meurtrier ; avant qu'il eût atteint la porte, la princesse Dragomir s'affaissa, frappée d'apoplexie ; il se vit présentant ses condoléances à sa petite-fille, demeurée seule au monde.

Quand il se retrouva dans la rue, il pleuvait. Un instant, il désespéra de sa chance. Comment rentrerait-il jamais dans cette maison d'où il venait d'être congédié si poliment? Il sentit qu'il devait imaginer quelque chose, faute de quoi il perdrait l'envie de vivre. Il enverrait l'abbé Mésange, il enverrait sa tante La Feuillade rue Matignon, dire quoi? Il n'en savait rien : ou plutôt, si, il le savait : dire à la princesse Dragomir qu'Adam Léopolski voulait séduire sa petite-fille. Et c'était tout! Jamais il n'avait été si malheureux. Il alla chez sa maîtresse et se montra tel qu'il était réellement, désespéré. Il voulut dîner avec elle, ne sachant rester seul dans l'état où il se trouvait. Cette femme qui l'aimait passionnément, sentant qu'il cherchait un refuge plutôt qu'une présence, comprit qu'elle allait le perdre. Elle se mit à pleurer, sans autre motif, et il la quitta, ne pouvant supporter un chagrin dont il était l'auteur, et non l'acteur. Ce soir-là, comme il lui arrivait chaque fois qu'une femme le prenait à une autre femme, et qu'il avait peur, il télégraphia à sa mère pour qu'elle vînt à son secours. La comtesse Léopolska ne mit que trois jours à quitter la Pologne ; en moins d'une semaine, elle fut à Paris. Elle n'eut besoin que d'une heure pour confesser son fils, comprit que sa nouvelle passion s'exaspérait de ce que, pour revoir Catherine, il en était réduit à la guetter dans la rue, rassembla ses souvenirs, découvrit qu'elle était petite-cousine du prince Jean, et pensa que cette fois, en y mettant un peu d'audace, enfin elle marierait son fils.

CHAPITRE VI

On épouse un Polonais.

Elle ne confia son projet qu'à l'abbé Mésange, Cassandre en soutane, génie naïf, toujours vrai, jamais obéi. Il voulut l'en dissuader.

— Madame, lui disait-il, pouvez-vous croire que monsieur votre fils se fixera, fût-ce le temps nécessaire à la publication des bans?

Elle répondit :

— Nous aurons des dispenses!

L'abbé porta sa main à sa houppe, flamme capillaire qui indiquait

sur sa tête, sinon la venue de l'Esprit Saint, du moins la présence de l'esprit de repartie :

— Madame, dispenserez-vous le vent de souffler, les nuages de courir? Dites qu'il y aura promesse de mariage entre le comte Léopolski et l'eau, l'air, le feu, un élément, mais pas une pauvre jeune fille !

Il connaissait le cœur de son ancien élève, et savait comment, adjuré de se marier depuis qu'il en avait l'âge, Adam fuyait ce devoir de passion en passion. Majeur à dix-huit ans, comme sont les rois, il avait pris sa course. Passé la trentaine, il courait encore. Où s'arrêterait cette fuite éperdue qui était en lui, dans ses yeux fuyants, dans sa tête rejetée en arrière, narines ouvertes, oreilles couchées, cheveux blêmes aplatis par les caresses ou par le vent? Sa mère croyait que cette fois-ci, en jetant au travers de sa route cette fille trop bien gardée, la Providence s'en était mêlée. L'abbé pensait qu'elle ne s'en mêlerait pas longtemps. Mal ou bien, il fallait faire vite. La comtesse Léopolska, infatigable lorsqu'il s'agissait de son sang, gravit les cinq étages qui menaient chez M. Beau, et ne recula même pas devant un mensonge. Elle dit qu'elle était pressée par son fils de demander Catherine en mariage. Mais elle voulait le faire à bon escient. Qui pouvait la renseigner mieux qu'un ancien précepteur, devenu l'ami de la maison? Elle se fit raconter l'histoire des dames Dragomir. Ému, M. Beau célébra les merveilles de la princesse Catherine, lamenta le sort de la pauvre Marie, et donna l'impression qu'il était un vieux fou. La visiteuse ne retint même pas le nom tronqué de M. Lescaut, qu'elle tenait pour un anarchiste. Elle donna l'adresse de l'abbé Mésange dans le cas, qui lui paraissait improbable, où l'on voudrait des renseignements sur la famille Léopolski, et se retira en déclarant qu'elle irait rue Matignon la semaine suivante. Sur le palier, elle se ravisa, demandant, comme un dernier détail sans importance, l'adresse du grand-père, le prince Jean. De retour quai d'Alençon, elle s'enferma dans sa chambre, et se mit à son buvard. Comme toutes les personnes de sa sorte qui se disent retirées du monde, Léonille Léopolska entretenait avec la terre entière d'actives correspondances. Elle écrivit d'abord à sa cousine La Feuillade, pour la prier d'avancer son retour à Paris. Elle lui confia qu'elle croyait enfin son fils en humeur de se marier. Un bal blanc, rue Saint-Dominique, lui permettrait de revoir toutes les jeunes filles de leur parenté, et plus particulièrement ses cousines d'Entragues et de Dombes, petites-filles de Mme de La Feuillade. Elle écrivit une lettre-circulaire, pareille à ces notes diplomatiques que toutes les chancelleries reçoivent, à ses trois filles aînées qu'elle avait mariées dans trois pays différents : la première en Russie, la seconde en Alle-

magne, la troisième en Autriche, ce qu'Adam Léopolski nommait : le nouveau partage de la Pologne. Elle leur annonçait l'événement désiré, et leur enjoignait de se tenir prêtes. Elle écrivit aussi à sa quatrième fille, surnommée la Papalina, pour avoir épousé un prince romain, camérier secret du pape. C'était pour les dispenses. Elle écrivit à sa cinquième fille, prieure du couvent de Raguse qu'elle avait accordée à Dieu. Elle écrivit de la même encre à la belle Mme Guyon, la maîtresse régnante d'Adam, femme de l'ambassadeur de France à X..., en congé à Paris. Elle la quêtait pour une œuvre paroissiale dont elle était patronnesse. Par là, elle lui faisait connaître sa présence quai d'Alençon : c'était pour l'alarmer. Elle termina son courrier par un chef-d'œuvre d'audace : la dernière de ses lettres était adressée au prince Jean. Elle commençait par ces mots : « Mon cousin, » et se terminait par une demande en mariage formelle, faite au nom d'Adam Léopolski, prétendant éventuel au trône de Pologne, qui n'en savait rien.

*
* *

Toutes ses ruses réussirent. Pas un fil de sa trame ne se rompit. Ses mensonges, qu'elle nommait des « anticipations », ramenèrent rue Saint-Dominique Mme de La Feuillade, grisée d'espoir pour sa descendance. Le bal blanc fut annoncé. Le prince Jean quitta la Moldavie et tomba rue Matignon pour apporter son consentement. qui allait de soi ; les quatre sœurs d'Adam se tinrent prêtes à rallier Paris au premier signe, et la belle Mme Guyon fut suffisamment alarmée. La présence de la comtesse Léopolska, qui passait à Vienne pour détester Paris, ne faisait qu'assombrir ses pressentiments. Une femme qui aime n'est jamais trompée. Aussi le mot qui exprime la chose n'est-il d'usage courant que pour l'homme. Affligée de seconde vue, comme toutes celles dont l'amour se retire, la belle Mme Guyon ne manqua pas de se conduire tout comme l'espérait la comtesse Léopolska. Elle cria avant d'être frappée. En faisant à son amant des scènes déchirantes et prématurées, elle précipita l'événement qu'elle craignait le plus. Et lui, qui se figurait que ses cris auraient le pouvoir mystérieux d'effrayer son nouvel amour, d'éloigner l'ombre timide de Catherine, à laquelle nuit et jour il tendait les bras, il essaya d'étouffer la voix de sa maîtresse et eut envie de la tuer pour la faire taire.

Il était dans ces dispositions quand sa mère, dont il ignorait les manœuvres, lui annonça qu'elle avait vu Catherine, et qu'elle l'avait fait inviter au bal La Feuillade. Adam se précipita rue Saint-Dominique pour revoir celle qu'on lui avait si longtemps cachée. Il y

allait sans projets, presque sans espoir. Dès le seuil, le prince Dragomir lui serra la main avec l'empressement contenu d'un chef de famille auquel on offre une belle alliance, en échange d'une autre, non moins belle. Adam se fraya passage à travers le groupe des jeunes filles qui l'entouraient et cherchaient à le retenir, sur le conseil de leurs mères. Enfin il rejoignit Catherine dont la présence lui était signalée, au bout d'un salon, par une foule d'hommes en rumeur. Comme elle ne savait pas danser, il s'assit auprès d'elle et n'en bougea plus. Catherine, n'ayant aucune habitude du monde, ne pensa pas à se lever pour rompre cet entretien qui l'isolait, tout en faisant d'elle le centre de l'intérêt général. Son grand-père, croyant la demande faite, rejoignit les joueurs au fumoir.

La comtesse Léopolska, sentant qu'elle touchait au but, propageait la nouvelle du mariage à travers la fête, réclamant le silence. Il se fit par le chuchotement général. Les hommes qui avaient admiré Catherine à son entrée dans le bal, s'éloignèrent, pensant qu'ils reviendraient dans trois ans. Ils se retiraient avec la pensée qu'ils auraient à la consoler. Dans le clan des jeunes filles, une ligue fut fondée sur-le-champ. Cette ligue avait pour but d'exclure Catherine. D'où? Et de quoi? On n'aurait su le dire. Les ligueuses se défendaient, tout simplement. Mlles d'Entragues et de Dombes prirent la tête du parti. La ligue, selon la règle ordinaire des cabales, devait commencer par infirmer l'adversaire, en lui imputant à crime d'être née hors de la communauté. Elle fut appelée « la Valaque ».

Catherine avait cru que d'aller dans le monde, ce serait connaître un grand nombre de ces personnes aimables qui lui souriaient dans la rue. Elle resta seule avec Adam Léopolski jusqu'au matin.

Il apprit par le journal du lendemain qu'il s'était fiancé la veille. Sa mère joua la surprise : voulait-il qu'on démentît? Dans ce cas, c'était facile : il suffirait d'écrire une lettre à la rédaction et de renoncer à revoir Catherine. Déjà, il ne le pouvait plus. Dans la sauvagerie du réveil, il venait de sentir la nécessité du rapt. On l'organisa pour lui, à la manière dont on organise les rapts, dans une société policée. La rapidité des préliminaires parut n'indiquer, aux yeux de tous, que la hâte de l'amour ; elle était commandée par la crainte que le ravisseur n'interrompît sa poursuite. La comtesse Léopolska savait d'expérience à quelle vitesse son fils passait d'un ravissement à un autre : par ses soins, toutes les démarches d'usage furent précipitées. Elle multiplia les engagements. Catherine, déjà demandée en mariage, fut redemandée et, cette fois, par Adam lui-même, à son tuteur, à son précepteur, à ses grands-parents. Elle fut accordée avec orgueil par le prince Jean, avec résignation par la princesse Catherine, avec

émotion par M. Beau. Seul, l'oncle Charles-Adolphe demeurait intraitable. On n'obtint de lui qu'une sorte de consentement négatif. « On n'épouse pas un Polonais, disait-il. Je ne sais d'où sort ce monsieur. » On lui représentait en vain qu'Adam Léopolski sortait de l'Histoire, et qu'il y entrerait peut-être, étant l'héritier des Jagellons, le descendant des rois de Pologne et de France, le petit-neveu de la princesse de Lamballe, l'arrière-petit-fils adultérin de Louis XV ; il traitait ces assertions d'amusettes pour historiens, bonnes tout au plus à divertir l'esprit frivole de M. Beau. Que le prétendant fût le titulaire d'un des plus riches majorats d'Europe ; qu'il possédât plus de terres qu'homme au monde et, dans Paris, le plus curieux, sinon le plus bel hôtel qui fût entre les deux rives, cela n'était pas pour éblouir l'anachorète du quartier Latin. Il persista dans l'opinion que sa nièce allait prendre pour mari le premier Polonais venu. Mais il comprit qu'il ne l'en dissuaderait pas. Catherine était éprise de bien des choses, et se croyait éprise d'Adam. Comme il n'arrive qu'aux filles vraiment pures, elle ne savait pas qu'elle eût des sens. Elle en fut saisie, et les prit pour les mouvements de son cœur.

CHAPITRE VII

La famille dynastique.

Pendant un mois, Maria Robinet, qui tenait les bonnes odeurs pour mauvaises, et l'excès en tout pour défaut, défendit la chambre de Catherine contre les lis, les gardénias et les tubéreuses, contre les orchidées surtout, ces fleurs diaboliques qui tirent la langue, qui montrent les cornes et qui coûtent des fortunes. Madame Princesse n'en voulait pas non plus dans son salon. Les gerbes finissaient par s'accumuler dans l'antichambre, à l'office, et jusque dans la cuisine d'Angèle. Mme Fenouil, qui voyait entrer ces monceaux de fleurs, et les voyait sortir, trois jours après, dans la boîte à ordures, confiait aux servantes que les gens s'arrêtaient dans la rue pour lui demander s'il n'y avait pas un mort dans la maison. Vieilles Françaises que le luxe et l'abus scandalisent, elles tombaient d'accord pour dire que des fleurs comme ça, à n'en savoir que faire, ce n'était ni beau ni honnête.

Il y eut une mort, mais ce ne fut pas dans la maison. La belle Mme Guyon, en apprenant ce que tout le monde savait, ce qu'elle-même avait su avant tout le monde, se trouva incapable de soutenir l'idée de son malheur multipliée à l'infini, et comme elle était une fille

du peuple, élevée aux honneurs de la République par la passion d'un ministre radical, elle fit, tout ambassadrice qu'elle était, une fin de couturière en chambre, et s'alla jeter dans la Seine. Le scandale dépassa les frontières de la France ; des dépêches chiffrées le répandirent de chancellerie en chancellerie, jusqu'aux extrémités de la terre, mais il ne passa pas les bornes idéales du coin Matignon. Les lettres anonymes demeurèrent dans les buvards : le nom de la princesse Dragomir n'était pas dans le *Tout-Paris*. Il fallut d'autres malheurs, et des amies, pour apprendre à Catherine que son mariage avait causé la mort d'une femme. La comtesse Léopolska fut offusquée par cet événement qu'elle n'avait pas su prévenir. Elle avait l'habitude d'aider son fils dans ses ruptures avec des femmes de la bonne société. Elle pensa qu'Adam avait eu de la malchance en s'attachant à une créature dénuée de principes. Un détail, révélé par les journaux, la scandalisa : le jour qu'elle se noya, Mme Guyon avait été vue par son concierge sortant de chez elle sans chapeau. Un tel manque de tenue chez une personne qui avait eu, à Vienne, le pas sur elle, la dispensait de toute pitié : cette mort était celle d'une femme sans naissance. Si l'une des maîtresses d'Adam, au moment d'être quittée par lui, faisait mine de vouloir le retenir, sa mère avait coutume de dire, en maître d'équipage qu'elle était : « Mauvaise amazone ; quand le cheval la désarçonne, elle éprouve le besoin de se faire traîner ! » Mme Guyon la déroutait par la manière qu'elle avait eue de terminer sa chute. Fort du souvenir des libéralités dont il accablait la femme désirée, pendant qu'il la désirait, Adam avait une façon à lui d'arrêter la dépense avec l'air de dire à qui le quêtait encore : « Passez, pauvre femme, on vous a déjà donné. » Celle-ci ne lui tendrait pas une main inutile. Dans toutes les femmes que son fils avait abandonnées, la comtesse Léopolska poursuivait de sa longue haine celles que son mari lui avait jadis préférées. Elle leur appliquait la loi du talion, à deux et même trois générations de distance. Un homme, né d'elle, la vengeait des femmes. Adam se demanda s'il n'était pas, en quelque sorte, frustré par cette mort d'une douceur à laquelle on l'avait accoutumé. Dès qu'il perdait son amour, ses maîtresses aussitôt lui donnaient leur souffrance. Il y trouvait une espèce de compensation.

Le remous mondain fut de courte durée. Le trouble d'Adam s'effaça encore plus vite. Son mariage faisait diversion. Déjà ses sœurs arrivaient pour ses noces des quatre pays où elles entretenaient son culte. Elles le considéraient avec une admiration quasi-superstitieuse. Elles savaient que, seule, la venue au monde de cet enfant posthume avait pu leur assurer, après la mort de leur père, le séjour

fastueux de Zamosc, et la fortune qui s'y rattachait. Elles respectaient en leur frère la majesté de la loi salique, et son compte en banque ; elles étaient, depuis l'enfance, les servantes éblouies de ses volontés, et, vertueuses, elles révéraient dans sa vie dissolue la tradition du roi Louis XV, dont elles étaient les descendantes énamourées.

Quand elle apprit le suicide de Mme Guyon, la Papalina, qui avait de l'esprit et des lettres, surnomma l'hôtel du quai d'Alençon « la Tour de Nesles ». En y descendant, elle salua son frère par des bouffonneries tirées de ses lectures. « Combien la Seine a-t-elle charrié de cadavres aujourd'hui? Deux ou trois, comme d'habitude !... »

Adam ne sut s'il fallait rire ou se fâcher. Dans le fond, il était flatté.

*
* *

Tout alla bien, puisque tout allait vite. L'abbé Mésange, chargé de faire la conversion de Catherine, la trouva toute faite. Cette schismatique abjura son schisme avec d'autant plus de facilité qu'elle avait appris le *Credo* de Maria Robinet, et n'en connaissait pas la variante. Le *filio que*, à quoi se réduit toute la différence, lui parut une question de grammaire. Elle écartait volontiers l'idée de recevoir la bénédiction nuptiale des mains de ces mages barbus et dorés qui lui avaient fait peur, lors de l'enterrement de sa mère. Le prince Jean trouva tout naturel que sa petite-fille, en entrant dans une famille qui avait régné sur la Pologne, embrassât la religion d'État de ce pays. On ne sait qui vit ni qui règne. Dans une maison où il y a eu un trône, nul ne peut jurer qu'on n'y remontera pas. Madame Princesse, qui avait de la philosophie, et M. Beau, qui était catholique, ne voyaient pas d'inconvénient à cette abjuration qu'exigeaient les Léopolski. Seul, l'oncle Charles-Adolphe, étant libre penseur, se fâcha ; il trouvait inconvenant qu'on fît changer de religion à sa nièce ; il se méfiait de l'Église qui rend indissolubles des mariages dont la nature lui paraissait d'être dissous ; il était pour la politique conjugale des portes ouvertes ; on ne l'écouta pas, on n'écouta pas non plus l'abbé Mésange, qui les voulait mieux fermées.

Ce prêtre s'éleva contre le danger du vice de forme qu'on encourait en ne célébrant pas les noces à Saint-Philippe-du-Roule, paroisse de la jeune fille. Mais il se heurtait à la volonté de gloire des Léopolski : il leur fallait la chapelle des Invalides. Pour l'obtenir, on fit valoir auprès du gouverneur militaire de Paris qu'Adam descendait du premier Polonais, maréchal de France, tué à l'ennemi. Les autres raisons ne furent pas données, par convenance, bien qu'elles leur

parussent encore meilleures. Les sœurs d'Adam souffraient de lui voir prendre femme dans l'entresol de la rue Matignon. Sortie de là, comme Cendrillon de sa cuisine, il fallait que Catherine passât, le jour de ses noces, de l'obscurité à la lumière, par cette porte haute que domine l'image du grand roi, caracolant. Ces dames pensaient que lorsqu'on descend de Louis XV, on ne peut s'empêcher de descendre aussi de Louis XIV : *Nec pluribus impar.* Les époux recevraient la bénédiction apostolique à l'ombre des drapeaux enlevés à l'Europe, devant l'autel qui prend jour sur le tombeau de Napoléon, leur parent, par les femmes. Les Léopolski croyaient qu'aux Invalides seulement le mariage se ferait en famille. Mais devant l'opposition formelle du gouvernement de la République, ils changèrent d'avis, et donnèrent leur préférence à Saint-Louis de Versailles. Le style du clocher de cette église, bâtie par le Bien-Aimé pour la reine polonaise, était celui du clocher de Zamosc, et cela les flattait. Le jour des fiançailles, Adam avait mis au doigt de Catherine une petite bague assez laide, mais historique. C'était celle même donnée par Louis XV à Mme de Novelet, dont la fille, légitimée de France, en devenant, par son mariage avec le grand Léopolski, la propre nièce de Marie Leczinska, devait mêler dans la suite le sang de la maîtresse à celui de l'épouse, et la race de saint Louis à la race d'Adam. Ces choses furent expliquées à Catherine par la comtesse Léopolska, gardienne de la tradition. L'élève de M. Beau se croyait revenue en classe. Toutes les fiancées Léopolska, depuis deux cent trente ans, avaient porté avec respect cette petite bague ; elle datait du temps où le jeune Louis XV était économe des deniers de son peuple, avant d'avoir pris maîtresse dans le peuple. On eut beau notifier à Catherine l'adultère capétien qui exaltait toute cette famille, lui parler crûment des premiers et des seconds lits, desquels Adam tenait tel titre, tel collier, tel château, elle ne perdit rien de son ignorance. Les mots ne révèlent jamais que des sentiments déjà connus. « Maîtresse, » « amant, » « fers, » « feux, » pour des enfants qui lisent Racine, sont merveilleusement vides de sens. Quelques jours avant ce mariage, qu'il jugeait bâclé, l'oncle Charles-Adolphe, agacé par tant de hâte, fit observer à la princesse Catherine qu'un mois plus tôt, le seul Adam connu rue Matignon était celui du péché originel. La justesse de cette réflexion fit peur à l'aïeule. Laisserait-elle partir sa petite-fille avec cet inconnu, vers des fins qu'elle connaissait trop bien, sans la prévenir? A cette fille privée de mère, il fallait un avertissement. C'était à elle de le donner. Elle chercha dans son passé une image, et n'en trouva point, qui ne lui parût scandaleuse. L'acte qui, pour toute conscience humaine, n'a jamais cessé d'être senti comme une faute,

la plus difficile à avouer par des parents à leurs enfants, cette femme vertueuse en avait honte pour elle-même. Devant sa petite-fille innocente, elle se sentait coupable, comme si toutes les lois divines et humaines n'eussent pas suffi à la justifier. Elle comprenait qu'elle s'était cherché des excuses depuis cinquante ans, sans en trouver de bonnes. Elle se souvint que, de son temps, il existait deux moyens d'instruire les enfants : leur laisser fréquenter la ferme, et d'autres enfants. Mais Catherine, fille unique, élevée par de vieux hommes, loin des poulaillers, des chenils, et des confidences de jeunes filles, était une citadine : Paris lui avait gardé toute sa pureté. Sa grand'-mère trembla d'avoir à lui apprendre ce qu'elle-même savait depuis si longtemps sans s'y être accoutumée. Elle fit appel à ses pires souvenirs, et caressant de ses mains presque désincarnées la joue en fleur de sa petite-fille, elle lui dit un soir, bas et vite : « Sais-tu ce qu'est le mariage? Non, tu ne le sais pas? Eh bien, je vais te le dire : d'abord c'est affreux, et puis c'est comme boire et manger... »

Autour de la cérémonie principale, on voulut faire beaucoup de cérémonies, plus même qu'il n'était possible en république. La permission d'amener en France le régiment des housards de Léopolski fut refusée par le gouvernement. Une troupe étrangère ne pouvait traverser Paris en armes ; on n'obtint que deux housards. On se vengea du côté polonais en établissant les préséances de la manière même que Saint-Simon a si opiniâtrement combattue, c'est-à-dire en plaçant les princes étrangers avant les ducs français. Mais M. Armand Fallières, chef de l'État, qu'il s'agissait d'humilier, ne sentit pas l'offense, tapi qu'il était dans son Élysée, loin des bruits du monde. Seule, la duchesse de La Feuillade en fut consternée. Elle avait offert son hôtel de la rue Saint-Dominique pour la soirée de contrat, jugeant le coin Matignon peu propre à ce genre de fête. Elle se souvenait d'être née Dragomir. Si Catherine eût épousé un moindre seigneur qu'Adam Léopolski, peut-être ne s'en fût-elle pas souvenue. Usant de bons procédés envers ce qu'elle nommait sa famille étrangère, Mme de La Feuillade s'indigna quand elle sut qu'elle serait placée après les médiatisées. Passe encore pour la seconde des Léopolska, qui était régnante, ayant épousé le Saxe-Schlossenbad : mais se montrer à Paris en queue des Dürchlaucht ! A cette idée, tout son sang se révoltait dans ses veines, ou, pour mieux dire, le sang de feu son mari. Elle alla faire, quai d'Alençon, une scène qui dura deux heures, où elle évoqua Sedan, et parla de l'injure faite à la France. Elle menaça de retirer le prêt de son hôtel. Rien n'y fit. On lui rappela qu'elle-même sortait d'une de ces obscures familles souveraines dont le métier est de faire des nobles. Quand on descend d'un homme

qui a eu le droit de dire, ne serait-ce qu'un jour, et dans un pays perdu : « Nous, par la grâce de Dieu ! » on prévaut nécessairement sur les gens à brevet, toujours un peu domestiques... Comme aux plus beaux jours des princes lorrains à la cour de France, la querelle devint furieuse. Elle était envenimée par des questions nationales. Catherine s'y intéressa comme à une dispute de roman historique, sans croire qu'elle y serait jamais mêlée. Elle n'accordait aucune attention à ces choses : elle savait que sa mère n'avait pas porté son titre, que, pour la distinguer de sa grand'mère, on l'appelait tout uniment Madame, à la cuisine ; et si sa grand'mère l'avait porté, c'était, plutôt qu'un privilège, une façon gentille qu'avaient ses servantes de s'adresser à elle, un peu comme elles appelaient Catherine « ma reine », ou « mon Jésus ». Quant à son tuteur, il donnait l'exemple d'une simplicité encore plus grande en ne portant même pas son nom. Mais la comtesse Léopolska, craignant que Catherine, habituée à ce titre de princesse, ne crût à une déchéance en entrant dans la famille comtale, avait eu grand soin de lui dire qu'Adam était comte, comme l'était le comte de Paris, que Léopold était une ville nommée Lemberg par les Autrichiens, qu'il en était comte, faute d'en être roi, et pour n'avoir pas voulu se laisser faire prince par Marie-Thérèse. A Vienne, où l'on s'y connaissait en noblesse, on l'avait surnommé l'archi-comte. Catherine était trop timide encore pour oser lui répondre qu'elle croyait n'aimer que son fils, et non pas le Léopolski de Marie-Thérèse ou celui de Henri III. Sa mère parlait toujours de lui comme s'il eût traversé les siècles en personne. Ces histoires de place à table faillirent retarder la date du mariage. L'abbé Mésange, alarmé, prêchait en vain l'évangile des préséances à l'envers : personne ne voulait être le premier, à la condition posée par les Écritures. M. Beau rappelait ce qui s'était fait à Notre-Dame, lors du mariage de la reine-dauphine en 1558. L'oncle Charles-Adolphe se moquait de tout le monde, avec une citation :

... mais ces dames sont aigries
Par des questions de préséance...

Enfin la Papalina, formée à la cour vaticane, donna l'idée d'une combinaison : on dresserait le couvert dans le salon de marbre, dit de la Rotonde, où l'on accède par six portes égales : douze personnes y entreraient simultanément, au son d'une musique, créant vingt-quatre places d'honneur, et la table, parfaitement ronde, serait sans bouts. Cet ingénieux arrangement ne mécontenta que le couple régnant de Saxe-Schlossenbad, qui était sûr de passer devant. Le duc Ernest voulut empêcher sa belle-mère de donner à dîner dans ce

qu'il nommait une piscine, mais elle s'entêta, trop heureuse d'ennuyer ce gendre qu'elle méprisait en secret parce qu'il était pauvre, et qu'elle révérait en public parce qu'il battait monnaie. Un autre incident mit aux prises, l'avant-veille des noces, la princesse Dragomir et le parti polonais. La tradition Léopolska voulait que la mariée parût à l'église diadème en tête. De son coin, d'où elle ne sortait plus, sous prétexte d'infirmités, la grand'mère de Catherine s'y opposa. Des diamants en plein midi lui paraissaient d'un goût trivial. Et puis ce n'était pas l'usage en France. Cette dernière raison fâcha les Polonais. Mme Léopolska fit dire rue Matignon que personne dans cette affaire n'étant Français, elle ne voyait aucun motif de se conformer à d'autres usages qu'à ceux de sa maison. Mais la princesse Catherine ne céda pas. Elle fit répondre que le mariage ayant lieu en France, elle entendait que sa petite-fille suivît la coutume de Paris, qui est de ne point faire bénir ses diamants à l'église. Alors on décida que Catherine les porterait à la soirée donnée pour son contrat, afin qu'Adam les vît sur elle. Il aimait les bijoux comme les femmes les aiment. Leur éclat, qui semble réconcilier l'eau et le feu, l'animait, le mettait en joie, comme si son fourmillement réveillait en lui une activité perdue. Durant les années où il refusait de se marier, il n'avait qu'un regret : en ne faisant pas de comtesse Léopolska, il se privait du plaisir de voir cette parure. Sa mère ne la portait plus depuis qu'elle était veuve. S'il l'avait osé, il eût fait coudre ces diamants sur son habit, comme son aïeul Louis XV. La femme qui les porterait à son cou, sur son front, à ses oreilles, était sûre de le fasciner. Pourtant, c'est à dater du soir où Catherine parut chez la duchesse de La Feuillade, dans tout l'éclat de ce ruissellement enflammé, qu'Adam se sentit las d'elle pour la première fois.

Pendant les quatre semaines qui venaient de s'écouler, il s'était occupé de sa fiancée, comme il avait coutume de s'occuper de ses maîtresses, en la conduisant chez les couturières. Il l'avait initiée aux rites de l'élégance, tels qu'il les comprenait. En se retrouvant dans les lieux mêmes qu'il avait si souvent hantés avec d'autres femmes, agité des mêmes problèmes, parlant le langage spécial des maisons de couture, il finissait par perdre le sentiment de Catherine, pour se livrer tout entier à sa passion de l'ajustement, dont elle n'était que le prétexte. Toutes celles dont il avait jusqu'alors commandé les toilettes lui avaient appartenu. A force d'habiller Catherine, il finissait par croire qu'il la connaissait déjà, puisqu'il connaissait d'avance toutes ses robes. Ainsi que l'abbé Mésange l'avait prévu,

l'état de fiançailles, qui lui donnait la certitude d'avoir Catherine, agissait sur son imagination malade d'une manière presque aussi dissolvante que la véritable possession.

Ce soir-là, tout l'avantage de la surprise, qui ne pouvait plus être à Catherine, appartint à la septième fille de la baronne Edervary, tante maternelle d'Adam, surnommée l'Égypte. Cette veuve, demeurée sans fortune à la suite d'un transfert de majorat, n'avait pas moins de sept filles qu'elle nommait ses sept plaies, et qui, toutes, n'étant que les épreuves manquées du frère qu'elles n'avaient pas eu, saluaient, fumaient, et marchaient comme des militaires. De Budapest, où elle vivait d'expédients, la baronne avait risqué le voyage avec ses cinq cadettes, pensant qu'à Paris l'absence des deux aînées ne se remarquerait pas. Elle disait souvent : « Ma mère était une grande dame ; je suis une dame ; mes filles deviendront des femmes de chambre... A moins qu'elles ne trouvent une Barbe-Bleue pour les épouser toutes les sept. » Et elle cherchait cette barbe un peu partout. Peut-être la rencontrerait-elle rue Saint-Dominique, ce soir-là, où le faubourg Saint-Germain se trouvait réuni à sa banlieue, le Gotha, d'où les Léopolski tiraient leurs parents de province. Majestueuse, la baronne promenait son monôme de filles à travers les salons. Un remous de foule, autour de la vitrine aux cadeaux, détacha la plus jeune. Effrayée de se voir seule parmi des inconnus, la petite Hongroise jeta autour d'elle des regards de renardeau pris au piège. Adam l'aperçut qui luttait pour rejoindre sa troupe. Son air rustique l'amusa. Elle était brune et courte, arrogante comme une fille d'auberge, et portait bas sur son visage dur des nattes magnifiques posées comme un coussin pour recevoir une corbeille de fruits ou un pot au lait. A la voir marcher en souliers de bal, on l'eût crue bottée. Adam la suivit des yeux, jusqu'à ce qu'elle eût rallié sa compagnie. « Une des filles de la mère Égypte ! » pensa-t-il. Les jeunes filles ne l'effrayaient plus depuis que Catherine l'avait immunisé contre le danger du mariage : il avait cessé de les fuir. De Catherine, il avait appris le goût des êtres neufs. Ainsi chaque femme éveille, à son insu, l'appétit de l'homme qui l'aime pour les femmes de sa catégorie. Il se hâta de présenter à sa fiancée le prince Lenkoranski, le doyen d'âge de la famille, et dès qu'il l'eut entendu commencer, avec l'accent de Podolie : « Il y a cent et dix années, mon grand-père, il a épousé ma grand'mère... » il s'esquiva.

A l'abri d'un battant de porte, il dit, la tutoyant d'emblée : « — Comment t'appelles-tu, ma parente? — Roji ; en hongrois, c'est Rose. — Eh bien ! la Rose de Hongrie, je te cueille... » Et lui prenant le bras, il l'entraîna au plus épais de la foule, où ils se perdirent.

Catherine s'était assise auprès du doyen d'âge. Elle comprenait qu'Adam, qui connaissait les anecdotes historiques de sa famille, évitât de les réentendre. Sourd, le prince Lenkoranski s'écoutait parler et ne s'entendait pas. Alors il répétait, en la martelant avec fureur, la phrase coupable qui lui échappait sans qu'il s'en aperçût. Il recommença : « Il y a cent et dix années, mon grand-père, il a épousé ma grand'mère, qui n'était pas si belle que vous !... Une Savoie-Carignan, la propre sœur de la princesse de Lamballe, que vous avez guillotinée *ici!* » Et il frappa de sa canne le parquet de l'hôtel La Feuillade, innocent de ce crime. La manie du doyen d'âge était de reprocher à tout venant le meurtre de sa parente. Il tenait quiconque pour responsable des horreurs de la Révolution, à condition qu'il le crût Français. Il négligeait de savoir si ceux à qui son discours s'adressait étaient du parti des guillotineurs ou des guillotinés. Président du Jockey-Club de Varsovie, et membre d'honneur de celui de Paris, pas un occupant des fauteuils de la rue Scribe qu'il n'eût accusé de la même façon, sans rien entendre de sa défense. A ce Lenkoranski, comme à presque tous les monarchistes d'Europe, la France sans roi donnait le spectacle d'un scandale politique. Espèce de saint Denis laïque, Marianne se promenait, gaillarde, avec sa tête sous son bras. Catherine s'aperçut que ce vieillard confondait la mort de Mme de Lamballe, et celle de la reine ; il se trompait de supplice. Mais elle ne remarqua pas qu'il se trompait aussi en la prenant pour une Française. Elle éprouva soudain l'envie de quitter cette fête donnée pour elle. Le poids du diadème l'étourdissait ; elle était aveuglée par son éclat qu'elle soutenait sans le voir. Sous cette parure empruntée, elle se sentait étrangère parmi des étrangers. Adam, qui l'avait amenée là, pour le plaisir de qui elle souffrait ces bijoux pénibles, où était-il? Bonne âme, la Papalina s'approcha pour la délivrer du doyen d'âge, pour lui demander aussi où était Adam, dans l'espoir de le lui apprendre. Mais le duc Ernest qui regardait Catherine depuis le commencement de la fête, avec une insistance gênante, et des yeux déjà fidèles, la voyant se lever intervint et s'enhardit jusqu'à lui dire, comme un enfant qui offre ses joujoux : « Puis-je vous présenter mes messieurs? » Elle ne comprit pas d'abord en quoi ils étaient à lui. C'étaient deux officiers saxons, l'un gras et l'autre maigre, tous deux très rouges ; l'un était maréchal de sa cour, l'autre aide de camp. La Papalina, qui laissait la distinction aux bourgeoises, frappa sur l'épaule du duc et grasseya, contrefaisant l'accent parisien pour intimider son beau-frère : « Un aide de camp ! Et il n'y a pas de camp ! Et Dieu sait qu'il faudrait un camp, à Schlossenbad ! Et pourquoi faire, mon

pauvre Ernest? Mais pour le fiche, donc! » Le margrave, joignant les mains et les talons, demanda d'une voix suppliante : « Est-ce que vous *parlez ironique?* » comme s'il se fût agi d'une langue, pour lui totalement étrangère.

La Papalina cligna de ses petits yeux féroces d'obèse et de femme d'esprit. Elle dit avec rondeur, de sa voix enrouée qu'elle savait rendre populacière : « Regardez-le donc, ma petite, vous l'avez mis dans tous ses États! » Et elle s'éloigna, formidable comme un vaisseau vainqueur après l'abordage, laissant la place libre à sa sœur, la margrave, qui de l'autre extrémité du salon, s'en venait au secours de son souverain. Elle arrivait avec une prière qu'elle fit à Catherine d'une voix merveilleusement rassurante et douce. C'était la personne la plus fréquemment humiliée de cette famille humiliante. La Papalina l'appelait : « Une déclassée par en haut. » A force de sentir que sa seule présence blessait l'amour-propre de ses sœurs, elle avait contracté l'habitude de leur parler bas, comme à des malades. Ses gestes même avaient l'air de toujours prévenir des honneurs qu'elle évoquait en les refusant. Devenue souveraine, ce que toute sa famille se vantait d'avoir été, la margrave avait échangé le droit d'être insolente au nom d'un grand passé, contre le devoir de faire respecter un petit présent. A Zamosc, ce n'était déjà pas facile; mais à Paris, sur ces parquets glissants du faubourg Saint-Germain, de peur de ne pas recevoir de révérences, elle en faisait. De l'air d'apporter de la morphine, elle murmura : « A dater de ce soir, plus de Monseigneur, plus de Madame, plus d'Altesse Royale : nous serons frère et sœurs; le duc sera Ernest, et moi, Catherine, comme toi. Mais pour éviter les confusions en famille, nous te prions de porter aussi ton second prénom. Ah! Paris! C'est si joli! » Et la margrave soupira dans un transport d'admiration, sans qu'on pût démêler s'il s'agissait du vocable ou de la ville. Voyant les yeux de l'aide de camp dardés sur elle, elle ajouta précipitamment : « Et Schlossenbad aussi c'est si joli... Il y a tellement d'oiseaux! » Elle craignait de démériter en préférant une autre capitale à la sienne, devant un Schlossenbadois. Puis elle se tut, ayant dit ce qu'elle avait à dire. La comtesse Léopolska, du canapé d'où elle surveillait les grandes manœuvres de sa famille, s'aperçut que la conversation était tombée entre Catherine-Paris et Catherine de Saxe. Elle savait que sa fille, au contact des familles royales en exercice, avait perdu l'usage du monde. Elle ne pouvait plus passer d'une idée à une autre, mais seulement d'une personne à une autre, selon la loi du cercle de cour. Sur cette piste idéale, comme une écuyère de cirque, elle crevait en passant les cerceaux de silence qu'on lui opposait; mais, arrêtée devant une même

personne qui lui tendait un cerceau vide, elle ne savait plus que dire. La comtesse Léopolska dépêcha son gendre d'Autriche, le prince Louis-Ferdinand Auersbourg, pour rassembler les chefs épars du clan polonais, du clan morave, du clan croate, du clan baltique, du clan ruthène, égaillés dans le bal, avec ordre d'amener à Catherine ceux de ses partisans qu'elle ne connaissait pas encore. Ce manège était destiné à masquer la disparition d'Adam. Sa fuite inquiétait la comtesse, bien qu'à la veille du mariage, elle n'eût plus grand'chose à craindre de lui. Alors commença un défilé d'hommes des bois habillés en hommes de cour, qui était comme la répétition générale de celui qui allait avoir lieu le lendemain à la sacristie. Contre toutes les règles qu'elle transgressait en les ignorant, Catherine passa cette revue familiale qui comprenait les armes d'élite de plusieurs nations, non pas aux côtés d'Adam, mais sous les auspices de son beau-frère. Le prince Louis-Ferdinand était un homme d'une cinquantaine d'années, qui chassait depuis l'âge de sept ans et ne pensait qu'à la chasse. Entendre bramer les cerfs, c'était pour lui la plus belle musique ; un tableau, cela voulait dire plusieurs rangées de bêtes mortes ; la table c'était la venaison ; l'amour, pour lui, c'était le rut. Aussi accompagnait-il chaque présentation d'une référence cynégétique : l'oncle de Colosvar n'avait pas son égal pour le coq de bruyère ; Hansi Wredenbach, cousin de la haute-Autriche, possédait le vautour blanc et des troupeaux de chamois invisibles à l'œil nu ; le comte Paldéky, c'était la gélinotte ; Béla Andrassy, l'ours brun des Carpathes ; le duc d'Utrecht battait le roi d'Angleterre pour le faisan et le lapin ; Dominique Talkiévitch avait des élans ; Eric Erenthal entretenait plus modestement des mouflons ; l'oncle Biéloviesky, c'était l'outarde : Fritzi Khoun, c'était le daim. Quant au prince Ploen, dans ses forêts héréditaires qui couvraient toute la Mazurie, il hospitalisait à grands frais les derniers des aurochs. Chacune de ces bêtes valait une fortune et portait un prénom. On n'en sacrifiait qu'une tous les dix ans ; encore fallait-il que l'année fût bonne. On réservait à un empereur, aussi rare en Europe que le bison, ce coup de fusil facile. Tous ces hommes, qui s'étaient partagé la faune du continent, offrirent à Catherine de tuer quelque chose avec eux. Elle s'excusait, n'ayant jamais tenu un fusil dans ses mains. On lui répondait qu'Adam, qui possédait des chasses magnifiques, n'allait certes pas la laisser dans cette ignorance des véritables plaisirs de la vie.

Adam? Mais où était Adam? Elle se voyait entourée d'une foule de ces géants empressés qui lui cachaient le reste de l'assistance. Eux se poussaient pour la mieux voir. Comme un enfant égaré dans une

cohue, elle essaya de se hausser sur la pointe des pieds pour leur échapper. Elle espérait apercevoir son fiancé. Elle ne l'aperçut point. Elle se sentit seule, perdue comme dans un bois, parmi ces bêtes farouches dont ils avaient pris l'apparence en lui parlant. Elle eut peur : elle leur voyait à tous des mufles et des becs. Toutes les belles familles sont des familles étrangères, mais pas au point où l'était celle-ci. Que ne l'avait-on élevée chez son grand-père, à Miroslava, entre les roseaux du Pruth? Elle se fût sentie chez elle parmi ces chasseurs à l'affût. Mais elle avait grandi rue Matignon, où le cri de l'oie sauvage ne s'entend pas...

Mme de La Feuillade était mécontente. L'ordonnance de sa fête était manquée. Ses invités du faubourg Saint-Germain refluaient vers elle, ne sachant à qui s'adresser pour la remise de leurs félicitations, qu'ils se croyaient en droit d'offrir, puisqu'ils les avaient apportées. Au lieu de trouver, comme il se doit, au seuil du grand salon, les fiancés et leurs parents formés en carré pour les recevoir, ils ne trouvaient que la duchesse, et sa présence, ce soir-là, était insuffisante. Ils ne voyaient partout que des visages marqués des signes du plein air, une foule lente, des hommes trop hauts en couleur, des femmes sans fard, ou pas assez roses ou couperosées. Les toilettes péchaient par la composition : des bijoux magnifiques, tels qu'on n'en porte plus en France depuis l'affaire du Collier, mais beaucoup d'éventails en plumes d'aigles, en plumes de coq ou de rollier, sentaient le Tyrol et la Tatra. On leur disait que la fiancée se trouvait là-bas, derrière cette haie d'hommes aux épaules infranchissables; le fiancé était on ne savait où. La comtesse Léopolska faisait canapé, à la mode de Vienne, assise dans l'angle d'extrême droite du plus important de ces meubles. Le prince Dragomir, ayant trouvé dans la branche russe un ancien camarade du siège de Plevna, s'était retiré dans le cabinet du feu duc, où il faisait un piquet d'honneur avec ce héros. Seule, la princesse Dragomir, qui ne sortait plus depuis quarante ans, avait l'absence discrète. Le monde la tenait pour morte ; elle avait, en cela, réussi sa vie. Un service d'ordre s'organisa spontanément sous la conduite des jeunes filles de la ligue de défense nationale contre Catherine, dont Julie d'Entragues et Marie-Thérèse de Dombes étaient capitaines. Ces policières eurent vite fait de découvrir Adam Léopolski dans le jardin d'hiver, en train de montrer des palmiers à sa cousine hongroise, qui n'en avait jamais vu. Et comme il fait toujours grand froid dans les serres chaudes, il avait passé son bras autour du cou de sa parente pour la mieux protéger contre l'haleine glacée d'une bouche de calorifère. Les ligueuses tinrent conseil dans les boudoirs adjacents. Au centre du grand salon,

étincelante sous le lustre, Catherine-Paris, entourée d'hommes, avait du succès le soir de son propre contrat de mariage, ce qui ne s'était jamais vu. Adam Léopolski, d'un trait de plume, venait non seulement de lui donner des hôtels, des robes, des bijoux, des chasses pour toute la vie, mais il faisait d'elle, déjà, une femme délaissée, donc une femme libre, dans l'opinion de tous. Aux yeux du monde où elle allait vivre, c'était trop de bonheur à la fois. Les ligueuses décidèrent que si Catherine s'était donné la peine de retenir Adam, il ne serait pas dans la serre, se consolant de sa déception avec la première venue. Un mois plus tôt, dans ce même salon, on l'avait vue ne le quittant pas de toute une soirée : c'était lorsqu'elle voulait le prendre. Elles décidèrent de dire partout que la Valaque ne savait pas vivre. Ce qui, de la manière dont elles l'entendaient, n'était que trop vrai.

Durant cette fête, où Françaises et étrangères ne se mêlèrent pas plus que l'eau et l'huile, Catherine fut passée sous jugement par la cour de justice internationale qui siégeait dans ces salons. Elle fut condamnée à l'unanimité pour des raisons en apparence contradictoires : par les Françaises, parce qu'elle était étrangère, et par les étrangères parce qu'elle leur paraissait Française. Seules, quelques vieilles lionnes sentant naître avec elle une de ces réputations de femmes qui s'en vont à travers l'Europe, triomphantes et déchirées, eurent le cœur remué par elle, pensant revivre leurs beaux jours. Mais les hommes de tous pays qui la jugeaient innocente, la condamnèrent néanmoins à avoir la tête tournée dans le plus bref délai possible.

CHAPITRE VIII

Louis XV et François-Joseph.

Dans la cour de la cathédrale Saint-Louis, au moment où la mariée sortait, un suisse se précipita, agitant sa hallebarde. Il dit en allemand, pour plus de clarté, quelque chose que Catherine ne comprit pas. Alors il lui tendit sa bague et traduisit en français : « Madame la comtesse a perdu son alliance. »

Quand ils passèrent la porte cochère, un gamin, dans la foule, avisant le housard de Léopolski juché sur le siège, cria : « Vive l'empereur ! » et l'on entendit aussitôt un coup de sifflet. Ils arrivèrent rue Matignon, où Mme Fenouil les guettait dans sa loge. Antoinette, la fille du marchand de vin, et Rose, la petite-fille de la concierge, se précipitèrent pour aider la mariée à porter sa traîne.

Alors comme autrefois, par l'escalier ténébreux qui sentait la fuite de gaz et le café-filtre, on monta en cortège jusqu'à l'entresol où Madame Princesse attendait, entourée de ses femmes, Maria Robinet, et Angèle la cuisinière.

On avait ouvert la porte à deux battants pour la recevoir, et l'on avait repoussé la table. La robe de Catherine dépassait la longueur de l'appartement. Elle n'eut que le temps d'embrasser sa grand'mère qui l'étreignit en silence. Elle embrassa aussi les deux servantes. Sa dernière visite ne fut qu'une apparition. Maria Robinet n'eut pas même le temps de la reconnaître ; elle dit plus tard qu'elle avait cru voir la Sainte Vierge.

Le repas de noces avait lieu quai d'Alençon. Catherine aperçut de loin la singulière maison qui se montre longtemps avant que d'être atteinte. Elle la voyait trembler dans l'eau de tous ses reflets et de tous ses arbres. Comme au premier jour, des gens montaient en foule son vieil escalier aux marches amorties. Mais ce n'étaient pas les mêmes. Quand on fut à table, dans la Rotonde, l'orchestre des Léopolski, douze tziganes en livrée rouge, attaquèrent leurs instruments. On ne s'entendit plus parler. La conversation tuée, on ôtait aux Français leurs avantages, on laissait les leurs aux Germains, aux Slaves, et à toutes les subdivisions ethnographiques de ces deux peuples. Seules quelques Italiennes, délivrées du joug autrichien, dominèrent le tumulte ; elles parlaient plus haut que le cymbalum. Quand on eut bu des vins qui venaient des quatre coins de l'empire de Charles-Quint, des vins d'Espagne et de Tokay, on arriva aux vins de France. Un vieillard placé à la gauche de Catherine se leva, le verre en main : « A notre auguste Maître, Sa Majesté Apostolique l'Empereur et Roi François-Joseph ! » Dans le silence qui suivit, on entendit la Papalina dire : « Parlez pour vous ! » C'était l'ambassadeur d'Autriche. L'orateur se tourna vers Catherine : « Je bois à la santé de celle qui est, à dater de ce jour, la plus belle des sujettes de mon empereur, la fleur du personnel de mon ambassade. »

Ainsi, toute cette grandeur, toute cette hauteur, toutes ces prétentions, tous ces titres, et ces couronnes, et ces bâtons de maréchaux dont on étourdissait Catherine depuis un mois, s'achevaient pour elle sur ce mot de sujette, auquel rien ne l'avait préparée. Elle ne comprenait pas non plus en quoi elle allait faire partie d'un personnel quel qu'il fût. Adam, qui s'était rassis sans remercier, expliquait en criant à l'oreille du doyen d'âge que, s'il s'était fait nommer attaché surnuméraire à l'ambassade d'Autriche-Hongrie, c'était pour ne pas payer d'impôt en France.

CHAPITRE IX

Adam.

Adam ne faisait jamais ce qu'il était tenu de faire : il faisait autre chose, autrement. C'était au point que dans son enfance il versait son chocolat à côté de la tasse, l'eau à côté du verre. Les gouvernantes qui n'avaient pas la permission de le châtier, ayant découvert sa faiblesse excitaient pour l'asservir son instinct de contradiction. Le mécanisme en était simple : pour l'obliger à manger. non seulement fallait-il lui retirer son assiette, mais encore la donner à quelqu'un d'autre. La faim ne lui venait qu'avec la jalousie. Quand ses sœurs voulaient obtenir de lui un baiser, l'envie les prenant de toucher son visage, comme si la beauté se pouvait communiquer, d'abord fallait-il lui dire qu'il était défendu d'embrasser. Pour qu'il apprît à lire, on lui cacha ses livres. Il était triste les jours de fête et gai quand on le punissait : il était impunissable. Son enfance terrible n'était point passée, elle avait pris une autre forme ; à trente-sept, ans il était le même ; ses gouvernantes non plus n'avaient pas changé de méthode : on les appelait ses maîtresses. Dans la voiture qui l'emmenait à la gare de l'Est, le soir de son mariage, il était lugubre. Un mois de promesses, accompagnées de certitude, qui s'accompliraient, en un jour choisi d'avance, par un acte prévu auquel s'attachait désormais l'idée dégoûtante du devoir accompli, c'en était fait de sa passion. Qu'elle était belle, du temps qu'il en aimait une autre ! C'était cette autre, la cruelle Guyon, qui l'avait frustré de son amour en le noyant, car elle l'avait noyé, comme une mère désespérée qui se jette à l'eau avec son enfant. A chacune de ses maîtresses, Adam avait fait porter comme son fruit un nouvel amour qu'elle lui devait de faire grandir et prospérer. Pourquoi celle-ci s'était-elle dérobée à sa tâche? Elle n'était pas là pour l'assister de sa souffrance, pour le fortifier de ses cris, de ses larmes, pour créer cet empêchement si nécessaire sans lequel il ne pouvait jouir de rien ! On l'avait cru « parti » pour Catherine. Mais hélas ! comment partir, quand personne ne le retenait? Pour ranimer ce cœur éteint à qui rien de possible n'était permis, il eût fallu à Catherine la divination d'une science qu'elle ne devait acquérir qu'avec l'âge. Comment eût-elle connu déjà le pouvoir qu'avait sur Adam la dissonance, la dérobade, la magie du contretemps? Elle ne sut pas retirer sa main d'une main inerte, rejeter avec un cri une étreinte paresseuse, inventer un

grief, simuler une scène, faire n'importe quoi d'inattendu, de bref et de violent, comme de se jeter par la portière ou de prendre un autre train. Elle se laissa gagner par l'incompréhensible mélancolie de son compagnon, tristesse animale qui précédait chez lui la jouissance, comme s'il eût renversé, lui qui renversait toute chose, jusqu'à l'ordre de la nature. Dans ce caveau à deux places qu'est une cabine de l'Express-Orient, on avait entassé des fleurs. Catherine, au seuil de son tombeau d'acajou, revécut son premier voyage. Dès que le chant des rails monta, il éveilla dans sa mémoire le rythme de son premier jeu :

Quand Papa va-t-à Paris,
Au pas! au pas! au pas!...

Elle s'en allait au galop par où elle était venue, prise dans le réseau de l'Est qui ne la laisserait pas échapper, ne pouvant bifurquer ni à droite ni à gauche, vers les profondeurs de la France, entraînée vers sa sortie. Les lumières de Meaux passèrent sur son visage. Un orage rencontra le train. A travers la vitre en pleurs, Catherine voyait fuir les routes nationales noyées ; les arbres en déroute se repliaient sur Paris. Tout respirait un air de bataille perdue. Adam, qui prolongeait dans le couloir une conversation commencée à la gare de l'Est avec son valet de chambre, chercha des yeux Catherine, qui ne le cherchait plus. S'apercevant qu'elle regardait en arrière depuis un long moment, il rentra dans la cabine et, passant son bras derrière elle, il tira brusquement le rideau. Catherine venait de lui rappeler par ce visage détourné, par ce regard infini qu'elle donnait aux campagnes, à la nuit fuyantes, l'envie sauvage qu'il avait eue d'elle lorsque, pour la première fois, il l'avait vue regardant ailleurs. Il ne lui laissa pas le temps de revenir à lui. Il ne fallait pas qu'elle revînt. C'était cette absente qu'il voulait. Assassin sans délicatesse, il la dépouilla avant qu'elle eût perdu connaissance. Il lui enleva le désir ignorant qu'elle avait eu de lui ; il arrêta net la musique de ses sens, comme on arrête, en l'étouffant, la vibration importune d'un verre ; il lui ôta le sentiment qu'elle voulait ce qu'il faisait, perte à laquelle l'honneur ne survit pas. La blessure qu'elle reçut était anonyme. Pour qu'elle ne le reconnût pas à sa voix, il agissait en silence. Il avait si complètement changé de visage que si l'on eût cherché sous les paupières de la victime l'image du meurtrier, on n'eût trouvé que la face inconnaissable d'un fou.

Le train qui berçait durement sa douleur la calma. Le démon qui l'avait visitée, succube évanoui, s'était retiré dans l'ombre de la couchette d'en haut. Sous la veilleuse du wagon-lit, elle se vit seule

avec des fleurs, comme dans une tombe ; la trépidation leur faisait hocher la tête. Le train passa Châlons-sur-Marne avec un soupir presque humain. Il reprit de la vitesse et sa danse devint frénétique entre Toul et Nancy. Il scanda les pensées qu'elle avait, en fit des strophes :

D'abord, c'est affreux,
Et puis, ce n'est rien...

Pourquoi ce « rien » la navrait-il? Avait-elle donc espéré quelque chose? Avant Avricourt, elle dormait. Elle passa la frontière sans connaissance. Mais le souvenir de l'attentat la suivit dans son rêve ; elle était morte et elle se regrettait. Témoins de son malheur, l'oncle Charles-Adolphe et M. Beau s'approchèrent. Ils la regardaient tristement, et d'un tel air de reproche, qu'elle fondit en larmes.

PRINCESSE BIBESCO.

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LA CHARTE DU TRAVAIL

La promulgation de la Charte italienne du travail a passé en France presque inaperçue. A peine quelques sarcasmes des adversaires systématiques du Fascisme. La plupart des journaux n'ont même pas publié une analyse du texte. S'agit-il donc d'une initiative si banale? Détourner le prolétariat des voies révolutionnaires, en faire un des piliers de l'État, l'ambition n'est pas mince. Elle vise à résoudre un des problèmes les plus graves, sinon le plus grave de notre époque.

Pendant plus d'un demi siècle la classe ouvrière a subi l'emprise du Marxisme. Rarement système a fait une faillite plus complète. Toutes ses prévisions dans l'ordre économique et social ont été démenties par les événements. Le développement industriel s'est poursuivi et a pu affronter la guerre universelle. Les travailleurs n'ont pas été accablés par la concentration du capital. Le train de l'existence dans l'agitation intense des temps modernes n'a certainement rien de l'âge d'or. Il ne manquait pour le faire apparaître comme un paradis que l'expérience de la dictature du prolétar at. Les adversaires du capitalisme ont eu l'occasion de donner leur mesure. Ils ne pouvaient la souhaiter plus favorable : un champ immense, la pâte populaire la plus molle, des traditions communistes, paysannes et une industrie à l'état d'enfance ; tout ce qu'il fallait pour faciliter l'essai. On sait à quoi il a abouti : destruction radicale du mécanisme, gaspillage des richesses accumulées, tyrannie sanglante d'u

petit clan de profiteurs et, pour comble de paradoxe, introduction de la petite propriété agraire. Encore, si la leçon avait porté. Tout au contraire : à défaut d'autre succès l'aventure soviétique a battu les records de la propagande. Non seulement elle a su dissimuler ses échecs et garder son prestige aux yeux des masses ouvrières embrigadées dans les cadres socialistes, mais elle a bénéficié de la tolérance de la société bourgeoise.

Le moment arrive pourtant où la menace ne peut plus être ignorée. En France nous n'en sommes encore qu'aux démonstrations oratoires. Les Anglais sont plus avancés, ils ont entrepris résolument de détourner le syndicalisme de la politique. M. Mussolini a été plus vite et plus loin. Est-ce parce qu'il connaît mieux le virus pour avoir dû s'en libérer lui-même avant de chercher à en débarrasser son pays? Il n'a pas declaré la guerre au communisme, il l'a faite, avec une vigueur qui a abouti à l'extirpation complète. Il pouvait s'en tenir là et il s'en serait tenu là, s'il avait été seulement l'homme à poigne que beaucoup imaginent. Ce qui distingue la nouvelle ère italienne, c'est au contraire son caractère essentiellement constructif. On peut discuter les principes et les méthodes. Seuls les détracteurs de parti pris méconnaissent le trait essentiel que lord Rothermere a résumé en une formule saisissante : « L'Italie a retrouvé son âme. » L'âme, c'est la vie, c'est l'action créatrice. Elle ne se contente pas d'arrêter le mal, elle veut le guérir. Connaissant la force du prolétariat, ayant constaté le danger des entraînements révolutionnaires, M. Mussolini devait logiquement chercher à faire rentrer cette force dans l'ordre, en lui attribuant un rôle digne de son importance dans son système d'État moderne. Ainsi la solution du problème ouvrier n'est qu'un élément de la réforme mussolinienne. Le Duce s'est attaqué à la crise même de la démocratie. Il a suivi l'enchaînement rigoureux de son initiation. Parti de l'extrême gauche pour réaliser le programme socialiste, il a ouvert les yeux à la leçon russe, en même temps qu'il saisissait sur le vif les faiblesses de la classe bourgeoise. Dégagé des scrupules du libéralisme parlementaire, il n'a pas hésité à faire table rase d'un régime qui ne se maintenait que par les anciens cadres de l'élite, mais qui arrivait fatalement, par le suffrage universel, à la destruction de cette élite. Ainsi est apparu le fondement même du système, la suppression radicale des luttes politiques, la reconstitution de la classe dirigeante, la discipline des masses, bref le faisceau des énergies.

Cette conception ne surprend pas les socialistes qui reconnaissent leurs moyens mis au service d'objectifs radicalement contraires. En revanche, elle indigne les libéraux, qui ne peuvent se résigner à

voir renverser des idoles, même celles dont les bases d'argile risquent le plus manifestement d'entraîner l'effondrement du temple. Se peut-il que l'on ait une autre conception de la liberté que celle qui ne distingue le bien du mal que par les règles du code? Se peut-il que l'intérêt supérieur de la communauté puisse être invoqué contre les droits sacrés de l'individu? Vraiment il s'est trouvé au début du vingtième siècle un homme pour déclarer que rien ne peut justifier ce qui est mauvais pour l'individu ou pour la société et que le véritable souci de la liberté des honnêtes gens ordonne de refréner la liberté des canailles. A celui qui se rend coupable de telles profanations, peut-on pardonner, même quand on le voit proclamer l'égalité, non pas seulement dans les droits, mais dans les devoirs, tendre tous les efforts vers l'expansion nationale, imposer la collaboration des forts et des faibles, des riches et des pauvres, de l'intelligence et du travail? Le blâme est difficile. Reste le silence, médiocre expédient. Les idées vraiment grandes narguent de telles conspirations.

Nul ne saurait contester à la Charte italienne du travail la noblesse de l'inspiration. Cette Charte est fondée sur le devoir. C'est la réhabilitation du travail, la destruction de cet esclavage moral, plus douloureux que l'autre, inventé par les aigris, exploité par les agitateurs. Peut-on imaginer une conception plus déprimante que celle qui représente l'ouvrier comme un ilote, soumis aux caprices du capital, prodiguant ses peines pour subvenir aux fantaisies de quelques jouisseurs. Évangile de haine conduisant à la destruction et à la guerre des classes. Pour briser les chaînes, pour ouvrir les voies à la réconciliation sociale, il fallait revenir à l'interprétation traditionnelle, celle qui a son origine au seuil même du paradis perdu : le travail rançon des faiblesses humaines, le travail salutaire, le travail libérateur. C'est le principe même que M. Mussolini a placé à la base de son système : « Article 2 : Le travail sous toutes ses formes, intellectuel, technique et matériel, est un devoir social. C'est à ce titre seul qu'il est sauvegardé par l'État. » Devoir pour tous. Pour le patron : devoir de rechercher tous les moyens propres à augmenter la production et à diminuer le prix de revient. Pour le travailleur : devoir de concourir au perfectionnement de la production (article 8), pour l'État devoir de laisser les énergies se développer librement, de les contrôler, de les protéger en limitant les interventions directes aux cas de nécessité absolue.

L'initiative privée est dans le domaine de la production l'instrument le plus efficace et le plus utile de l'intérêt de la nation (article 7). L'État n'intervient dans la production qu'à défaut d'initiatives privées ou pour des considérations majeures d'ordre politique

(article 9). Par ces traits la Charte italienne tourne exactement le dos à la conception soviétique. Le fait est d'autant plus intéressant que l'on a relevé de nombreuses analogies entre les réalisations de Lénine et celles de M. Mussolini. Analogies assez naturelles puisque les deux systèmes partent de la faillite du libéralisme parlementaire pour chercher une formule de restauration de l'autorité dans la démocratie. Ainsi tous deux ont été amenés à concevoir la nécessité de l'unité politique de la discipline rigoureuse. Ici s'arrêtent les rapprochements. Dans le système bolchevik la prétendue dictature du prolétariat aboutit à la mainmise de l'État sur tous les rouages de la vie économique, à la stérilisation des initiatives individuelles, à la stagnation et à l'exploitation des masses par quelques dirigeants. C'est exactement l'opposé des directives mussoliniennes. Dans la formule fasciste, l'État n'intervient que pour diriger, discipliner et contrôler. On réduit au minimum les interventions de l'État dans la production qui, sous aucun régime, ne peuvent s'affranchir des routines bureaucratiques. Bien loin de les paralyser, on stimule les initiatives individuelles. On les exalte en leur montrant comme but de la concentration des efforts la grandeur de la patrie. L'appel au travail est un appel à l'expansion nationale.

Maximum de liberté d'initiative, mais aussi maximum de cohésion. C'est le principe même du faisceau. Le Duce ne pouvait pas l'abandonner au moment d'aborder la réforme du prolétariat. La classe ouvrière n'a pas attendu les syndicats modernes pour découvrir la valeur de l'union. Les corporations de l'ancien régime assuraient aux membres des corps de métier tous les avantages des associations modernes et quelques-uns en plus. La coopération allait jusqu'à la propriété. On surveillait rigoureusement l'admission et la formation des apprentis, l'avancement au mérite des ouvriers devenus maîtres. La Charte italienne renoue très nettement cette tradition. Elle ne supprime aucune liberté syndicale. Les ouvriers sont libres de travailler et de se grouper comme ils l'entendent. Pourtant, seules les corporations formées sur le modèle approuvé par l'État et reconnu par lui entrent dans les cadres de l'État. Seules ces corporations constituent l'expression légale de chaque catégorie d'employeurs ou de travailleurs. Seules elles ont le droit de conclure des contrats collectifs obligatoires, d'imposer des contributions.

Ai-je besoin de dire que c'est sur ce point particulièrement que se concentrent les critiques? Voilà bien l'asservissement de la classe ouvrière. La liberté syndicale devient purement théorique. Pratiquement, les seuls groupements actifs sont ceux qui bénéficient de l'appui du gouvernement. Il est évidemment beaucoup plus libéral

d'accorder la tolérance ou même des faveurs à des associations qui se proposent ouvertement de détruire l'ordre social, de fomenter la lutte des classes, d'anéantir même la machine administrative suivant un mot d'ordre venu de l'étranger. Cela, c'est la vraie liberté. Au lendemain même du jour où M. Albert Sarraut dénonçait la campagne criminelle de la IIIe Internationale, n'avons-nous pas vu se constituer en France un cartel de fonctionnaires comprenant tous les éléments essentiels de l'administration? N'avons-nous pas vu ce cartel donner son adhésion à la Confédération générale du travail et s'engager par un vote unanime à obéir strictement aux ordres du Comité international d'Amsterdam? Cette liberté-là, évidemment, n'est pas admise dans l'État corporatif italien. Les syndicats existent pour donner à tous les éléments de la production la puissance et aussi la retenue du groupement, pour leur permettre d'améliorer leur sort dans la mesure du possible et de donner l'effort maximum. Cette conception ne prévoit ni les encouragements à la paresse, ou à la sédition, ni l'exploitation des susceptibilités et des justes rancœurs. Elle ne correspond pas à l'interprétation courante de la liberté. Reste à savoir si elle n'est pas avantageuse pour tous. Pour l'État qui domine les différents facteurs de la production, qui ne peut que souhaiter voir s'accorder tous les rouages, qui est qualifié pour contrôler et pour arbitrer, surtout quand il a à sa tête un souverain absolument indépendant. Pour les groupements ouvriers qui ne souffrent dans aucun de leurs droits du moment qu'il est admis que la politique est exclue. Pour les travailleurs eux-mêmes dont le véritable intérêt est de tirer le meilleur parti de leur labeur.

A ce point de vue, les critiques les plus passionnés sont obligés de reconnaître la largeur de vues et la précision de la Charte italienne. Tout est minutieusement réglé. Les corporations reconnues établissent des modèles de contrats collectifs. Ces contrats sont tenus régulièrement à jour de manière à s'adapter aux conditions de la vie. Favorables ou défavorables, les variations doivent être équitablement partagées entre les divers éléments de la production. Repos hebdomadaire, rétribution spéciale du travail de nuit, indemnités en cas de congédiement, congé annuel payé, conservation de l'emploi pendant le service militaire, organisation de bureaux de placement paritaires, contrôle des accidents de travail, caisses d'assurances contre la vieillesse, l'invalidité, le chômage involontaire, les maladies professionnelles, assurance maternité et assurance dotale. Rien n'est négligé, surtout pas les obligations morales. Les associations professionnelles doivent s'efforcer d'étendre toujours davantage la capacité technique et la valeur morale. L'éducation et l'instruction pro-

fessionnelle sont ses principaux devoirs. Que nous sommes loin de la théorie du moindre effort et de la guerre des classes !

Pourtant, on ne peut pas avoir la prétention de supprimer les conflits entre les différents éléments de la production. Il faut compter avec les faiblesses humaines et avec des habitudes que la contagion de l'exemple ne contribue pas à éteindre. La grève est un fait qu'on ne peut pas avoir la prétention de supprimer d'un trait de plume, pas plus que la guerre. La Charte du travail se garde bien de formuler cette prétention. Elle n'interdit pas la grève, du moins aux syndicats légaux. Elle ne la justifie pas non plus, elle se contente de faire tout ce qui est possible pour la rendre inutile en établissant une procédure régulière de règlement des conflits et des sanctions. Les conflits sont réglés soit par la conciliation directe entre patrons et ouvriers, soit par l'action modératrice des corporations, soit par l'arbitrage de la magistrature. Les infractions à la discipline sont punies d'amende et de suspension de travail, voire même de congédiement sans indemnité. On ne taxera pas ces sanctions d'excès de rigueur. Encore faut-il être capable de les appliquer.

Tel est le mécanisme destiné à assurer des rapports pacifiques entre patrons et ouvriers. Ce n'est pas la partie la moins curieuse du système. C'est en tout cas celle qu'il est le plus difficile d'accuser de réaction. Substituer aux oppositions violentes la collaboration, aux faiblesses individuelles des règlements collectifs, aux luttes stériles et ruineuses la solution arbitrale et judiciaire, n'est-ce pas transporter sur le terrain social les méthodes mêmes dont on attend la pacification internationale? M. Mussolini applique aux conflits du travail la formule même de la Société des Nations. Cela aurait dû lui valoir au moins quelques applaudissements. N'est-il pas comique de voir ceux qui s'indignent quand on parle de recourir à la force pour la défense de la patrie, exiger le maintien de la violence pour mener la guerre aux patrons, sur le dos des consommateurs?

SAINT-BRICE.

LES LETTRES

UNE CORRESPONDANCE INÉDITE DE PROSPER MÉRIMÉE

Voici que l'œuvre de Prosper Mérimée est tombée dans le domaine public. Ce qui nous a déjà valu, en quelques semaines, maintes éditions nouvelles de ses principaux livres. Aux réimpressions, il faut ajouter les publications d'inédits. Elles seront nombreuses pour Mérimée, dont la correspondance n'est pas encore complètement connue. Mérimée, assure-t-on, a été le plus grand épistolier du dix-neuvième siècle, et il reste à éditer de lui autant de lettres qu'on en a publié déjà. Ceux qui ont dépouillé cette correspondance ajoutent qu'à ce point de vue Mérimée est un second Voltaire et qu'il vivra par ses lettres autant que par *Carmen* et *Colomba*. Sans pousser la comparaison avec Voltaire, qui est un peu lourde, on peut dire que des recueils comme les *Lettres à une Inconnue* ou les *Lettres à Panizzi*, sans compter toutes les lettres publiées dans diverses revues, nous laissent curieux de lire celles qui sont encore enfouies dans les archives publiques et privées. On vient de faire paraître les lettres à Viollet le Duc. Elles sont pleines de vie et d'intérêt. Et si elles ne nous apprennent, sur Mérimée, rien que nous ne sachions déjà, elles complètent sa physionomie par plus d'un trait qui valait d'être noté. M. Pierre Trahard ouvre par cette correspondance et par le *Théâtre de Clara Gazul*, une édition qui prendra place, dans la collection romantique d'Édouard Champion, à côté du Stendhal et du Gérard de Nerval qui sont en cours de publication.

Mérimée connut Viollet le Duc très jeune et favorisa ses débuts. Quand la commission des monuments historiques eut besoin d'un architecte, c'est Mérimée, secrétaire de la commission, qui fit donner ce poste à Viollet le Duc. Plus tard, c'est souvent lui qui obtint de l'administration, et parfois du gouvernement, les autorisations et les crédits nécessaires à Viollet le Duc pour ses grands travaux. C'est donc un peu à Mérimée que nous devons la restauration de Vézelay, de Pierrefonds, de Notre-Dame.

Avant de savoir si Mérimée doit être étiqueté classique ou romantique, il faut tâcher de le connaître. Mérimée est avant tout bourgeois. Quand on le compare à Stendhal, on ne pense pas assez à tout ce que les deux hommes ont de différent, voire d'opposé. Stendhal, qui a dû lutter contre sa famille et contre la société, n'a pas inventé de toutes pièces Julien Sorel. Il a fait tous les métiers, de l'épicerie à la carrière consulaire en passant par la Grande Armée et la campagne de Russie. Il est tout ardeur, toute flamme, et si son art est classique, c'est pour avoir soumis des élans forcenés à la plus lucide intelligence. Mérimée, lui, n'eut probablement pas à se dompter ainsi, et certainement il eut beaucoup moins à souffrir. Son existence a été un modèle de vie bourgeoise : le lycée, l'École de droit, les fonctions au ministère de l'Intérieur, et, pour finir, l'Institut, l'Académie française et le Sénat de Napoléon III. De plus, Mérimée est un des rares enfants du siècle qui n'ait pas été éprouvé, dans ses jeunes années, par le grand désordre de l'époque napoléonienne. Fils unique, il a été choyé par des parents qui ont conservé autour de lui la douce atmosphère du dix-huitième siècle. « Il a connu, dit M. Pierre Trahard, l'égoïste douceur d'un foyer calme, prosaïquement heureux. » On pourrait ajouter qu'il s'est efforcé de conserver ce bonheur-là toute sa vie, et qu'à travers un siècle troublé il a été, autant qu'il a pu, un survivant du siècle le plus réputé pour le bien-être matériel.

De l'homme du dix-huitième siècle, Mérimée a bien des aspects. Il est profondément voltairien, ayant reçu non seulement de son père, mais surtout de sa mère, son esprit irréligieux. C'est bien à des propos de Voltaire que font penser, dans ses lettres, maints passages sur la politique religieuse de l'Empire et la question romaine. Écrivain, il incite les critiques à des comparaisons avec Fontenelle, Rivarol, Chamfort, Diderot. Mais l'homme lui-même n'est-il pas un esprit du dix-huitième siècle qui a cru trouver dans le second Empire un soutien de l'ordre aboli par la Révolution et dont il ne saurait se passer. Cet inspecteur des Beaux-Arts qui parcourt les villes, ne l'imagine-t-on pas auprès des grands administrateurs du siècle

précédent, n'eût-il pas collaboré aux plans d'un Tourny, n'eût-il pas aimé à voyager en Corse avec un Marbeuf?

Ses jugements sur la politique de son temps sont la partie la plus intéressante de ses lettres à Viollet le Duc. A vrai dire, ils ne vont pas très loin, et l'on chercherait en vain, dans des lettres dont la dernière précède de quelques semaines la guerre de 1870, des vues profondes sur les événements les plus importants. Sadowa n'y est même pas mentionné. Mais le bon sens dicte à Mérimée d'énergiques condamnations de quelques folies de l'époque. Il écrit le 2 janvier 1864 : « Augustin Thierry, quand il a inventé les nationalités, ne se doutait guère des bêtises que cela ferait faire. » Et, un mois plus tard : « Quelle drôle de chose que le sort d'une idée? Qu'eût dit M. de Voltaire si on lui avait parlé de nationalités? Je ne croirais pas impossible que les Allemands, tout fiers d'avoir forcé le Danemark, ne nous demandassent le pays de Bœswillwald (l'Alsace) et la Lorraine au nom de ce principe des nationalités. Nous pourrions riposter en réclamant la Franconie, qui est incontestablement le pays des Francs. » Sept ans avant le traité de Francfort, voilà une vue très nette du danger de mettre certaines idées en circulation.

Mais c'est la politique intérieure qui inquiète le plus Mérimée, car il discerne trop bien le sort qui menace l'Empire. Or, il tient à l'Empire, parce qu'il tient au Sénat, à l'Académie, à toutes les institutions dont il jouit et qui assurent sa tranquillité. Ce qui ne l'empêche pas de juger sévèrement l'Empereur et de mépriser ses collègues de l'Institut. Mais qui ne méprise-t-il pas? Il appelle « cornichons » les membres de l'Académie des Inscriptions et il critique les faiblesses de Napoléon III. Surtout il se méfie de l'avenir, il redoute le gouvernement populaire. Il écrit, le 29 décembre 1869 : « Je me demande souvent où nous allons et je n'ai jamais pu avoir une idée de cette crise. Ou l'histoire ne sait ce qu'elle dit, ou le triomphe du populaire ne sera jamais qu'un accident transitoire. Il faudrait, pour qu'il en fût autrement, que la nature change radicalement. Nous n'allons donc pas à une révolution sociale. Revenir au droit divin ou au despotisme me paraît également impossible. Reste à tourner dans un cercle et à passer tour à tour par le désordre et les saturnales démagogiques et par la dictature. Je n'aime ni l'un ni l'autre. »

Cette attitude, qui est surtout défensive, est bien celle que commande sa devise : « Souviens-toi de te méfier. » C'est, en définitive, celle de toute sa vie, dans tous les domaines. On a souvent rapporté, après Sainte-Beuve, l'anecdote selon laquelle Mérimée enfant, implorant le pardon de sa mère pour une peccadille, se serait aperçu

qu'elle riait de sa supplication et se serait relevé, à jamais désabusé. Défiant des autres, Mérimée apprit aussi de bonne heure à se défier de lui-même. M. Pierre Trahard a cité naguère, dans son remarquable ouvrage sur *la Jeunesse de Mérimée*, une lettre du jeune homme — il avait dix-neuf ans — sur ses premiers travaux littéraires. Il avait mis en chantier un *Cromwell* (quelques années avant celui de Victor Hugo), et il écrit à un ami : « Malheureusement pour moi, ma fièvre tragique m'a quitté, et je ne puis voir sans frémir mes monstrueux cahiers... Vous ne sauriez croire combien il est pénible de relire à tête reposée ce que l'on a fait avec enthousiasme... Désenthousiasmé, je ne découvre plus qu'absurdités, faussetés, ridicule dans ma sublime tragédie. »

Avant d'avoir vingt ans, il sait donc qu'on peut être dupe de soi-même. Le sera-t-il jamais de personne désormais? Il ne s'engagera dans la bataille romantique que sous le masque de *Clara Gazul* et de la *Guzla*, comme un mystificateur et non comme un champion. C'est un point sur lequel il convient de le comparer au Stendhal de *Racine et Shakspeare* et des manifestes contre l'Académie. En amour, il se garde tout autant. Et s'il ne doit jamais acquérir l'expérience de Beyle, c'est qu'il n'aura jamais connu ses souffrances, ni peut-être ses dés rs. Mais malheur à qui ne se garde pas de lui ! Il a fait souffrir George Sand ; et si un jour il se plaint lui-même de ses malheurs, c'est au lecteur qu'il appartiendra de se méfier, en se souvenant qu'au moment où il est tombé dans l'abandon dont il gémit, il menait de front quatre liaisons.

Si c'est donc être classique que de ne pas laisser le champ libre aux mouvements des sens et du cœur, il n'est pas douteux que Mérimée l'ait été, dans sa vie autant que dans son œuvre. Mais si la grandeur d'un classique se mesure à la valeur du tempérament que met en œuvre une intelligence, les réussites les plus parfaites de Mérimée ne lui permettront sans doute jamais de quitter le rang des écrivains mineurs, et il ne faut pas confondre, quand on compare Mérimée à Stendhal, la force d'un homme qui sait être dur et la prudence de celui qui craint sa sécheresse.

André Rousseaux.

L'HISTOIRE

UNE HISTOIRE DE PARIS

C'est une grosse entreprise que d'écrire l'histoire de Paris. La ville est âgée aujourd'hui de deux mille ans ; et si, durant la moitié de cette longue vie, elle n'a pas eu plus d'importance que Senlis, Compiègne ou Soissons, son sort, depuis mille autres années, est celui de la capitale de la France, avec les grandeurs et les dangers que comporte un tel rang. Elle est le pivot de l'histoire de la monarchie. La Révolution tout entière se déroule dans ses rues. Enfin le rôle qu'elle a joué en 1830, en 1848, en 1871 suffit à indiquer la place qu'elle tient dans notre histoire la plus récente. On imagine plus facilement une histoire de Paris sous une forme monumentale qu'en raccourci. Quand dom Félibien a écrit la sienne, au dix-huitième siècle, la matière, qui ne comprenait pas encore nos quatre révolutions, était moitié moins abondante. Elle ne lui a pas moins fourni des volumes si gros et si nombreux qu'ils effrayent le lecteur d'aujourd'hui. A supposer que MM. Lucien Dubech et Pierre d'Espezel eussent été bénédictins et eussent trouvé dans les fructueux loisirs de la vie monacale le temps de bâtir un ouvrage de cette proportion, qui donc l'aurait lu? En un temps où les romans sont moins longs que certaines nouvelles d'il y a cinquante ans, la sagesse commandait de faire tenir l'histoire de Paris en cinq cents pages. Mais il y fallait réussir.

Ce petit gros livre est plein à craquer. Il contient, je pense, tout ce qu'on peut souhaiter y trouver. Un Parisien y apprendra tout

ce qu'il est convenable ou plaisant qu'il sache de sa ville : que l'ancien lit de la Seine allait de la Bastille à l'Alma en passant au fond de la cuvette où l'on voit aujourd'hui le Comptoir d'Escompte, en bas de la rue Rougemont (c'est pourquoi, quand la Seine déborde, elle inonde le quartier Saint-Lazare : elle retourne à son lit d'autrefois) ; que Brunehaut a probablement été suppliciée sur l'emplacement de la rue des Petits-Champs ; que les premières courses de chevaux eurent lieu le 20 avril 1776 ; que le premier bec de gaz date du 3 juin 1825, et le premier omnibus du 20 janvier 1828. La naissance, les aventures et la mort des monuments, des rues et des quartiers sont décrites, d'un bout à l'autre du volume, avec des commentaires et des critiques qui animent singulièrement cette vie de la pierre et du pavé. Plusieurs aspects de l'histoire sociale sont au moins esquissés, et parfois poussés assez loin pour engager la curiosité dans des directions où elle souhaiterait d'être satisfaite par des ouvrages complémentaires ; nos auteurs devraient bien, notamment, écrire un jour l'histoire de l'Université de Paris ; et ce serait aussi un livre bien intéressant qu'une histoire financière de la capitale, car non seulement Paris est la ville des expériences de Law, mais les rentes sur l'Hôtel de Ville, qui constituent, au seizième siècle, une combinaison de l'emprunt d'État et de l'emprunt municipal, sont en France la première forme du crédit public.

Tout cela cependant n'est que l'accessoire, le principal étant l'histoire de Paris capitale politique. Cette partie essentielle de l'ouvrage a été traitée par MM. Dubech et d'Espezel, avec une sûreté, de dessin et une vivacité d'expression qui en fait une suite de captivants récits.

Nos auteurs établissent tout d'abord, avec des preuves faciles, que Paris est la capitale de la dynastie capétienne. Il était une ville grâce à son fleuve et à sa batellerie. Mais en regard des grandes cités gallo-romaines du Midi de la France, aussi bien qu'à côté des villes rhénanes des Carolingiens, Paris ne comptait guère. Même, sous les premiers Capétiens, la Loire l'emportait presque sur la Seine, et il s'en fallut de peu que Robert le Pieux ne fixât la capitale à Orléans. C'est Philippe Auguste qui établit solidement la royauté à Paris, dont on pourrait dire qu'il est le second fondateur. Les développements ultérieurs de la ville sont parallèles à ceux de la monarchie, jusqu'au jour où l'ancien régime a légué aux empires et aux républiques qui lui ont succédé la capitale qui était son œuvre.

Mais si Paris est le siège du gouvernement de la France, il est aussi le foyer des révolutions. L'histoire de Paris c'est en raccourci celle de notre politique intérieure. C'est un drame à deux personnages : d'un

côté, le chef du gouvernement, roi, dauphin, régente ou ministre ; de l'autre, Paris, qui représente assez bien, sous un nombre réduit, mais avec un caractère renforcé, l'ensemble du peuple, la masse à gouverner, le Démos d'Aristophane. D'une foule, Paris a toutes les humeurs, les enthousiasmes, les colères, les folies, et la force d'oubli. MM. Dubech et d'Espezel ont inscrit en épigraphe de leur livre un passage des *Mémoires* de Pierre de l'Estoile qui décrit une procession en 1595, un an après l'entrée d'Henri IV dans la ville. Le chroniqueur écrit que le peuple, avec une merveilleuse allégresse, criait si haut vive le Roi ! que tout l'air en retentissait. Sur quoi, un seigneur dit au roi : « Sire, voyez comme tout votre peuple se réjouit de vous voir. » Mais Henri IV de répondre : « C'est un peuple : si mon plus grand ennemi était là où je suis, et qu'il le vît passer, il lui en ferait autant qu'à moi, et crierait encore plus haut qu'il ne fait. » Rien n'est plus vrai. Paris a acclamé tour à tour Louis XVI et ses bourreaux, Napoléon et Louis XVIII, — sans compter les chefs étrangers. Paris fut anglais, et dévoué au duc de Befdord, tandis que Jeanne d'Arc sauvait la France. Quand la Pucelle voulut prendre la capitale, celle-ci resta calme pendant l'attaque et ne suscita aux Anglais nulle difficulté intérieure. Ce fut, disent MM. Dubech et d'Espezel, une des causes de l'échec de Jeanne d'Arc. Ce n'est pas une des pages les plus belles de l'histoire de Paris, ce n'en est pas la moins significative.

Le duel entre le gouvernement et Paris s'est reproduit cinq ou six fois, dans des conditions qui se ressemblent étonnamment. La première fois, ce fut la tentative de révolution menée par Étienne Marcel contre le dauphin Charles, le futur Charles V, pendant la captivité de Jean Le Bon. Le dauphin fut coiffé d'un chaperon rouge et bleu, aux couleurs de la ville, devant les révolutionnaires en armes. Avec un bonnet rouge, le 20 juin 1792 sera la répétition de la même scène. Mais Charles V, lui, réussit sa fuite de Varennes. Il s'échappa de Paris en bateau. Et quand, de l'extérieur, il eut soumis Paris, il se souvint de l'aventure, et ses résidences furent établies à cheval sur la muraille, avec une porte vers la campagne : à l'ouest le Louvre, à l'est l'hôtel Saint-Paul, en attendant la Bastille et Vincennes.

L'histoire recommence, presque la même, entre Henri III et Guise, en 1588. A la journée des Barricades, le roi se sent en danger : il sort du Louvre, une baguette à la main, comme s'il allait se promener aux Tuileries ; il fait seller son cheval ; le soir il est à Chartres. La partie est gagnée, c'est Guise qui, quelques mois plus tard, tombera dans la souricière de Blois.

La Fronde est une partie jouée par la monarchie entre le piège parisien et ses refuges de la banlieue. Elle a pris fin le jour où les

armées royales reprirent Paris de l'extérieur. Mais Louis XIV n'oubliera jamais ces souvenirs de son enfance, les fuites à Saint-Germain et à Rueil, avec sa mère et Mazarin. Il fit construire Versailles et ne revint pas à Paris.

Louis XVI, au contraire, se laissa ramener à Paris, et ce fut sa perte. Charles X en 1830, s'il prit la précaution de rester lui-même à Saint-Cloud, laissa son armée dans Paris et fut vaincu. Louis-Philippe en 1848, cerné dans les Tuileries, ne se défendit même pas. Le dernier gouvernement qui ait tenu tête à Paris et qui l'ait vaincu de l'extérieur, comme Charles VII en 1436, comme Henri IV en 1594, est celui de M. Thiers, en 1871. La seule différence entre les victoires royales et celle de la troisième République, est que les rois avaient toujours pardonné à Paris rebelle, tandis que la répression de la Commune fit couler des flots de sang et fut suivie de sanctions féroces.

Aujourd'hui, si le régime s'accommode de Paris, c'est Paris qui souffre du régime. La ville ne s'est raisonnablement et harmonieusement développée que sous la direction royale. Certains quartiers, légués par le dix-huitième siècle, comme celui des Invalides, sont plus conformes aux besoins de maintenant que d'autres quartiers aménagés plus récemment. Sous le second Empire, la mégalomanie d'Haussmann a bouleversé la ville. Actuellement la centralisation excessive est une des causes de l'hypertrophie de Paris. Que des urbanistes insensés travaillent à faire une ville qui couvrira le département de la Seine, et ce sera une ville inhabitable. Entre tant de remarques ingénieuses, MM. Dubech et d'Espezel ont fait celle-ci : si l'on quitte tant Paris aujourd'hui, les jours de fête et de vacances, ce n'est pas seulement parce qu'on a pour cela trains de banlieue et des automobiles ; c'est qu'à force de supprimer dans Paris les coins verdoyants, à force d'uniformiser les quartiers qui formaient jadis dans la grande ville autant de petites cités, on a ôté aux habitants le goût d'y vivre. Dès que leurs occupations ne les retiennent plus, ils s'enfuient. Et c'est sans le regret qu'on éprouvait autrefois, au temps où Eustache Deschamps disait :

Adieu m'amour, adieu douces fillettes,
Adieu grand pont, hales, étuves, bains.
Adieu Paris, adieu petits pastez.

André Martin.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. ANDRÉ TARDIEU

Il est à la fois difficile et facile de parler de M. André Tardieu, et la preuve c'est que, dans cette Revue, où nous avons déjà, naguère, esquissé de notre mieux la psychologie de M. André Tardieu, il nous faut recommencer son portrait, sous peine de ne laisser de lui, à nos lecteurs, qu'une image insuffisante.

C'est qu'il y a deux études à faire de M. Tardieu : son caractère et sa carrière. Son caractère peut être fixé une fois pour toutes, mais sa carrière est innombrable et féconde en péripéties. Il est donc utile de la suivre, puisqu'aussi bien c'est par elle, son activité et ses détours, que M. André Tardieu se renouvelle et se rajeunit sans cesse.

*M. André Tardieu eut dès l'enfance ces doubles dons naturels de l'intelligence et de l'application qui conduisent avec une certitude inéluctable au succès. Il pouvait prétendre, en effet, à tous les succès scolaires, y prétendit, et les eut, avec une assurance, une précision si automatique qu'elle impatientait même ses admirateurs les plus déterminés. Anatole de Monzie a raconté cela de façon charmante dans l'*Entrée au Forum *; il fait grief à André Tardieu d'avoir ravi à Henry de Jouvenel le prix d'honneur du Concours général, moins, on le sent, par le hasard du concours, qu'avec une facilité trop évidente. Et il ajoute, non sans malice, que les qualités trop classiques à son gré de M. Tardieu devaient trop automatiquement séduire le jury, encore que l'aimable fantaisie et l'originalité de Jouvenel fussent en soi des choses plus précises. Tant*

de réflexion, de bon sens, d'obstination dans la volonté ne sont point d'habitude les qualités essentielles de la jeunesse française. Chez M. André Tardieu elles ne s'accompagnaient d'ailleurs d'aucune méditation concentrée, d'aucune apparente tension de facultés trop surveillées et trop contraintes qui peuvent donner à tant de jeunes et précoces ambitieux une apparence peu sympathique. Au contraire le lauréat du Concours général avait déjà cette rayonnante plénitude de force souriante qui ne l'a plus jamais abandonné désormais. Mais le jury du concours avait exceptionnellement été clairvoyant — et rien ne permet d'admettre, après tout, qu'il ne l'ait pas été — s'il avait démêlé, en ce bon élève impeccable, volontairement impeccable, la souplesse d'un esprit curieux, et une rare fantaisie.

Ces dons, M. André Tardieu les possède donc, en dépit du jugement un peu sommaire et prématuré de ses condisciples. Apparemment, il suivait, avec une force triomphale, sa route, reçu premier à l'École normale, puis classé premier au concours de la carrière diplomatique, échangeant ensuite le secrétariat d'ambassade contre l'inspection générale des services administratifs, collaborateur de choix de Waldeck-Rousseau, et, presque dès l'adolescence, chef de la politique étrangère du Figaro, *avant de devenir, au* Temps, *le maître de la même importante rubrique. Dans tous ces postes, choisis par lui avec une attention judicieuse, il apporta les mêmes qualités multiples. Mais c'est une personnalité originale qui se surveille. Et voici le vrai grief que les jeunes hommes de sa génération lui font : il se surveille trop visiblement. Une fois élu, en* 1914, *député de la* 4e *circonscription de Versailles (Poissy-Marly), M. André Tardieu continue à manifester les plus remarquables aptitudes. Ses qualités d'information et de travail ne sont plus en cause. On sait qu'il est un des hommes les plus au fait de tous les grands problèmes. Il se révèle orateur, orateur précis, méthodique, lumineux, fixant la conviction par une rigoureuse logique. De vieux parlementaires sont surpris de constater combien sa manière rappelle celle de Millerand, de Millerand dialecticien redoutable, et son rival dans l'exposé d'une donnée difficile. A cette souveraine précision, M. Tardieu ajoute d'ailleurs, comme dans ses articles du* Temps, *cette forme vivante et pittoresque, par quoi il intéresse aux sujets d'apparence les plus arides. Mais ce doctrinaire élégant apparaîtrait à tort comme une personnalité distante, isolée dans une méditation lointaine. André Tardieu est le camarade et le convive le plus cordial, et le conteur le plus inépuisable d'anecdotes, souvent gauloises, parfois peu charitables, toujours enveloppées de cette verve puissante qui est le côté le moins connu de son talent. Seulement, M. André Tardieu choisit ses amis et ses commensaux, comme il savait, au début de sa carrière, choisir ses patrons.*

Marque certaine d'inépuisables ressources, il joue la difficulté. Non seulement il était tenu en particulière estime par Valdeck-Rousseau, qui n'estimait pas grand monde, mais il avait fixé l'âme ondoyante et si superficiellement sentimentale d'Adrien Hébrard. Il avait inspiré à Clemenceau non seulement une affection certaine, ce qui n'est pas inexplicable, mais une considération dont M. Clemenceau était plus avare encore qu'on ne pense. Enfin, ce n'est un mystère pour personne d'un peu informé que M. Poincaré — oui, M. Poincaré lui-même — ne jure plus que par M. André Tardieu, qui a entrepris ainsi, comme en se jouant, et réussi, les séductions les plus difficiles qui se puissent imaginer.

Cela dit, que M. Tardieu soit ambitieux, il n'est point permis d'en douter, que son ambition soit très vaste, à la mesure de sa valeur, il n'est pas imprudent de le supposer. Mais, si nous admettons que cette ambition est légitime, force est bien de reconnaître aussi qu'elle est de qualité supérieure, qu'elle n'est ni désordonnée, ni, comme il arrive souvent, aveugle ou contradictoire.

M. André Tardieu a été ministre. Il l'est redevenu. Il n'est pas permis d'affirmer qu'il souhaite vraiment de l'être, ou vraiment qu'il souhaite de l'être, comme c'est le cas de trop de parlementaires ingénus, n'importe quand et avec n'importe qui. Il est constant que M. Millerand, lorsqu'il prit le pouvoir en 1919, lui offrit de garder son portefeuille et que M. Tardieu déclina son offre, en lui indiquant lui-même M. Ogier. Il est non moins constant que M. Poincaré, en 1922, souhaita sa collaboration, et que M. Tardieu, qui n'approuvait point sa politique générale, lui fit connaître d'abord qu'il ne désirait que le ministère de l'Intérieur — pour orienter cette politique suivant son désir — et ensuite qu'il n'en désirait aucun. « A quoi sert, me disait-il à moi-même, en manière d'explication, à quoi sert de sembler d'accord lorsqu'au fond on n'est pas d'accord? » On voit par cela seul que M. Tardieu aime à aller au fond des choses, ce qui le distingue par exemple de M. Loucheur, qui, lui aussi, avait des qualités personnelles, et qui avait plu successivement à M. Clemenceau et à M. Poincaré.

M. Tardieu a réussi au ministère des Travaux publics. Sans doute, d'ailleurs, les événements lui ont-ils fait la tâche facile, mais le propre de M. Tardieu est justement d'avoir prévu ces événements.

C'est un renouvellement de sa manière : il reprend, en quelque sorte, sa carrière politique à pied d'œuvre. Il aurait désiré certainement incarner, au lendemain de la guerre, les aspirations et les espoirs d'un grand parti. Visiblement, son esprit rigoureusement logique et son expérience politique souffrirent de l'impuissance de la Chambre du 16 novembre, et il regretta de voir gaspiller tant de qualités sérieuses : il souffrit sur-

tout de prévoir la faillite inévitable d'une majorité qui n'avait pas su s'exprimer, qui s'était dépensée en vains efforts, qui s'était laissé manœuvrer, et avait laissé préparer sous ses yeux sa propre ruine. Mais M. Tardieu aurait voulu être le maître sans conditions de cette majorité dont l'inexpérience lui faisait pitié. Par ailleurs, cette majorité ne l'aimait pas et se montrait envers lui plein de réserve. Elle avait été empoisonnée, à vrai dire par le virus de la fameuse formule : « Pas de politique. » M. Tardieu lui faisait, erreur capitale et funeste, l'effet d'un politicien. Elle sentait instinctivement à quel geste décisif M. Tardieu, dans son implacable logique, — car le sens politique de M. Tardieu n'est que de l'implacable logique — voulait l'amener, et elle se dérobait invinciblement à ce geste, pour des raisons sentimentales et par de multiples manœuvres. La raison qu'elle d nnait encore de sa réserve à l'égard de M. Tardieu est que M. Tardieu lui paraissait trop inféodé à la politique anglo-saxonne. Elle n'a vu que trop depuis à quelle politique la France a été conduite par le chemin du 11 mai.

M. Tardieu n'est pas démagogue. Il se prive donc d'une force, discutable dans son principe et ses effets, mais d'une force. Il n'a aucun lien facile et sentimental avec l'âme des foules. M. Poincaré, dira-t-on, est populaire sans être démagogue? Il y a un mystique nationaliste et un autre mystique laïque dont la réunion fait la double popularité de M. Poincaré, dans la foule patriote et chez le petit bourgeois radical. Rien de tel chez M. Tardieu. M. Tardieu n'est pas un doctrinaire intransigeant, il est original, intelligent et souple. Il s'adapte. Il sait flatter et plaire. Mais il ne flatte que des élites et ne souhaite plaire qu'à des milieux choisis. Instinctivement, la foule sait et sent qu'il n'est pas des siens, et il ne cherche pas, d'ailleurs, à lui plaire, en dépit de sa souplesse et de ses dons, car il a cette autre qualité très rare de ne pas forcer son talent. Ce n'est pas par l'éclat des services évidents que M. Tardieu peut s'imposer, et il sait, à ne s'y point méprendre, la valeur d'une mise en scène bien réglée et celle d'un succès bien exploité. Mais il y a contre M. Tardieu une autre résistance, même dans l'élite.

Résistance qui peut fléchir d'ailleurs, car la France n'a point le choix des hommes d'État ou des hommes célèbres. Mais je veux dire qu'on sent aussi M. Tardieu trop raisonnable. La France aime les hommes qui se livrent un peu. Il faut, pour se livrer, une noblesse d'âme exceptionnelle, ou une certaine bassesse de l'esprit. Je ne crois pas que M. André Tardieu, qui est un homme de son temps et qui lutte pour la vie correcte, mais âpre, ait une noblesse d'âme exceptionnelle. Mais il n'a nulle bassesse intellectuelle. Il ne se livre pas. C'est un réalisateur. La foule n'aime pas les réalisateurs quand ils ne sont pas un peu démagogues. Ces qualités de M. André Tardieu, qui peuvent séduire l'intelligence

critique, ne vont pas au cœur de la masse. Cependant M. Tardieu compense cela par la plus rare des qualités de l'homme d'État. Il sait se bien connaître d'abord. Il sait ensuite agir et attendre. Ces qualités, il les possède, incomparablement, c'est d'elles qu'il peut tout attendre.

***

Le théâtre : *L'heureux début de M. Espiau.*

M. Espiau débute dans la carrière d'auteur dramatique par un succès : un succès remporté au boulevard. Les ouvrages qui connaissent cette fortune ont sans doute une valeur commerciale, ils n'ont pas de valeur littéraire. Par exception, celui de M. Espiau a été salué par la critique comme riche de promesses heureuses. Regardons M. Espiau.

Le personnage central du *Miroir qui fait rire* est le dentiste Maurice Plantier. Celui-ci est un honnête homme qui respecte les lois de la société et celles de la morale. Il paie ses impôts, ne fait pas de réclame, exerce régulièrement son métier et aime sa femme. Il est donc déplacé dans la société contemporaine. Aussi bien il n'a pas de clients, il se ruine et l'huissier vient le saisir. Cet homme sentimental se consolera en vivant d'amour et d'eau fraîche, puisque sa femme lui reste : pas même. Mme Plantier est une jeune personne fort moderne ; elle n'a de goût que pour les émotions violentes et les personnages originaux. Cet arracheur de dents qui ne sait même pas mentir lui paraît le comble de la banalité ; elle est aimée, comblée, sitôt qu'elle exprime un désir Plantier s'empresse de le satisfaire et c'est ainsi qu'il se ruine pour elle, sans rien dire : il faudra donc qu'elle change de place et qu'elle aille tenter l'aventure ; elle abandonne Plantier et s'enfuit avec un homme-serpent.

Le délaissé va se donner la mort quand, pour assurer le coup, il se regarde dans un miroir. L'ironie de son destin lui paraît si cruelle qu'il éclate de rire : d'où le titre de la pièce, qui est un peu tiré par les cheveux : *le Miroir qui fait rire.* A ce moment survient une cliente au cœur tendre, qui éprouve le besoin bien féminin de sauver ce désespéré par tous les moyens, et qui emploie celui qui est le plus simple, le plus naturel et le plus efficace, celui dont dispose toute femme aimable : elle se fait aimer, sûr chemin pour faire aimer la vie.

Au second acte, métamorphose totale de Plantier. Puisque les femmes, et les hommes aussi, aiment qu'on leur jette de la poudre aux yeux, il s'y décide et il y réussit au delà des plus belles espérances. Il prend des allures de mage pour exercer l'art dentaire, les snobs affluent, il fait fortune, ses clientes raffolent de lui. L'une d'elles entreprend de le séduire : c'est la première Mme Plantier, veuve de l'homme-

serpent, qui a reconnu son ancienne victime sous les oripeaux de charlatan dont il s'affuble, et qui trouve piquant de reconquérir son mari. Aussitôt celui-ci est ressaisi par sa passion, car il est rare que les passions soient mortes aussi longtemps que leur proie est vivante. Mais Plantier a épousé la femme qui l'a sauvé, à qui il doit la vie, la fortune. Aura-t-il la noirceur de la sacrifier en récompense? A ce moment il apprend, dans les mêmes conditions qu'au premier acte, qu'il est trompé par la seconde Mme Plantier comme il le fut par la première. Cette nouvelle emporte ses remords, et il retourne d'un cœur joyeux à la veuve de l'homme-serpent.

Tel le capitaine de Saint-Avit retourne chez Antinéa se faire mettre dans l'orichalque : en reprenant ses sentiments naturels, Plantier reprend toute sa nature. Il ne peut plus soutenir son personnage de charlatan. Il redevient sincère, il retombe donc en état d'infériorité : la première Mme Plantier retrouve avec dégoût l'homme qu'elle a toujours connu : banal, honnête, sincère, dupe désignée. Elle part avec un nègre, pour toujours cette fois. Mais cette fois aussi, Plantier a compris. Il apprend précisément qu'il a condamné par erreur la seconde Mme Plantier, que celle-ci a toujours été sincère et fidèle. Il revient à elle, décide qu'il fera à l'avenir de nouvelles dupes qui se laisseront séduire avec autant de joie et sans plus de mémoire du passé que la seconde Mme Plantier.

La pièce a beaucoup plu, pour des qualités qu'on va dire tout à l'heure. Mais ce qui fait d'abord son intérêt est de voir M. Espiau lui-même engagé dans un bien curieux conflit : il raille les défauts de son temps au même moment qu'il les subit, ou si l'on préfère, il les subit au même moment qu'il les raille.

Ainsi un moraliste a dit : « On ne raille bien que les travers qu'on partage. »

M. Espiau a saisi un défaut qui n'est pas spécial à notre temps, car aucun défaut n'est spécial à aucun temps puisqu'ils sont tous éternels, mais qui est spécialement vivace et sensible en notre temps : le goût de l'insincère, qui n'est qu'une des formes naturelles de la faiblesse du jugement. Parce qu'on n'est pas bien armé pour discerner le vrai du faux, on se laisse séduire par tout ce qui reluit comme le nègre par la verroterie. En tous les temps l'humanité est exposée à cette erreur parce que la somme de raison dont elle dispose varie extrêmement peu d'une période à l'autre. Aux meilleures époques, elle dispose simplement d'une petite élite capable de rectifier dans une certaine mesure et de propager un corps d'idées assez fixes et assez fermes pour que les valeurs varient un peu moins. En ce moment, nous sommes à une période où les mesures ne sont guère plus stables que les monnaies.

C'est pourquoi tout ce qui n'est pas retenu par un caractère solide et par un jugement mûr se laisse naturellement emporter par le goût

de l'instable, de l'insincère, de tout ce qui paraît ou brillant, ou nouveau. Mme Plantier est victime d'une crise très aiguë de *bovarysme*. Elle est lasse d'un amour sûr et calme, il lui faut l'homme-serpent et le nègre. Il lui faut l'original, et comme cette haute vertu ne s'acquiert pas sur commande, elle se contente de l'original à bas prix. Si bien que, selon la règle infaillible, la recherche de l'original met sur la pente de la facilité.

M. Espiau a donné de ce *mal du siècle* une vive image, parce qu'il le ressentait vivement. C'est un mérite, et mieux qu'un mérite : il fait plus que nous intéresser, il nous touche.

Car au même moment, on le sent tout près de se laisser entraîner par le torrent de la facilité !

Il a écrit une comédie de l'espèce dite fantaisiste, c'est-à-dire qu'il ne s'est pas donné le mal de coordonner très rigoureusement les faits et gestes de ses personnages. On passerait sans peine sur les libertés prises à l'égard de la vraisemblance matérielle. Au contraire, on voudrait pouvoir se féliciter de voir les jeunes auteurs jouer très hardiment avec l'invention comique et ne pas plus se soucier du réalisme de détail que ne fait Molière, quand il met en scène deux personnages qui se poursuivent sans se voir. Cette liberté héritée de la souple comédie italienne est fort bonne. On regardera d'un peu plus près les libertés prises à l'égard de la vraisemblance morale. La seconde Mme Plantier se jette au cou du premier venu, et c'est elle qui figure ensuite le symbole de la vertu conjugale. Son caractère est de bout en bout creux et inconsistant. Plantier change de façon encore plus étonnante, puisqu'il est tour à tour le modèle de l'innocence, puis le modèle de la rouerie, et qu'il recommence deux fois cette complète métamorphose. Il faut donc dire que M. Espiau agite des personnages tout d'une pièce comme on en voit dans les farces. C'est son droit, du moment qu'il reste dans les règles du jeu.

Il emploie sans vergogne les procédés types de la farce. Les trois scènes où Plantier apprend l'infidélité de ses épouses se répètent carrément, et le comique y naît de la répétition. Il ne craint pas de montrer le dentiste ligotant de force sur le fauteuil *ad hoc* un client pusillanime. On rit : pourquoi ne rirait-on pas? Ici encore, M. Espiau est couvert par les plus grands exemples.

Tous ces procédés sont licites et, somme toute, utilisés avec une intelligence de l'effet scénique rare chez un débutant. Cette farce très vive et très libre est chargée d'autre part de porter un sens moral d'une portée très ample. Le *Miroir qui fait rire* est une farce philosophique.

En ceci encore M. Espiau a fort heureusement réussi, car le sens n'est ni forcé, ni imposé, il se dégage du cours naturel de l'invention, des actes des personnages et non pas des discours de l'auteur. C'est pourquoi ce sens demeure large, souple et ouvert. On peut l'inter-

prêter au gré de sa propre richesse d'imagination et de pensée. Les moins généreux verront dans l'aventure de Plantier et de ses femmes une ingénieuse illustration du thème de la femme et du pantin. Mais cette interprétation n'est pas suffisante. Plantier n'est un pantin qu'entre les mains de la femme qu'il aime ; quand il éprouve un sentiment sincère et profond, il se heurte aussitôt à un être qui, n'éprouvant pas un sentiment égal, est tenté d'abuser des avantages que confère la liberté du cœur et de l'esprit ; la nature de Plantier est commandée par un sentiment qui le place en position dominée ; dupe, faible, inférieur sur le point essentiel, il est dupe, faible et inférieur dans les circonstances de la vie.

Dans un amour, il y a toujours un des partenaires qui aime moins que l'autre ; donc qui est moins sincère ; donc qui est dupeur involontaire. Sitôt que Plantier se trouve à son tour dans cette position dominante, la situation est retournée à son avantage ; tout s'enchaîne et se fuit ; sa seconde femme l'aime et lui est fidèle : c'est lui qui est libre de cœur et d'esprit ; fort et supérieur sur le point essentiel, il est porté à abuser de sa force et de sa supériorité pour consacrer sa duperie et sa domination.

Le duc de Richelieu disait : *J'aime la loyauté; d'abord parce qu'elle est la loyauté; puis parce qu'elle attrape le plus souvent la fraude.* M. Espiau semble suggérer le contraire, et qu'à tout sentiment sincère, l'être humain oppose d'instinct un sentiment insincère, ou simplement moins sincère, qui prend barre sur le premier. Et il ne laisse pas d'y avoir beaucoup de vrai dans cette vue pessimiste.

A vrai dire, M. Espiau n'exprime rien de tout cela ; à peine même le propose-t-il ; c'est l'imagination qui l'appréhende au delà des images animées d'une farce. Que l'auteur ait agi par volonté raisonnée ou par bon instinct, il manifeste de toute façon sa richesse et sa jeune force, assez souple pour se présenter sous d'ingénieuses inventions.

Ainsi M. Espiau se présente avec des dons remarquables non seulement pour inventer, mais pour mettre en place. La fantaisie chez lui coule de source, l'originalité est certaine ; mais ce n'est pas dire que l'une et l'autre ne soient pas forcées, qu'il soit tout à fait à l'abri du reproche de se laisser, comme la première Mme Plantier, tenter par les mauvais esprits du comique facile, de l'originalité cherchée et de la fantaisie systématique. M. Espiau débute par un joli succès : mais attention à l'homme-serpent.

LUCIEN DUBECH.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Les événements de Chine. — *La réponse de M. Eugène Chen ministre des Affaires étrangères du gouvernement sudiste d'Hankéou à la note commune remise le 11 avril, étant jugée insuffisante, les ministres des puissances alliées proposent à leurs gouvernements respectifs de s'entendre pour adresser une nouvelle réclamation* (16 *avril*).

Cependant, chez les sudistes, la rupture devient définitive entre modérés et communistes. Chang-Kaï-Chek, après des exécutions sommaires à Shanghaï, constitue, à Nankin, un gouvernement rival de celui d'Han-Kéou (19 *avril*).

France. — *Au congrès socialiste de Lyon, Breitscheid et Léon Blum se mettent d'accord pour réclamer l'évacuation de la Rhénanie et de la Sarre* (19 *avril*). *Le congrès prend fin par le vote d'une motion présentée par les « centristes », qui repousse en principe le front commun avec les communistes et le cartel avec les radicaux, mais réserve la possibilité d'accord de fait avec les uns et les autres* (20 *avril*).

— *M. Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur, dénonce le péril communiste à trois reprises (circulaires aux préfets des* 19 *et* 28 *avril, discours de Constantine du* 22 *avril*).

— *Les syndicats de fonctionnaires, constitués en cartel, s'affilient à la C. G. T.* (24 *avril*).

Italie et Yougoslavie. — *Le conflit entre les deux pays, un moment apaisé, semble rebondir. Le cabinet de Belgrade donne sa démission. Il est remplacé par un ministère Vonkitchevitch* (17 *avril*).

Italie. — *Le tribunal spécial pour la sûreté de l'État, statuant dans le procès de l'attentat contre M. Mussolini, condamne Zairiboni et Capello à trente ans de réclusion* (22 *avril*).

— *Le même tribunal condamne à cinq ans de résidence forcée M. Torregiani, grand maître de la franc-maçonnerie italienne* (23 *avril*).

États-Unis. — *Inondations du Mississipi. Pour sauver la Nouvelle-Orléans, on ouvre une brèche dans le barrage Saint-Bernard* (29 *avril*).

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 34989.